

**Satoko KATO**

**Pour un développement local au Mali:  
La place des femmes  
et de l'éducation non formelle**

**Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement  
régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ)**

La collection Témoignages et analyses est publiée par le GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec). Ce 8<sup>e</sup> numéro de la collection est édité par le GRIDEQ.

Les propos tenus dans cet ouvrage n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

**Révision et édition**  
**Jean Larrivée**

**Traitement de texte**  
**Jean Larrivée**  
**Paule Maranda**

**Conception de la page couverture**  
**Richard Fournier**

**Distribution**  
**GRIDEQ**  
**300, allée des Ursulines**  
**Rimouski (Québec) G5L 3A1**  
**418-723-1986 poste 1441 ou 1440**  
**418-724-1847 (télécopieur)**  
**Courriel: [grideq@uqar.quebec.ca](mailto:grideq@uqar.quebec.ca)**  
**<http://www3.uqar.quebec.ca/grideq/>**

**ISBN 2-920270-78-8**

**Tous droits réservés © 2005**  
**Université du Québec à Rimouski (GRIDEQ)**  
**Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional,**  
**de l'Est du Québec**

## Préface

Jeune chercheure et citoyenne du monde, Madame Satoko KATO a posé son attention sur l'implication des femmes et des communautés maliennes pour soutenir leur développement en misant sur l'éducation et la participation communautaire des femmes et des hommes, quant aux choix et aux décisions concernant le bien-être de tous. Ceci ne va pas sans exiger un dépassement du clivage entre traditions et modernisme, entre hommes et femmes, et entre les différentes hiérarchies communément installées dû à l'âge, à la situation socio-économique et socioculturelle. Le défi majeur étant pour ces personnes et ces communautés de parvenir à mettre en œuvre, en contexte malien, un modèle de développement susceptible de garantir le bien-être et l'épanouissement des personnes, des familles, des communautés ainsi qu'une articulation saine avec leur environnement.

Il s'agit alors de trouver comment articuler leurs héritages civilisationnels traditionnels africains, dont ils sont encore fortement porteurs, avec certaines exigences et/ou modèles d'autres cultures surtout la culture occidentale, qui d'une part leur a été imposée, et d'autre part, les a remodelés, et malheureusement très souvent sans aucun souci de réciprocité ou d'échange transculturel, ce qui aurait probablement facilité le processus d'adaptation et d'intégration des exigences de la modernité. Car quoiqu'on en pense, personne n'en est sorti tout à fait indemne. Ce qui est paradoxalement une chance aussi.

En ce début du 21<sup>e</sup> siècle, les questions soulevées par cette étude sont particulièrement sensibles et délicates, face à la chute de nos utopies, à la crise de la pensée et des clivages disciplinaires de nos visions du monde, mais surtout à la crise des anciens modèles de développement, de formation et d'intervention – en particulier ceux inspirés *d'approches néo-classiques* comme celles qui ont inspiré *des politiques dites d'ajustement structurel* pour l'Afrique. C'est ainsi d'ailleurs qu'on assiste à un intérêt croissant pour trouver des alternatives aux anciens modèles. C'est ce contexte qui signe la pertinence incontestable de ce travail et l'audace de son auteure.

Cet ouvrage tente, et réussit fortement, à articuler trois questions complexes à savoir: la situation des femmes africaines, le rôle de l'éducation non formelle et enfin les impacts pour les personnes et les communautés de ces formations acquises par les femmes dans un contexte qui exige un renouvellement des modèles de développement mettant l'accent sur le rôle central de la participation citoyenne.

Au centre de cette recherche, cette question des impacts, tant personnels que collectifs des programmes de formation dispensés aux femmes, s'inscrit aussi dans le sillage de préoccupations montantes concernant l'évaluation des programmes de développement et leurs retombées à court, moyen et long terme. Il s'agit là de questions évaluatives fort importantes qui en préoccupent plus d'un. La façon originale

et transversale de l'auteur de poser un regard renouvelé sur ces questions, et par conséquent d'offrir de précieux éclairages, mérite d'être saluée.

Sensible et respectueusement attentive à la richesse des points de vue des femmes et des hommes dont elle a recueilli les précieux témoignages, madame Satoko KATO nous trace de bouleversants portraits de ces collaborateurs et nous offre, avec générosité et une compétence tout à fait particulières, l'occasion de nous imprégner et de comprendre des pans non seulement de leurs expériences et de leur contexte, mais aussi de leur vision du monde, de leur manière d'envisager les choses pour eux ou elles-mêmes et leurs communautés, voir de rêver d'un futur meilleur.

Par ailleurs, sur une note plus personnelle, je tiens à souligner que le texte de madame KATO, a touché profondément l'Africaine que je suis, dans ce sens qu'il se garde avec délicatesse d'émettre des jugements abusifs, ou encore des interprétations sauvages comme on en rencontre souvent en contexte multiculturel. C'est probablement ces abus de pouvoir d'une culture sur une autre, d'une vision du monde sur une autre, et finalement d'un peuple sur un autre que l'ancienne ministre de la culture du Mali, madame Aminata Traoré (2002) condamne sévèrement en parlant de: *«viol de l'imaginaire»*. J'en suis personnellement gré à madame KATO, de faire partie de ceux, qui par leur vigilance, font exception à cette manière d'annuler toute possibilité de réciprocité, malheureusement courante.

**Jeanne-Marie RUGIRA, août 2005**



## **Avant-propos**

La question de l’alphabétisation des femmes subsahariennes m’a intéressée depuis que je me suis engagée à travailler auprès d’elles dans le cadre de la coopération internationale. Ces femmes vivaient avec leur propre moyen de communication (orale) et effectuaient les tâches qui leur sont assignées avec leurs propres compétences. De nos jours, avoir la compétence en écriture est de plus en plus un facteur permettant l’épanouissement des femmes. On peut constater une différence entre celles qui la détiennent de celles qui ne la détiennent pas. Cette différence concerne aussi la relation sociale de sexe ; les hommes avancent plus que les femmes dans cette compétence, par conséquent, la prédominance de ces derniers est visible sur le plan de développement personnel et collectif.

C’est cette problématique initiale qui m’a inspirée la présente recherche, en élargissant la question de l’alphabétisation à celle de l’éducation non formelle qui a beaucoup évolué au cours des dernières années et qui a comme but de promouvoir le développement participatif en milieu rural dans le contexte malien. Le développement dont il s’agit ici est celui soutenu par les ressources humaines locales en collaboration avec les partenaires extérieurs. Les objectifs de recherche consistent à savoir si les femmes ont obtenu certains acquis par cette éducation dans leur vie personnelle et si ces acquis peuvent éventuellement leur permettre de participer pleinement à la vie collective pour le développement de leur village. Il me semblait important d’effectuer cette recherche, car, de nos jours, les interventions des ONG dans le domaine de l’éducation non formelle se multiplient, mais leurs effets sont jusqu’à présent peu reconnus, surtout ceux sur le développement collectif et la place des femmes dans celui-ci.

La présente recherche est basée sur les témoignages des femmes, des représentants des associations villageoises ainsi que les intervenants des ONG et concerne leurs propres perceptions de l’éducation non formelle des femmes et des changements de celles-ci apportés par cette éducation. Les réponses ne sont pas quantitatives mais plutôt qualitatives et spontanées, et elles ne sont pas non plus représentatives des femmes des trois villages mais se limitent à quelques-unes qui ont complété leur formation. Sachant que les approches sont différentes selon les ONG, j’ai tenté d’analyser deux différents modèles et essayé de vérifier le rôle de l’éducation non formelle et d’indiquer ses limites.

**Satoko KATO**

# Table des matières

## Page

Préface .....	v
Avant-propos .....	vii
Liste des illustrations.....	x
Remerciements .....	xi
Introduction .....	1

## **Chapitre 1: L'éducation non formelle des Africaines et le développement local: Problématique et méthodologie.....3**

1.1	La pertinence de l'objet en relation avec le développement régional et local .....	3
1.2	Les objectifs de la recherche.....	10
1.3	Les principaux concepts .....	11
1.3.1	Femmes et développement .....	11
1.3.2	Éducation non formelle .....	19
1.4	Les questions de recherche.....	26
1.5	La méthodologie de la recherche .....	27
1.5.1	Type de recherche.....	27
1.5.2	Cueillette des données .....	27
1.5.3	L'échantillonnage .....	28
1.5.4	Le calendrier de la cueillette des données .....	29
1.5.5	Le schéma d'entretien.....	29
1.5.6	Déroulement .....	30

## **Chapitre 2: Résultats de la recherche auprès de femmes et d'intervenants locaux au Mali.....41**

2.1	Le lieu de recherche.....	41
2.1.1	Le Mali: les renseignements généraux .....	41
2.1.2	La politique nationale sur l'éducation .....	44
2.1.3	La politique de la promotion des femmes.....	46
2.2	Le terrain de recherche .....	47
2.2.1	Le milieu Bambara et Malinké : son organisation sociale.....	48
2.2.2	La présentation des villages.....	49
2.2.2.1	Douban.....	50
2.2.2.2	Diorila .....	51

2.2.2.3	Zantiébougou .....	52
2.3	La présentation des organisations non gouvernementales (ONG).....	54
2.3.1	SUCO (Solidarité, union, coopération) .....	54
2.3.2	AMPJ (Association malienne pour la promotion des jeunes).....	56
2.4	Les personnes interrogées : un portrait.....	58
2.4.1	Les femmes.....	58
2.4.2	Les représentants des associations villageoises (hommes).....	64
2.4.3	Les intervenants (ONG).....	67
2.5	La présentation des résultats d'entretien et l'analyse .....	68
2.5.1	La participation des femmes aux programmes d'Éducation non formelle (ENF) .....	68
2.5.1.1	Les programmes d'ENF .....	68
2.5.1.2	Les raisons de la participation des femmes à l'ENF .....	71
2.5.1.3	Le déroulement des programmes d'ENF .....	72
2.5.2	Les perceptions de l'éducation des femmes .....	76
2.5.2.1	La chance et la capacité d'apprendre pour les femmes.....	77
2.5.2.2	La pertinence de l'alphabétisation des femmes en vue du développement, et les différences entre les femmes alphabétisées et non alphabétisées .....	78
2.5.2.3	Le rôle de l'éducation formelle.....	79
2.5.2.4	Le rôle de l'éducation familiale .....	80
2.5.3	Les acquis de l'ENF et le changement des femmes.....	80
2.5.3.1	Les acquis de connaissances et l'amélioration de la vie quotidienne.....	80
2.5.3.2	Le changement au niveau personnel.....	83
2.5.3.3	Le changement relationnel (au sein de la famille) .....	87
2.5.4	Le rôle de l'éducation pour le changement du village.....	91
2.5.4.1	La perception de la situation du village à la suite de la formation reçue par les femmes .....	92
2.5.4.2	La participation des femmes au développement du village à la suite de la formation .....	95
2.5.4.3	La pérennité des activités collectives des femmes et le développement du village .....	97
2.6	La portée des résultats et les voies d'action.....	100
<b>Conclusion.....</b>		<b>107</b>
<b>Annexes : Les schémas d'entrevue.....</b>		<b>109</b>

## Liste des illustrations

	Page
<b>Tableau 1</b>	Le calendrier de la cueillette des données .....29
<b>Tableau 2</b>	Les caractéristiques des femmes interrogées.....59
<b>Tableau 3</b>	Les caractéristiques des représentants des associations villageoises.....65
<b>Tableau 4</b>	Les caractéristiques des intervenants d'ONF .....67
<b>Tableau 5</b>	La participation des femmes aux programmes d'éducation non formelle .....69
<b>Tableau 6</b>	Les acquis de connaissances et l'amélioration de la vie par l'éducation non formelle .....82
<b>Tableau 7</b>	Le changement personnel à la suite de la participation à l'éducation non formelle .....84
<b>Figure 1</b>	Un exemple d'une organisation villageoise proposée par SUCO .....56
<b>Carte 1</b>	Le Mali .....40

## Remerciements

À la fin de cette recherche et de mes études en maîtrise, je veux exprimer mes sincères remerciements à beaucoup de personnes, car c'est grâce à leurs appuis que j'ai pu atteindre mon objectif dans des conditions favorables.

Elles vont tout d'abord, à ma directrice de recherche, Danielle Lafontaine, qui m'a encouragée à tout moment et qui m'a guidée avec passion, certitude et patience. Sa conduite était pour moi un repère dans le vaste océan.

Elles s'adressent également à Japan International Cooperation Agency (JICA) qui m'a assistée financièrement. Son programme m'a permis de compléter une spécialisation qui me tenait à cœur: le développement international.

Mes remerciements vont aussi à tous les professeurs du programme de Développement régional à l'Université du Québec à Rimouski dont les travaux passionnants sur la revalorisation des régions m'ont beaucoup stimulée.

Je rends hommage aux personnes que j'ai rencontrées au Mali, Ba Mariame Kané, conseillère en Genre et développement et égalité des Sexes au sein du Service de la coopération canadienne au Mali et Diakité Aissata Diallo, chercheure au Centre national des ressources de l'éducation non formelle (CNR-ENF), qui m'ont fournie des renseignements intéressants. Je remercie tous les membres des deux ONG où j'ai réalisé mes enquêtes, notamment, Moussa Konaté, codirecteur de SUCO-Mali avec qui j'ai passé d'excellents moments de stage, son amour de travail et sa philosophie de développement m'ont beaucoup touchée, et Mariame Koné, ex-secrétaire exécutif de l'AMPJ, qui m'a laissé l'image d'une femme enthousiaste pour la cause des femmes, malgré sa soudaine disparition après mon stage: « *Ala k'a da yoro suma* ; que son âme se repose en paix ».

Je remercie vivement tous les participants et participantes à mes entrevues, il s'agit de 12 femmes et six représentants des villages de Douban, Diorila et Zantiébougou et de trois intervenants des deux ONG. Chaque communication ayant un sens significatif, je ne pourrai jamais les oublier, cela constituera une grande richesse pour ma vie. Je souhaite un meilleur avenir pour eux.

Mes remerciements s'adressent également à Narcisse Rouana, Isabelle Lavoie, Saïdou Halidou, Hortencia Acacha et Marie-Christine Dubé qui m'ont assistée par leurs conseils précieux.

Enfin, j'adresse mes remerciements chaleureux à mon conjoint Ibrahima Guindo, qui m'a soutenue moralement tout au long du processus de mes études et qui m'a accompagnée pour la transcription des bandes sonores, la correction de mes textes et bien d'autres services rendus.



# Introduction

La mondialisation qui englobe tous les citoyens du monde a suscité un changement social important depuis le siècle dernier. Si la prédominance de l'économie mondiale continue d'imposer les valeurs occidentales, par contre la diversité culturelle est mieux reconnue comme une revalorisation des modes de vie multiculturelle. La théorie du développement est aussi en reconstruction; elle se dirige de plus en plus vers le local et l'humain, car le développement n'a de sens que dans le changement qualitatif de la vie individuelle et collective. Ainsi, le développement ne concerne pas seulement les pays du tiers-monde, mais il est une question globale pour tous ceux et celles qui désirent mieux vivre.

Le développement local constitue une approche selon laquelle les populations d'une localité donnée créent les activités de développement selon leurs besoins et leurs aspirations. Au Mali, notamment dans le milieu rural, l'État, les organismes et les ONG se concentrent sur l'autogestion par la communauté, malgré que les populations n'aient pas encore bien assimilé la pratique de cet «autre développement». Dans ce contexte, les femmes et l'éducation sont des thèmes importants tant au niveau national qu'international, car les ressources humaines constituent le moteur de ce développement et leurs intelligences façonnent le devenir de la communauté.

Les discours sur le thème «les femmes et le développement» et la politique sur le «genre» sont tous inspirés par le mouvement féministe des pays occidentaux, mais souvent ces théories ne sont pas transposables à la réalité africaine, d'où la nécessité de savoir les vrais attentes des femmes pour une politique qui soutient leur épanouissement selon leur propre identité. Les problèmes essentiels des femmes, selon ces discours, résultent de leur infériorité dans le système patriarcal du monde actuel, une infériorité fortement liée à l'éducation contemporaine. En effet, l'éducation formelle et les formations dans les programmes de développement donnaient la priorité aux hommes depuis l'époque de la colonisation, ce qui a suscité l'écart entre les deux sexes quant aux connaissances et aux attitudes face la modernisation. Depuis une dizaine d'années, l'éducation non formelle est officiellement admise comme une alternative pour les adultes, notamment en milieu rural. Elle envisage d'éliminer l'analphabétisme – une condition essentielle pour la vie moderne – mais surtout de stimuler la créativité et de rétablir la confiance en soi nécessaires pour devenir de véritables agents de développement.

Dans ce livre nous présentons les programmes d'éducation non formelle auxquels les femmes maliennes du milieu rural ont participé et la perception de cette éducation. Par la suite, nous tentons de cerner l'impact sur la vie personnelle au niveau du savoir-faire et du savoir-vivre, enfin l'impact sur la vie collective, voire le changement du village, en mettant en lumière la participation des femmes aux activités

concernant le développement. La contribution de l'éducation non formelle s'arrête souvent à faire la liste des impacts personnels, mais peu de documents s'intéressent aux relations entre le processus du développement individuel et le développement collectif.

Sachant que le changement qualitatif d'une personne par l'éducation est difficile à mesurer, car il y a de multiples facteurs qui entrent en jeu, nous allons tenter d'écouter des paroles de douze femmes (entretien individuel) de trois différents villages sur ce qu'elles trouvent comme changement à travers l'éducation non formelle. Nous allons en même temps interroger six représentants des villages (hommes) et trois agents de deux ONG qui témoignent des acquis des femmes. Ces trois différents points de vue qui se croisent clarifient la réalité du terrain par laquelle nous allons analyser le rôle de l'éducation non formelle.

Dans le premier chapitre, nous allons préciser la notion de développement local qui encadre notre recherche et énoncer nos objectifs. Ensuite, deux problématiques seront dégagées: «femmes et développement» et «éducation non formelle», qui sous-tendent la formulation de nos questions de recherche. Enfin nous présenterons la méthodologie de recherche que nous avons adoptée et suivie.

Dans le second chapitre, nous allons éclairer le lieu de cette recherche: le Mali et ses politiques de développement qui constituent les références de nos problématiques, et ensuite les villages où se trouvent nos interlocuteurs. Après, nous allons présenter les profils des deux ONG et de brefs portraits des 21 enquêtés avant d'exposer les résultats de nos entretiens portant sur les quatre sections suivantes: la participation des femmes aux programmes de l'éducation non formelle, la perception de l'éducation des femmes, leurs acquis personnels par ces programmes et ses impacts sur le développement du village.



# Chapitre 1

## **L'éducation non formelle des Africaines et le développement local: Problématique et méthodologie**

Dans ce chapitre, nous allons d'abord situer notre objet de recherche en clarifiant son lien avec le développement régional, plus particulièrement avec le développement local. Ce dernier concept est apparu à la lumière d'un autre développement appuyé par le bas, après la crise de la théorie sur ce sujet. La participation des membres de la communauté – femmes et hommes – et la formation des ressources humaines qui facilitera celle-ci paraissent désormais prioritaires. Par ces problématiques générales, nous préciserons les objectifs pour ensuite éclairer les deux principaux concepts qui sous-tendent la présente recherche: «femmes et développement» et «l'éducation non formelle». À la fin du chapitre, nous allons présenter les questions de recherche et la méthodologie à laquelle nous avons eu recours.

### **1.1 Pertinence de l'objet en relation avec le développement régional et local**

L'Afrique indépendante est née pendant la période où, *«l'idéologie du développement»*<sup>1</sup> dominait dans le monde nouvellement uni autour de l'Organisation des Nations Unies fondée par les pays vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale selon la philosophie des développements de l'époque. Les pays qui n'atteignent pas un certain niveau de croissance économique nécessaire pour un «décollage» (Rostow, 1962) sont classés automatiquement dans les pays sous-développés. Les pays d'Afrique doivent donc être aidés par l'extérieur afin d'avoir la possibilité d'un développement capitaliste *«au sens de synonyme d'achevé et développé ou inachevé et sous-développé - en fonction exclusive des conditions internes»*<sup>2</sup>.

### **Le développement en Afrique**

Contrairement à la théorie du développement classique précédente, une autre théorie apparaît dans les années 1970 et celle-ci critique le fait que les pays du centre s'enrichissent en appauvrissant ceux des périphéries dominées et façonnées par les premiers (échange inégal) dans le cadre de la division internationale du travail. L'économie néoclassique s'accélérait au niveau mondial, l'Afrique a subi une aliénation incessante avec les pays aidants dont les résultats sont le mal-développement des années 1980, et le non-développement<sup>3</sup> à partir des années 1990. Pour les

Africains, il n'y a pas de mot à dire sauf s'intégrer dans cet ordre économique en tant que pays périphériques. Le développement est «*un paradigme occidental*»<sup>4</sup> qui se traduit par «*le discours de l'Occident sur lui-même et son regard sur l'autre*»<sup>5</sup>.

Dans le monde rural en Afrique, quel est le sens du développement? Depuis le temps de la colonisation par les Européens, l'économie du monde rural est dirigée vers la culture agricole d'exportation afin de fournir des matières premières destinées aux pays dominants. L'agriculture de survie (autosuffisance) est devenue désormais celle capitaliste accompagnant la modernisation technique et technologique; selon Axelle Kabou, «*le développement suppose l'apparition d'un monde nouveau et non le grossissement quantitatif de ce qui existe déjà*»<sup>6</sup>. Pour l'État africain indépendant, la croissance économique est la seule solution à chercher pour la construction d'un pays libéré par les colonisateurs. L'animation rurale, introduite à partir des années 1960 dans des pays francophones, constitue une politique stratégique nationale qui formait les paysans en alphabétisation et en techniques agricoles modernes pour qu'ils soient des ressources humaines efficaces pour l'économie nationale.

À partir des années 1970, les services d'encadrement continuaient de travailler avec les paysans pour la promotion de la production exportatrice. En plus, de nombreuses ONG étrangères fournissaient des infrastructures ou des formations sachant que la croissance économique commence par la satisfaction des «*besoins essentiels*»<sup>7</sup> en renforçant les capacités humaines: l'eau, la nourriture, la santé, l'éducation, etc. En réalité, c'était des intervenants extérieurs qui planifiaient l'organisation de la coopérative villageoise et jugeaient la nécessité d'une telle aide en cherchant les besoins sur le terrain à la place des villageois concernés. Les résultats de l'énorme investissement étaient médiocres partout; les projets apportés par l'extérieur n'ont pas germé dans le monde rural comme une source génératrice pour un développement autonome. Axelle Kabou<sup>8</sup> explique la démobilisation des Africains ainsi; ils ont souvent manifesté «*le refus de développement*» importé ou ils sont devenus dépendants des projets en croyant que «*les intérêts d'un peuple peuvent être défendus par des étrangers*».

Dans le milieu rural, le développement est considéré comme un renversement du *statu quo*, ce que les anciens du village gardaient comme tradition ancestrale: la structure sociale, les mœurs, les valeurs et les symboles. La modernisation qui englobe le développement est conçue pour les villageois comme une menace en livrant la société traditionnelle au désordre, jusqu'à ce que les Occidentaux pensent que la tradition de la dite société constitue un obstacle pour un développement moderne. Il y a, certes, une résistance de la part des vieux, mais certains (surtout les jeunes) accueillent les projets avec une méfiance masquée par l'espoir éphémère. Pour parler du développement, les villageois maliens emploient une expression qui en langue ethnique signifie «*aller au-delà*» ou «*marcher en avant*» sur le chemin qui n'existait pas et qui va amener un changement miraculeux. Lorsque les étrangers viennent au village accompagnant les projets quelconques, certains villageois disaient que c'est ça

le développement. Or le développement n'apportait jamais de miracle, car il vient et il s'en va sans avoir de suivi ni de raison précise en s'excusant par le manque de financement. Qui est responsable du développement? Pour qui est le développement?

À partir des années 1980, la situation du rural africain a subi certains changements dus à plusieurs facteurs: elle s'aggravait par la chute des prix des matières premières, la dégradation de l'environnement, enfin l'abandon des services sociaux par l'État. Les villageois sont obligés de payer les coûts sociaux au nom de «*se prendre en mains*». Dès lors, la vie saine et instruite dépend de l'argent, ce qui différencie les gens qui en ont et ceux qui n'en ont pas. Ils ont beaucoup travaillé, mais cela est soldé par le paiement de service des dettes accumulées; rien n'est redistribué pour eux, alors qu'une minorité des citadins s'enrichit et que la ville s'agrandit. Les jeunes partent en ville en quête d'argent et en contrepartie, le village se vide et la production baisse par manque de main-d'œuvre. Les anciens des villages racontent que maintenant les jeunes ne travaillent pas beaucoup dans les champs collectifs, ils travaillent plutôt dans le jardin privé ou coupent le bois pour l'intérêt personnel. Les femmes travaillent dans les champs distribués par les hommes pour combler les dépenses familiales ou se chargent de la famille pendant l'absence de leur mari en exode. Le monde rural est en crise, or l'État ne peut rien faire sauf suivre la réforme économique imposée par les instances financières internationales. Il continue à inciter les paysans à produire les matières premières au détriment des cultures vivrières, mais il n'a jamais encouragé les jeunes et les femmes qui travaillent aux champs dans sa politique économique. Quant au changement interne de la société, un décalage entre les valeurs anciennes et nouvelles a surgi par la modernisation qui n'arrive pas à susciter le dynamisme populaire.

### **Un autre développement: le développement local**

La politique du développement centralisé fut longtemps axée sur la croissance économique et l'urbanisation afin d'acheminer le progrès national selon les exigences des puissances économiques internationales, alors que l'inégalité sociale s'aggravait entre les riches et les pauvres aussi entre la ville et la campagne comme ailleurs dans le monde. Mais la croissance et le progrès ne sont plus synonymes de développement. Ce phénomène est dû d'une part à la pression extérieure et d'autre part à la mauvaise répartition des richesses par les élites nationales. Les programmes planifiés par l'État ne s'adaptent pas non plus aux besoins des populations diversifiées selon leur propre culture. D'où la nécessité de penser à l'autre développement qui vise à agir différemment du passé: les initiatives déclenchées par les populations selon leurs attentes qui porteront l'écho au niveau national (par le bas). Samir Amin parle de la même idée à l'échelle internationale: «*développer dans les périphéries les forces productrices, amorcer à l'échelle planétaire des systèmes de décision qui dépassent la logique unilatérale de l'accumulation du capital*»<sup>9</sup>. L'autre développement constitue une alternative qui respecte la diversité culturelle endogène en présence de la

mondialisation. Jacques-B. Gélinas traite de l'intégration du tiers-monde dans le système mondial en disant: «*Le développement, c'est encore la possibilité de vivre en harmonie avec son milieu et de s'ouvrir sur le monde, de puiser dans le patrimoine technologique commun de l'humanité sans perdre la maîtrise de son propre destin*»<sup>10</sup>.

L'autre développement (développement par le bas, endogène, etc.), la troisième vague<sup>11</sup> de discours du développement au niveau international, se dirige de plus en plus vers le local et l'humain.

L'idée du développement local a surgi avec une certaine force dans les années 1980 dans le contexte de la décentralisation en France ainsi qu'au Québec, pour mieux exploiter les ressources locales comme force de développement et mieux redistribuer les fruits à la population. Bien que le développement soit un paradigme occidental, la décentralisation et le développement local se veulent des solutions concrètes contre la crise du système capitaliste à l'échelle globale. À partir de cette problématique, le terme de développement ne s'applique pas seulement aux pays du Sud, mais les pays du Nord sont également concernés. La définition du développement local, selon Paul Houée est celle-ci:

*Une dynamique ascendante exprimant les besoins, les demandes, les initiatives des groupes locaux, enracinée dans un territoire, une histoire, des valeurs partagées. Elle suscite des actions plutôt globales et transversales, une logique de mobilisation des acteurs et de leurs potentialités autour d'un projet, de rapports négociés avec l'ensemble des partenaires*<sup>12</sup>...

Le gouvernement malien a introduit le développement local dans sa stratégie politique de décentralisation, celui-ci étant entendu comme «*un processus de création, de rétention et de distribution des richesses sur un territoire progressivement contrôlé par l'ensemble de ses habitants*»<sup>13</sup>. Selon Bernard Vachon:

*Le développement local, c'est une stratégie dans laquelle les acteurs sont les bénéficiaires. Cette stratégie est mise en oeuvre sur des territoires variés où les ressources humaines et physiques sont d'une grande diversité et où les aspirations et les priorités en matière de développement créent des problématiques particulières. On peut même appliquer des stratégies différentes à une même situation: les moyens dont disposent les collectivités fournissent des réponses multiples. Ces stratégies sont des processus évolutifs qui demandent à être évalués et réajustés en cours de route*<sup>14</sup>.

Certains auteurs (Jacques B. Gélinas 1994, Edouard Matoko, 1996 et Jean-Marc Ela, 1998) envisagent la solidarité traditionnelle de la société africaine comme un atout pendant la période de crise. Celle-ci est bien présente au sein des mouvements populaires qui visent un but non seulement économique, mais en même temps social: l'économie informelle, la tontine, le groupement professionnel, etc. Ce que les Occidentaux cherchent du côté de l'économie sociale n'est pas un fait nouveau pour les Africains. Dans un contexte de plus en plus mondialisé, le développement local est compatible avec une revalorisation de la tradition africaine.

Qu'est ce qu'on entend par local? Paul Houée définit que ce sont les *«territoires de mobilisation des forces sociales autour d'un projet conçu en commun et reconnu par l'État»*<sup>15</sup>. Au Québec, il est surtout porté par la MRC (municipalité régionale de comté)<sup>16</sup>, mais dans le contexte malien, il s'agit de la collectivité locale (commune) ou le village (groupement villageois) à la fois. Compte tenu du faible degré d'institutionnalisation des regroupements collectifs de la collectivité locale actuelle au Mali, nous parlons principalement du village comme la référence du développement local dans notre recherche.

L'idée du développement local que Bernard Vachon propose nous semble intéressante, car possiblement porteuse d'un autre développement. Selon lui, le développement local est un processus dynamique et il *«prévoit la mise en place de conditions et de moyens propices à l'élaboration et à la conduite des initiatives locales du développement»*<sup>17</sup>. De façon primordiale, cette approche met l'accent sur la valorisation des ressources locales, notamment les ressources humaines. Bernard Vachon continue; *«la personne est le moteur du changement et c'est son intelligence qui façonne les sociétés»*<sup>18</sup>. Selon son analyse, le développement local s'appuie sur les trois principes suivants:

- Le développement est un processus global;
- Les micro-initiatives participent au développement global;
- Les ressources humaines constituent la force motrice du développement<sup>19</sup>.

Le développement économique (la mise en valeur des ressources disponibles) est bien évidemment important pour un développement local, toutefois il n'est pas le seul facteur de la satisfaction d'un individu ou d'une société sans considération du bien-être de ses membres ou de la stabilité du milieu naturel. Enfin, c'est la politique qui détermine les options de certaines valeurs. Il est donc indispensable que les activités du développement s'élargissent à un ensemble des préoccupations: économiques, sociales, culturelles, politiques, environnementales, etc.

L'aspect culturel est considéré comme primordial, étant donné que le développement local est basé sur un territoire spécifique et qu'il cherche à répondre aux aspirations des membres de la communauté par les forces endogènes. Plusieurs auteurs critiques qui se préoccupent du développement soulignent la négligence de l'aspect culturel qui fut une cause de l'échec du développement dans le passé. *«L'économie, dans les sociétés non capitalistes n'est pas autonome par rapport aux autres aspects de la vie sociale»*<sup>20</sup>. Par exemple, le pouvoir est détenu souvent par des personnalités politico-religieuses et non par des possédants des richesses monétaires. C'est une société fondée sur sa valeur culturelle qui peut orienter les projets du développement: une rationalité de la production et de la redistribution. Selon François Perroux, *«la culture se présente comme un ensemble de normes et de valeurs dont la vie des hommes est imprégnée en ses manifestations extérieures et dans l'intime des consciences»*<sup>21</sup>. Chaque société doit donc avoir son style de développement selon les

caractéristiques de sa culture, *«une société ne se développe véritablement que selon sa propre formule»*<sup>22</sup>.

Sous une gestion centralisée du développement comme celle prévalant au Mali, l'intérêt repose tout d'abord sur la production exportatrice; elle se concentre sur le rendement agricole assuré par les hommes tel que représenté dans les statistiques nationales. Par contre, les travaux des femmes, même s'ils sont morcelés et difficiles à quantifier, ne sont pas comptabilisés par les autorités centrales dans leurs données concernant la production. Actuellement pourtant tout le monde reconnaît qu'ils contribuent fortement à la production et à la reproduction de la vie familiale. Le développement local, la maîtrise de ce processus par les acteurs locaux, rend visible les activités des femmes tout comme la force motrice de celui-ci. Elles en sont les maîtresses incontestables dans les travaux domestiques et leurs dérivés (recherche des combustibles, des condiments, des légumes, réception des étrangers, préparation des cérémonies, etc.). En plus, leurs activités s'élargissent hors du foyer jusqu'aux travaux champêtres, rizières, commerces et activités interpersonnelles. Les hommes et les enfants sont bien entretenus grâce aux femmes, ce sont elles qui rendent ces derniers productifs. Dans cette perspective, de nos jours, les ONG s'intéressent beaucoup aux femmes dans les projets du développement. Les micro-initiatives sont aussi importantes parce qu'elles répondent aux aspirations de l'individu et des différents groupes, mais aussi tous les acteurs sont estimés pour leurs contributions par la communauté qui encadre le développement local. Ici les femmes, les hommes ainsi que les jeunes sont tous considérés comme les acteurs du développement, bâtisseurs du meilleur territoire.

Dans toutes les activités, ce sont la volonté et la conscience des êtres humains qui jouent dans leur réussite. Le refus du développement résulte du manque de volonté et de la dépendance des collectivités due *«à leur degré d'inadaptation face à des nouvelles conjonctures économiques et sociales»*<sup>23</sup>. Longtemps, les villageois furent exclus dans la prise de décision aux programmes du développement. Jean-Marc Ela soutient qu'*«en dépit des discours sur le caractère autocentré ou endogène, [des approches de développement] celles-ci imposent les facteurs d'innovation aux sociétés autres sur la base d'une modernisation fondée sur la dépendance et le refus de la différence»*<sup>24</sup>. En fait, selon Marcel De Clerck<sup>25</sup>, il y a deux sortes de changements d'une situation donnée à la suite de l'adoption de l'innovation: les changements spontanés et dirigés. Les premiers, spontanés, sont le résultat d'une sorte de dynamisme interne comme l'économie informelle, alors que les seconds dirigés sont dus à une action venue de l'extérieur, comme c'est le cas dans les programmes actuels de développement. L'innovation par un individu d'un milieu fut la source d'une évolution de toutes les sociétés dans l'histoire, mais l'innovation pourrait être amenée par une personne externe. Le problème n'est pas la provenance de l'innovation, mais plutôt le degré d'imagination des personnes concernées envers le changement. Si les acteurs sont *«désireux d'être partie prenante dans le devenir collectif»*<sup>26</sup>, ils sont

capables d'innover ou de s'approprier l'innovation en vue d'atteindre leur but. En tant que maîtres d'œuvre, il faut que les acteurs aient certaines compétences et une confiance en eux afin qu'ils puissent créer des projets qui se conforment à leur culture, d'où l'importance de l'éducation des acteurs du développement local. Dans le monde rural, l'éducation non formelle est un moyen privilégié pour renforcer les capacités des individus, notamment des femmes, afin de recevoir les informations pertinentes et d'apprendre les techniques appropriées pour une vie changeante. L'alphabétisation leur permettrait de s'approprier de nouveaux modes de pensée et de nouvelles perspectives, ces nouvelles connaissances pourraient être notamment reçues à travers la radio, en langue locale. Par ailleurs, l'acte d'entrer dans le monde de l'écrit (savoir déchiffrer, émettre ou garder en mémoire des messages et prendre des mesures) dépasse la simple réception des informations et peut soutenir la formation d'une nouvelle attitude face au monde moderne. La confiance en soi, pour un individu, est *«une transformation psychologique (...) par laquelle celui-ci arrive à se percevoir comme possédant une capacité d'action lui permettant d'atteindre des objectifs personnels ou collectifs»*<sup>27</sup>. Les villageois sont longtemps demeurés passifs étant considérés comme les «objets» du développement, malgré leur imagination et leurs énergies. Or, avec un esprit d'innovation, certains paysans ont réussi à faire des échanges intergroupements qui permettent d'atténuer les déséquilibres entre les zones déficitaires et excédentaires en négociant directement des prix plus intéressants au lieu de vendre aux intermédiaires à des prix moindres<sup>28</sup>. En étant optimiste, on trouve certains écrits sur l'émergence des organisations paysannes ou des leaders ancrés dans le milieu en Afrique<sup>29</sup>: l'autre développement nous paraît possible, mais une nouvelle organisation socio-économique est nécessaire.

Selon plusieurs auteurs rattachés au courant du développement local, la gestion des ressources devrait être assumée par les acteurs locaux. Selon Bernard Vachon, *«Cette maîtrise collective repose sur deux valeurs démocratiques essentielles: la participation et la responsabilité»*<sup>30</sup>. Dans la société africaine, la démocratie existe d'une manière différente de celle de l'Occident; le chef du village ne prend pas de décision sans consulter les représentants de chaque famille; la participation et la responsabilité sont une obligation de chaque membre, selon l'âge, le sexe et la classe sociale. Chacun n'a pas le même droit dans la hiérarchie patriarcale, par contre, les couches inférieures sont protégées toute leur vie et placées sous son abri. Mais le système capitaliste a changé la société. De nos jours, chacun poursuit ses intérêts; les femmes et les jeunes ne sont plus satisfaits de leur condition actuelle; les groupes d'intérêt (ex. comité de telle ONG) sont morcelés sans avoir une vision commune. Le changement social issu de la modernisation exigeait autrefois le changement de mentalité traditionnelle pour un développement, alors que le système capitaliste a trop influencé les gens jusqu'à ce qu'ils abusent de la modernité en déstabilisant les normes culturelles. Par quelle norme culturelle est-ce que la société pourrait reconstruire son organisation face à la nouvelle situation présente? Est-il réaliste que chaque groupe

participe aux décisions et assume ses responsabilités afin de défendre ses intérêts, à l'instar de la démocratie occidentale sans perdre la valeur de sa propre démocratie? Les femmes qui étaient longtemps marginalisées dans la prise de décision collective, pourraient-elles y participer, par leur volonté rejoindre celle de la société toute entière?

*«Le développement local ne veut pas dire localisme»<sup>31</sup>. Bernard Vachon explique: «En ayant recours à des compétences externes, la collectivité ne se trouve pas à déléguer ses responsabilités et son pouvoir d'action, mais à augmenter sa capacité d'agir elle-même et à remplacer des rapports de domination et de dépendance par des alliances et des liens de solidarité»<sup>32</sup>.*

Actuellement, les ONG sont considérées par l'État et l'administration communale en tant que partenaire du développement. Quel que soit leurs engagements avec ceux-ci, elles sont beaucoup impliquées dans le développement du monde rural et leur rôle consiste de plus en plus à éveiller, à outiller et à diriger les acteurs locaux vers une autogestion de la communauté: formation en alphabétisation, en gestion, en élaboration de projet, en organisation de groupement, etc. Leurs compétences ou celles des agents deviennent plus grandes que jamais: faire apprendre aux acteurs les savoirs-faire modernes qui leur sont utiles en faisant le lien avec leurs valeurs culturelles. La volonté et les connaissances du milieu des intervenants sont des conditions déterminantes pour créer un autre développement qui va au-delà des expériences passées. Le développement local et la démocratie constitueront une synthèse des expériences de deux mondes, le Nord et le Sud, et nous sommes à la recherche de ces résultats. Selon Oliviers de Solages<sup>33</sup>, ces pratiques peuvent libérer une énergie dans un territoire donné, celui-ci restant ouvert pour un renouvellement de ces deux sociétés.

Dans notre recherche, les impacts de l'éducation non formelle dispensée par les ONG aux femmes sur le processus de développement local seront au centre de nos préoccupations dans la mesure où la personne est la force motrice du développement et la participation et la responsabilisation des populations (hommes et femmes) sont ses préalables.

## **1.2 Les objectifs de recherche**

Dans le cadre d'une approche en terme de développement local, les populations qui ont certaines compétences et la confiance en soi deviennent une force; leur participation et leur responsabilisation pourraient garantir sa mise en marche. Dans cette optique, notre recherche comporte deux grands objectifs et quatre sous-objectifs:

### Objectifs:

- Comprendre l'impact de l'éducation non formelle reçue par les femmes dans le milieu rural au Mali sur leurs habiletés, leurs comportements et leurs attitudes;
- Analyser l'influence des changements vécus par les femmes sur la vie sociale et économique tant au sein de la famille que de la communauté.



### Sous-objectifs:

- Présenter l'éducation non formelle à laquelle les femmes ont accès dans le milieu rural au Mali;
- Connaître les perspectives des populations (femmes et hommes) ainsi que des intervenants sur l'éducation des femmes en général et la spécificité de l'éducation non formelle;
- Identifier les changements effectifs des femmes au niveau de leurs compétences techniques, leurs attitudes, et ceux relatifs à leur conscientisation;
- Examiner les changements de relation de genre au sein de la famille et de la communauté à la suite de la formation des femmes.

## **1.3 Les principaux concepts**

### **1.3.1 Femmes et développement**

La cause des femmes du tiers-monde est beaucoup discutée dans les discours sur développement sur la scène internationale depuis les années 1970. En Afrique, l'importance du rôle des femmes est reconnue non seulement dans le domaine de la reproduction mais également dans la production pour le développement au niveau local et national. Mais, pourquoi la femme est-elle ainsi considérée à l'heure actuelle comme un sujet au même titre que l'éducation, la santé, l'économie, l'environnement, etc.? Quelle est la position de la femme comme catégorie sociale par rapport à l'homme? Quels sont les enjeux de cette discussion?

### **La différenciation sexuelle et les rapports sociaux de genre**

L'homme et la femme sont différents biologiquement, la différenciation sexuelle est perçue dès la naissance. Le sexe biologique est donc considéré comme déterminé a priori. Les psychologues en général ont tendance à penser que *«La différence des sexes est conçue comme fondatrice de l'identité personnelle, de l'ordre social et de l'ordre symbolique»*<sup>34</sup>. En bref, cette différenciation existante entre les deux sexes résulte de la biologie et serait indépendante de la volonté humaine.

Nicole-Claude Mathieu distingue toutefois le genre du sexe: le premier faisant référence à l'identité sexuée qui constitue *«une élaboration faite par le social sur le biologique»*<sup>35</sup>. Elle explique que:

*La personne ne se situe pas seulement individuellement par rapport à son sexe biologique, mais l'identité personnelle est fortement liée à une forme de conscience de groupe. Le sexe n'est plus seulement vécu, (...) comme un destin individuel anatomique à suivre à travers l'identité de genre conforme, mais le genre est ressenti comme une sorte de mode de vie collectif*<sup>36</sup>.

L'interprétation ou la perception des membres d'une société détermine l'image du sexe comme de la culture. Selon Nicole-Claude Mathieu, *«le genre symbolise le sexe»*<sup>37</sup>, or le genre ne traduit pas nécessairement le sexe; et il n'est pas inné ni universel, mais plutôt acquis et spécifique d'une société. Par contre, Ivan Illich pense

que, *«Le genre est quelque chose d'autre, et quelque chose de plus que le sexe. Il traduit une polarité sociale en soi fondamentale, et distincte entre les deux lieux, entre deux moments»*<sup>38</sup>.

Il soutient dans sa théorie du *genre vernaculaire* que le genre relève du social, mais qu'il est fortement lié au caractère biologique; selon ce point de vue, les hommes et les femmes percevaient le monde différemment depuis le berceau. Ivan Illich dit que *«on naît et on est élevé au sein du genre; le rôle du sexe, lui, s'acquiert»*<sup>39</sup>. Quand un enfant naît, les membres de la société le traitent de façon différente selon son sexe et cela transforme psychologiquement le caractère de l'enfant en l'image souhaitée. En ethnologie, *«la stricte dichotomie des statuts et des rôles selon le sexe n'est pas universelle, (...) et surtout que sa forme et son contenu varient selon les sociétés»*<sup>40</sup>.

Le genre est une différenciation du sexe biologique par la société selon ses pensées et ses pratiques, et le rapport social des sexes traduit le rapport social du genre. Le problème est que de ce rapport social de genre résulte une inégalité de traitement de ces deux groupes à notre époque, voire soutient la domination masculine. La femme est située dans une position inférieure dans tous les domaines de la vie, car la norme de la société contemporaine est masculinisée, comme Nicole-Claude Mathieu le constate; *«on croit parler en général alors qu'en réalité on parle au masculin»*<sup>41</sup>.

### **Le mouvement social des femmes et la recherche féministe**

Le problème du rapport social de genre est dû à la non-considération des femmes comme moitié de l'humain, disons de la même espèce humaine que les hommes. Jusqu'au début du vingtième siècle, elles n'avaient pas de droits civiques au même titre que les hommes, ce qui a provoqué les revendications des féministes occidentales centrées sur l'égalitarisme. Celles-ci s'opposent à l'idée sexiste selon laquelle cette inégalité serait biologique, universelle et interchangeable. Ainsi, une manière pour les femmes d'avoir la liberté dans le régime traditionnel a été de former un mouvement social, notamment aux États-Unis et en Europe (la première phase du mouvement féministe de 1850-1960). Aux États-Unis, les femmes avaient la possibilité de voter depuis 1691 jusqu'à ce que celle-ci leur soit retirée en 1780<sup>42</sup>. La multiplication des réclamations pour l'égalité des droits a suscité les différents types de grèves dont celle des ouvrières du textile le 8 mars en 1857 (cette date est commémorée jusqu'à nos jours) en vue de l'obtention de l'égalité des salaires et de la réduction de la journée de travail à 10 heures. Ces mouvements sociaux qui ont proliféré sous la forme de multiples associations revendicatrices ont abouti à l'acquisition du droit de vote en 1920. En Angleterre en 1868, les femmes se sont regroupées pour la première fois au niveau national pour un objectif précis: le suffrage féminin. Cette lutte s'est soldée par une victoire en 1918 mais se limitant aux électrices ayant plus de 30 ans. En France, les mouvements des femmes ont connu une grande ampleur dans les années 1930, leurs revendications étant plutôt centrées sur l'accès à la politique. Le droit de vote a été attendu jusqu'en 1945.

Rubin pense que la société qui construit le genre est déjà influencée par la pensée sexiste: *«it correctly perceives girls' and boys' reaction to their own anatomy, but points out that they are discovering this anatomy in a social context which is already sexist»*<sup>43</sup>. Selon Jaggar, toutes les féministes socialistes considèrent que le sexisme est lié à l'oppression économique des femmes au sein de la famille. Ce courant de pensée, selon lequel la différence de genre est un fait social, voire culturel, s'est développé notamment aux États-Unis dans les années 1980. Carroll Smith-Rothenberg se demandait d'où vient *«les forces qui ont rendu possible leur survie dans la culture restrictive»*<sup>44</sup>. Elle arrive à se convaincre que la différenciation des sphères masculine et féminine ne se traduit pas nécessairement par la subordination. Pourtant l'existence de relations intenses entre les femmes pourrait être une force politique. Par rapport à cette approche culturelle, Louise Tassé soutient que *«le rôle social des femmes à l'intérieur du système social des sexes en vigueur, le dit pouvoir des femmes ne serait qu'une idéologie»*<sup>45</sup>, c'est une représentation de leurs conditions réelles d'existence qui risque de masquer l'oppression des femmes. Dans des années 1960, après avoir obtenu certains droits civils, les femmes ont repris la lutte contre l'idéologie de sexiste parallèlement à la montée d'autres luttes sociales (paix, racisme, mouvement international, etc.).

La femme est égale à l'homme en tant que personne ou citoyenne, mais en même temps elle a des spécificités relatives à son sexe et son genre. Il ne peut en être autrement, car l'identité d'une femme réunit plusieurs composantes. L'idéologie androcentrique existante est une réalité, néanmoins la société individualiste laisse échapper aussi la spécificité des femmes ne considérant celles-ci que sous l'angle du fonctionnement social. Dans cette société, la libération des femmes les conduit à prendre le risque de perdre une certaine protection que la société leur accordait. Dans ce sens, le mouvement des femmes se résume à la reconstruction d'une société qui soit adaptée aux attentes et spécifications des femmes et des hommes. Huguette Dagenais définit le féminisme ainsi: *«un mouvement social à plusieurs voix/voies dont l'objectif est la transformation en profondeur des rapports sociaux, qui sont oppressifs pour les femmes, en vue d'une société juste et égalitaire»*<sup>46</sup>.

La recherche féministe se traduit par une étude sur la situation des femmes qui s'est développée avec le mouvement social des femmes depuis les années 1970. Selon Huguette Dagenais, elle s'est constituée en trois étapes: la prise de conscience du problème, les recherches et les actions, l'innovation et la création de nouveaux outils méthodologiques par des connaissances nouvelles et différentes. La recherche maintient le lien étroit avec le mouvement des femmes ayant le caractère d'*«une analyse politique et engagée de la société»*<sup>47</sup>. Elle part *«des vrais problèmes et des personnes, en particulier des femmes, dans le contexte social, culturel et historique propre»*<sup>48</sup> et vise à dépasser le discours éphémère pour devenir une politique réaliste. Selon elle, pour clarifier la situation des femmes et le fonctionnement de leur société, ces travaux ont mis l'accent sur les points de vue subjectifs (vécu, expérience, valeur

personnelle), contrairement à la science classique se voulant strictement «objective». En plus, au lieu de généraliser des données, la recherche a tenté de préciser la situation spécifique des intéressées (facteurs culturel, économique, géopolitique, autres rapports sociaux que de genre, etc.).

Dans le contexte de l'Afrique, le mouvement des femmes était lié aux mouvements de libération de leur pays pendant l'époque coloniale. Pour cette lutte, l'enjeu était d'acquérir l'indépendance pour les femmes et les hommes, et ceux-ci combattaient ensemble sans distinction de statut entre les deux sexes. Awa Thiam décrit la situation de ce combat ainsi: *«Sur le terrain de combat, la femme court les mêmes risques que l'homme. Maquisard ou non, elle constitue pour les colons une cible tout aussi appréciable que l'homme. (...) L'homme reconnaît a fortiori le statut d'égale à la femme»*<sup>49</sup>.

Toutefois, après la victoire, la situation a repris comme si rien ne s'était passé. Elles se sont vues imposées des conditions restrictives *«en tant que sexe, tant au niveau du couple qu'au niveau de l'organisation du travail»*<sup>50</sup>. Selon Awa Thiam, les femmes africaines subissaient l'oppression sous le système patriarcal sans en parler, souvent au nom des coutumes.

En Afrique, c'est à partir des années 1970 que l'inégalité des rapports sociaux de genre est considérée, pour la première fois en public, comme un problème lié au développement à l'instar des mouvements féministes dans les pays occidentaux. Ester Boserup a démontré dans ses recherches sur les ressources humaines féminines du tiers-monde dans l'économie qu'elles ne peuvent pas se servir pleinement de leurs capacités dans le système de la production moderne. Elle a mis en question la politique économique de ces pays, surtout la politique agricole dans le monde rural. Selon elle, *«un tel développement a pour effet inévitable de rehausser le prestige des hommes et d'abaisser le statut des femmes»*<sup>51</sup>.

Dans sa recherche, Ester Boserup expose: dans le temps précolonial, les femmes avaient une grande responsabilité dans l'exécution des travaux agricoles en partageant les tâches et les richesses avec les hommes. Cela avait un effet sur leur pouvoir dans les affaires familiales de même que sur leur valeur reconnue dans la société. La politique économique postcoloniale a donné la facilité exclusivement aux hommes face à la culture moderne (la formation des nouvelles techniques agricoles, les nouveaux équipements, la propriété du terrain) en laissant les femmes travailler dans des conditions limitées. Par conséquent, les hommes ont reçu plus de responsabilités dans tous les domaines de la vie en marginalisant les femmes matériellement et psychologiquement. Dans ces circonstances, les communautés internationales (les Nations Unies en tête) ont pris l'initiative d'établir des stratégies pour l'intégration des femmes dans le processus du développement. Par ailleurs, quelle est la position des femmes africaines vis-à-vis cette inégalité de traitement? La lutte contre l'inégalité des relations du genre a-t-elle le même caractère que celle en contexte occidental?

Dans la prochaine section, nous allons faire état des stratégies de développement

en faveur des femmes qui ont été mises de l'avant depuis les années 1970 et des recherches féministes africaines influencées par ces stratégies.

### **L'approche IFD (l'intégration des femmes dans le développement)<sup>52</sup>**

À la suite de la recherche d'Ester Boserup, les Nations Unies (ONU) et l'Agency for International Development (USAID) ont mis en évidence qu'une des causes de l'échec des premières décennies du développement (1960-1970) dans le tiers-monde était la non-participation des femmes à ce processus. Elles ont suggéré que l'éducation des femmes était la solution ultime afin d'améliorer les conditions de santé et de nutrition, lesquelles devraient amener ultérieurement l'augmentation de la productivité. «*Without education and training, women might actively resist change*» (Boserup et Liljencranz, 1975)<sup>53</sup>. Les femmes n'ayant pas la même chance que les hommes de bénéficier de l'éducation, de la formation, ainsi que des équipements nécessaires, ce discours sur le développement a coïncidé avec celui du mouvement féministe libéral qui revendiquait l'abolition des inégalités de droit entre les hommes et les femmes.

En 1973, les États-Unis ont adopté la stratégie l'IFD (l'intégration des femmes dans le développement) élaborée par le comité des femmes de la section de Washington de la Société pour le développement international portant le titre de *l'Aide aux tiers-monde auprès des femmes*. Cette approche mettait l'accent «*sur l'égalité et sur le développement de stratégies visant à éliminer la discrimination et à réduire la position défavorable des femmes*»<sup>54</sup>. Les secteurs ciblés ont été: l'éducation, la formation en santé, en nutrition et en planning familial, les activités génératrices de revenu, le transfert des technologies appropriées, etc.

En visant l'égalité de la participation des femmes au développement, l'IFD n'a pas considéré la relation de genre, du point de vue historique et social: la question à savoir pourquoi les femmes sont-elles confrontées à certains obstacles dans la participation au développement plus que les hommes? Poursuivant strictement des objectifs de développement économique, l'IFD a masqué la domination des pays du Nord dans le système mondial qui exploite les pays du Sud et les femmes paradoxalement.

Tous ces problèmes résultent de l'ignorance de la réalité de la société concernée; ces programmes ont créé des activités génératrices de revenu au prix d'une surcharge de travail pour les femmes et n'ont pas apporté de fruit à long terme; une fois que les femmes ont réussi à avoir des revenus plus importants, les hommes ne les ont pas laissées évoluer tant qu'ils n'ont pas eu leurs parts; ces programmes n'ont pas tenu compte des relations d'âge, de classe, ou d'ethnie qui influencent le statut des femmes.

L'IFD a fourni l'éducation et la formation aux femmes dans leurs domaines spécifiques (dans le foyer et proche du foyer), mais pas dans le domaine de la culture moderne au même titre que les hommes. En fait, la politique économique n'a pas pris en considération l'existence des femmes comme productrices importantes. Les politiques juridique et administrative n'ont débouché sur aucune révision concrète pour

changer le statut des femmes. Malgré que la deuxième décennie du développement ait essayé d'intégrer les femmes dans ce processus, l'IFD n'a constitué qu'une stratégie destinée exclusivement aux femmes et non aux deux éléments de la société. Patricia Stamp décrit les lacunes de cette approche: *«On ne s'interroge pas sur les inégalités de richesse et de pouvoir et on ne critique pas non plus les structures d'oppression d'où viennent les idéologies sexistes et les lois et les pratiques inégalitaires»*<sup>55</sup>.

L'approche GED (genre et développement) élaborée un peu plus tard a tenté de corriger les lacunes ci-dessus.

### **L'approche GED (genre et développement)**

L'approche GED (genre et développement) est apparue dans les années 1980 suivant le courant du féministe social qui synthétise les courants féministes précédents. Selon cette pensée, la vie des femmes est façonnée par leur sexe et leur rôle assigné par la société dès la naissance. La subordination des femmes résiderait dans les activités humaines et dans la façon dont les membres d'une société s'organisent pour produire et distribuer les choses indispensables. La division sexuelle du travail est définie en deux sphères: la sphère privée pour les femmes (familiale) et celle publique pour les hommes (économique et politique). Cette division: *«affecte aux hommes et aux femmes des aptitudes et des tâches propres, ce qui se traduit par une série de pratiques qui permettent aux hommes et aux femmes d'être constamment conscients, non seulement d'être une femme ou d'être un homme, mais aussi des relations qu'ils doivent établir entre eux»* (dans Young, 1988)<sup>56</sup>.

L'approche de GED s'attache à ces relations en vue d'examiner la position défavorable des femmes par rapport au rôle attribué, à la responsabilité et aux attentes dans tous les aspects de la vie: économique, sociale et politique, etc. Elle tient compte également des hommes pour une construction de la justice sociale. Au sein de GED, les rapports de sexe se superposent à l'ensemble des relations tels que la race, la classe et l'ordre économique.

Quant à la stratégie pratique de cette approche, l'État est considéré comme partie prenante pour la promotion des femmes et le contrôle de la distribution égalitaire des richesses, notamment dans le secteur des services sociaux. Les femmes sont considérées *«comme agents de changement plutôt que comme bénéficiaires passives de l'aide au développement»*<sup>57</sup>. Le GED les invite à s'organiser afin d'augmenter leur influence politique. La contribution la plus importante de cette approche se situe dans les politiques nationales et internationales sur les femmes et le développement. Le rapport biennal de UNIFEM 2000 intitulé *Le progrès des femmes à travers le monde 2000* a évalué les efforts déployés dans le monde depuis l'élaboration du plan d'action à la conférence internationale sur les femmes à Beijing (1995). Selon ce rapport, *«118 gouvernements avaient déjà adopté des programmes d'action nationale ou des directives d'orientation favorisant l'égalité des sexes»*<sup>58</sup>.

Malgré une certaine amélioration des conditions de vie des femmes dans le

monde, la pratique de l'approche GED a rencontré une certaine résistance dans plusieurs pays, y compris au Mali. Selon Fatou Sow, le mot «féminisme», en l'occurrence «genre et développement» est très mal compris et cela entraîne une confusion au niveau des hommes et des femmes; l'émancipation et la libération des femmes sont perçues comme une menace pour les hommes. C'est pour cette raison que l'approche a connu des difficultés dans sa mise en oeuvre.

### Féminisme africain

L'approche GED a connu des difficultés quant à sa diffusion en Afrique. Comme preuve, les études féministes en sciences sociales au niveau académique ne sont pas développées contrairement à celles dans les pays occidentaux. En fait, le féminisme n'est pas un mouvement social qui est parti des enjeux définis par les femmes concernées, mais plutôt une émanation de celui de l'Occident. La poussée du féminisme ou «genre et développement» est considérée comme une menace pour les hommes, soit disant une menace par l'«impérialisme rampant»<sup>59</sup> des pensées occidentales. Quant aux femmes, «elles sont gênées par l'approche»<sup>60</sup>, car le refus de leur oppression apparaît comme une négation de leur culture. Par exemple, la soumission au mari existait depuis l'époque précoloniale. Selon Madina Ly, «la soumission au mari existait, elle était un aspect important du rôle de la femme mais non le seul, et c'était une soumission acceptée pour un intérêt élevé»<sup>61</sup>. La femme aidait beaucoup son mari parce qu'elle le voulait, ce n'était pas par obligation mais par amour. Son amour jouait beaucoup pour l'avenir de ses enfants parmi les enfants de son mari (qui a plusieurs femmes) et aussi le nom de sa famille d'origine, et bien sûr pour son honneur et sa dignité. Les filles apprennent dès leur bas âge à obéir à tous les adultes de leur communauté et à jouer le rôle de gardienne de la famille. Leur subordination est tellement ancrée à des facteurs culturels et religieux qu'elles-mêmes ne considèrent pas que c'est une oppression.

Les femmes acceptent souvent l'idéologie existante, car non seulement elles ne veulent pas être exclues de la société, mais cette situation conservatrice reste souvent profitable pour elles. Awa Thiam explique: «loin de n'avoir pas pris conscience de la nécessité de réagir et agir face aux oppressions qu'elles vivent, elles s'y complaisent ou du moins en donnent l'impression, et probablement parce que cela les arrange»<sup>62</sup>. L'oppression essentielle des femmes (contre leur autonomie de corps et d'esprit) se dissimule entre la culture et la réalité oppressive, et cela se reflète sur la réaction hésitante des femmes et des hommes contre l'action féministe.

Le féminisme occidental a éveillé les femmes à leur état d'oppression et les a poussées à lutter pour certains droits et devoirs égaux aux hommes. C'était une nécessité de s'ajuster devant toutes les circonstances de la réalité existante dans son histoire. Il faut reconnaître que le parcours historique est différent entre les pays occidentaux et ceux africains comme Fatou Sow le dit, «Les hommes et les femmes (comme catégorie de genre) sont des produits de leur culture, de leur valeur et de leur

histoire»<sup>63</sup>. Leur condition économique et sociale est aussi fortement différente: la majorité des femmes ne sont pas salariées, et elles vivent dans des milieux ruraux où les lois coutumières prédominent et où la famille (élargie) vient en priorité devant l'individu, etc. L'oppression résulte non seulement du genre, mais également de la classe, de l'ethnie et de la relation entre les pays du Nord et du Sud. La lutte féministe dans le contexte africain prend de multiples formes selon les associations activistes, les institutions universitaires et politiques. Les intérêts qu'elle engendre sont centrés sur la reconstruction des modèles culturels de la tradition africaine (Fatou Sow<sup>64</sup>), mais éventuellement celle d'un monde juste et égalitaire en mesure d'assurer leur développement personnel et celui de leur société. Sen et Grown expriment leurs attentes en tant qu'activistes du tiers-monde: *«Each person will have the opportunity to develop her and his full potential and creativity, and women's values of nurturance and solidarity will characterize human relationships»*<sup>65</sup>. Pour les féministes du tiers-monde, le mouvement serait international, car l'oppression des femmes se manifesterait partout et la solidarité construirait une force politique.

La recherche féministe en Afrique, dont la mission ultime est de découvrir des connaissances sur les femmes dans le respect de la différence culturelle, ne pourrait-elle pas contribuer à la sensibilisation des planificateurs des projets du développement envers une réalité sociale occultée? Ne pourrait-elle pas participer à redéfinir la notion de «genre et développement» pour qu'elle soit portée par la population en tant que stratégie pratique proprement africaine?

## Femmes et éducation

N'Dri Thérèse affirme que le système éducatif mis en place par les Européens créait une catégorisation sociale: les scolarisés d'un côté, les non-scolarisés de l'autre, en l'occurrence les femmes. L'inégalité de chance face à l'éducation institutionnelle était le prétexte des hommes pour dominer les femmes dans la vie moderne. Les femmes qui n'ont que les connaissances traditionnelles étaient marginalisées devant les techniques et les idées modernes. C'est ce sous-traitement des hommes envers les femmes qui a affaibli l'estime de soi des femmes. Elles perdent leur identité, leur valeur et leur culture tant qu'elles s'estiment elles-mêmes inférieures par rapport aux hommes, ce qui n'est pas inhérent ni à leur sexe ni à leur genre. René Dumont regarde la vie moderne et dit, celui *«qui n'a pas reçu d'éducation (moderne) ne peut vivre correctement, fièrement, dans le monde moderne: celui de l'écrit qui ne peut se contenter de la palabre (le monde oral)»*<sup>66</sup>.

L'éducation pourrait donner aux femmes de nouvelles connaissances (l'écrit, la technique, la technologie, la gestion, l'organisation, etc.) nécessaires pour améliorer leur vie et concevoir leur propre valeur. On peut penser aussi à la possibilité d'avoir accès aux activités économiques, car comme l'histoire le démontre (Madina Ly), le pouvoir économique joue un rôle important dans la vie à tous les niveaux. L'éducation pourrait permettre éventuellement aux femmes d'avoir des outils pour une réflexion



constructive et une parole efficace pour soutenir leur participation à la décision collective. Fatou Sow insiste qu'il faut, *«par l'éducation, faire prendre la conscience aux femmes de leur valeur et de leur pouvoir»*<sup>67</sup>.

L'éducation est considérée comme une solution pour une société plus égalitaire, et pour le développement tant local que régional et national dans plusieurs domaines: économique, social, environnemental, sanitaire, juridique, culturel et politique. La mesure prise contre tous les problèmes du développement auprès des femmes se réduit à l'éducation, tout court; mais quelle éducation? Dans notre recherche, nous allons clarifier plusieurs types d'éducation qu'une femme reçoit dans sa vie, notamment l'éducation non formelle (ENF) et tenter d'apprécier leurs impacts sur son développement personnel et celui de sa communauté.

### 1.3.2 Éducation non formelle

#### Éducation

L'éducation est tout d'abord un moyen de socialisation pour la survie des membres d'une société en harmonie avec leur milieu environnemental. Pour N'Dri Thérèse, *«l'éducation est un processus d'échange et d'acquisition de connaissances techniques et pratiques et de valeurs morales considérées comme propre à une société donnée»*<sup>68</sup>. Dans la société précoloniale en Afrique, c'est la famille et la société qui donnaient tous les enseignements collectifs utiles et indispensables aux enfants – et aux adultes – continuellement pour que la communauté se stabilise et prospère en renouvelant ses ressources humaines.

Dès l'accession à l'indépendance, les États africains ont mis l'accent sur l'importance du système scolaire comme moyen de formation civique et idéologique pouvant soutenir la construction des nouvelles nations modernes. Par la Loi de décembre 1999, le gouvernement malien a décrété l'éducation nationale comme une priorité. L'objectif est de

*former un citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, un acteur du développement profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle, maîtrisant les savoirs-faire populaires et apte à intégrer les connaissances et compétences liées aux progrès scientifiques, techniques et à la technologie moderne*<sup>69</sup>.

En réalité, le système scolaire n'a pas pu former suffisamment les ressources humaines en tant qu'actrices soucieuses du développement de leur propre civilisation, faute de quoi, il a favorisé les comportements élitistes en s'écartant de plus en plus des valeurs traditionnelles. Plusieurs enfants scolarisés quittent le village pour leurs études et ne veulent plus travailler dans les champs, mais au bout de leurs études, ils ne peuvent pas avoir un emploi rémunéré en ville ni retourner au village. Un vieux du village de notre enquête nous a dit que *«les enfants scolarisés n'ont plus le temps de se promener dans la forêt avec leurs aînés pour connaître des arbres utiles reconnus par les anciennes générations»*.

L'éducation scolaire fait face à la difficulté de concilier la formation des jeunes et la transmission de la culture traditionnelle avec l'intégration au monde universel pour le développement soutenable. Ce résultat n'a pas été l'attente de l'État, ce qui a fini par entraîner un certain gaspillage des ressources financières (pour l'État) et la perte des ressources humaines (pour la famille surtout dans le milieu rural). Ce système d'éducation n'arrive pas à faire reconnaître l'idée que l'éducation *«peut améliorer la qualité et la variété du savoir que les étudiants apportent à leur communauté rurale»*<sup>70</sup>.

L'envoi de leurs enfants à l'école est considéré comme un investissement pour la famille dans le but précis d'obtenir les revenus monétaires de plus en plus nécessaires dans la vie moderne. La priorité est donnée aux garçons pour la scolarisation, par rapport aux filles, c'est un choix de la société, car les filles ne restent pas dans la famille paternelle, une fois mariées, elles quittent définitivement. Malgré le changement de la mentalité des parents pour envoyer leurs filles à l'école, de nos jours, l'achèvement de leurs études jusqu'à la fin du premier cycle est encore loin d'être réalisé à cause de multiples raisons socioculturelles. Par exemple, au Mali, 23% des enfants scolarisables arrivent à terminer six ans d'études en 2000<sup>71</sup> sans compter un taux beaucoup plus bas pour les filles.

Ainsi, au plan de ses résultats surtout, la définition de l'éducation même est revue, éventuellement certaines innovations en la matière ont commencé à voir le jour partout dans le monde.

L'importance de l'éducation comme besoin personnel et collectif et comme devoir pour la construction d'une société démocratique a été retenue pour l'élaboration d'une stratégie *Éducation pour tous* au niveau international en 1990, à la conférence mondiale sur l'éducation pour tous, à Jomtien en Thaïlande. Selon ces principes, les individus: *«ont des aspirations fondamentales et des besoins humains à satisfaire: manger, se soigner, se former et s'éduquer afin de s'épanouir individuellement et de vivre en harmonie au sein de leur famille, de leur communauté et en tant que citoyens»*<sup>72</sup>.

L'éducation est considérée comme un droit qui concerne tous les citoyens – hommes, femmes et enfants – et elle se réalise par tous les canaux disponibles, peu importe où, combien de temps et par quelle méthode. Par ailleurs, au Mali, l'éducation non formelle a désormais un statut officiel, même si cet engagement ne se reflète pas nécessairement à travers les choix budgétaires du gouvernement.

### **Éducation non formelle**

L'éducation ne se limite pas à un rôle de transmission du passé comme l'éducation scolaire classique, puisque le monde actuel accélère sa transformation plus que jamais et que l'éducation doit s'ajuster aux changements économiques, sociaux et culturels. Selon Jacques Delors, désormais tous les types d'éducation, familiale (sociale), scolaire et extrascolaire (nous allons clarifier ce terme plus loin), sont

considérés comme moyen d'«*éducation tout au long de la vie*»<sup>73</sup>. David R. Evans s'inspirant d'une définition proposée par un groupe de travail de l'Université de l'État du Michigan explique la différence entre quatre catégories d'éducation<sup>74</sup>:

- l'éducation indirecte: Instruction donnée sans tentative délibérée de la part de la source d'instruction de la donner ou sans tentative délibérée de l'acquérir de la part de l'élève;
- l'éducation informelle: L'instruction est le résultat d'une situation où soit l'élève soit la source d'instruction s'efforce délibérément de favoriser l'instruction, mais pas les deux à la fois;
- l'éducation non formelle (extrascolaire): Toute instruction extrascolaire que la source d'instruction et l'élève favorisent de façon délibérée;
- l'éducation formelle (scolaire): Elle diffère de l'éducation non formelle en ce qu'elle est donnée dans des établissements dits «écoles», caractérisés par un système de classes en fonction de l'âge des élèves auxquels un corps d'enseignants qualifiés enseignent un programme de cours déterminés au moyen de méthodes pédagogiques types.

L'éducation formelle est une éducation institutionnalisée qui vise à former les élèves en fonction de normes reconnues tant au niveau national qu'international: le résultat est attesté par un diplôme. L'éducation non formelle, par rapport à la précédente, n'est pas institutionnalisée, toutefois ses programmes complètent, spécialisent et remplacent ceux de l'enseignement scolaire. C'est dans cette optique qu'on différencie souvent les deux éducations, scolaire et extrascolaire, selon David R. Evans (il considère l'éducation non formelle et extrascolaire comme synonyme). Les formations professionnelles (travail d'artisan) ou religieuses (coran, initiation) locales, dans certaines sociétés, constituent l'origine de l'éducation non formelle et certaines existent toujours. Les éducations informelle et indirecte sont données dans un environnement quotidien, de façon souple. La première transfère les instructions aux auditeurs qui manifestent un intérêt pour les sujets traités, quant à la deuxième, elle englobe tous les apprentissages interculturels qui sont donnés par les parents ou les membres de la société.

Dans le contexte malien, l'éducation non formelle occupe un sous-secteur de la politique nationale sur l'éducation et a pour mission de fournir une éducation de base à tous les citoyens sans exception afin de lutter contre l'analphabétisme et ainsi réduire la pauvreté. Selon la Loi (décrétée en décembre 1999), elle est définie comme «*l'éducation qui se fait dans le centre d'alphabétisation des adultes, les centres d'apprentissage féminins et les centres d'éducation pour le développement*» (CED<sup>75</sup>). Il n'y a que la précision sur le lieu d'apprentissage dans la mesure où l'éducation non formelle fait référence au rattrapage de l'éducation formelle pour ceux qui n'ont pas suivi cette dernière. Or, au delà du rattrapage, l'éducation non formelle constitue aussi une innovation dans le sens qu'elle est née «*en fonction de ce qu'elle (éducation formelle) n'était pas*»<sup>76</sup>.

Selon Guy Belloncle (cité dans un séminaire à Dakar en 1976)<sup>77</sup>, l'éducation non formelle s'appuie sur l'*éducation de base* qui dispense un minimum éducatif, portant sur les six points suivants:

- apprentissage de la langue (écrite) pour la communication
- apprentissage des notions arithmétiques
- acquisition des connaissances et aptitudes utiles à la vie familiale
- compréhension scientifique des phénomènes naturels liés au milieu géographique
- acquisition des connaissances et aptitudes liées aux activités professionnelles
- initiation à la vie civique permettant la participation à la vie communautaire.

Elle fait référence à une éducation permanente offrant généralement ces six apprentissages de base pour permettre aux individus de s'appropriier les connaissances modernes afin de continuer leurs parcours personnels. L'enseignement ne se fait pas de façon verticale «éducateur-apprenant», mais plutôt réciproque «apprenant-apprenant» dans la mesure où l'enseignant joue un rôle d'accompagnateur qui encourage les apprenants à être actifs face à l'apprentissage. Un autre trait assigné à l'éducation non formelle est qu'elle vise toutes les couches de la population; il n'y a pas de contrainte d'âge, de sexe, et de scolarité préalable; les programmes sont flexibles selon les besoins des différentes catégories de participants. La diversité des apprenants aura comme avantage de permettre d'échanger les idées entre eux.

Les jeunes scolarisés apprennent, de leur côté, à l'école des sciences universelles qui ne sont pas toujours appropriées aux problèmes de la vie quotidienne. L'éducation non formelle, pour sa part, constitue d'abord un apprentissage intégré aux problèmes immédiats de la société. C'est pour cette raison que les adultes y sont privilégiés. Car, leurs intérêts sont de trouver des solutions par rapport aux problèmes rencontrés, plutôt que d'apprendre de nouvelles matières séparées souvent de la vie. *«Il s'agira de faire émerger les innovations utiles et constructives pour que l'adulte sente le besoin réel de cultiver le désir intime d'apprendre et de développer en lui de nouvelles compétences»*<sup>78</sup>.

Pour les femmes du milieu rural au Mali, l'éducation non formelle constitue un accès au secteur moderne dont elles peuvent profiter pour se sortir des situations difficiles. Nous allons dégager maintenant le rôle que joue l'alphabétisation qui occupe une partie importante de cette éducation et qui est souvent utilisée comme synonyme de cette dernière.

### **Alphabétisation**

L'alphabétisation est un moyen de communication en langue écrite (alphabet), disons écrire, lire et calculer; elle signifie *«l'adaptation aux changements sociaux qu'entraînent l'urbanisation et l'industrialisation, répondant à ces besoins impérieux»*<sup>79</sup>. Elle était considérée comme nécessaire par les pays qui ont nouvellement choisi les voies de la modernisation pour que les travailleurs utilisent correctement les techniques et les instruments d'un tel développement.

En 1965, à la conférence mondiale des ministres de l'éducation tenue à Téhéran, l'objectif de l'alphabétisation a été renouvelé en cherchant la fonctionnalité globale de ce moyen, devant favoriser le développement économique (meilleure productivité), mais également développement social, politique et culturel de la société toute entière. Selon l'UNESCO, l'alphabétisation fonctionnelle constituerait un *«débouché non seulement sur des connaissances élémentaires, mais sur la préparation au travail, l'augmentation de la productivité, une participation plus grande à la vie civique, une meilleure compréhension du monde environnant et ultérieurement s'ouvrir sur le fond culturel humain»*<sup>80</sup>.

L'alphabétisation n'est plus une fin en soi, mais une action qui libère les individus des obstacles aux changements et innovations souhaités. C'est-à-dire qu'elle entraîne l'aptitude de chacun à trouver des solutions appropriées dans leur milieu culturel bien déterminé. Au Mali, de 1965 à 1972, le gouvernement a mis en œuvre le Programme expérimental mondial d'alphabétisation (PEMA) comme un projet-pilote en collaboration avec le PNUD et l'UNESCO. Par la suite, les Opérations de développement rural (ODR) ont introduit l'alphabétisation fonctionnelle dans leurs programmes d'intervention *«en espérant pouvoir ainsi mieux vulgariser les thèmes d'innovation technique»*<sup>81</sup>. Dès lors, les langues nationales sont transcrites et diffusées pour une meilleure compréhension des apprenants par la langue quotidiennement pratiquée et suffisamment maîtrisée.

Selon l'UNESCO, l'analphabète est défini comme une *«personne incapable de lire et écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec sa vie quotidienne»*<sup>82</sup>. Malgré que son mode d'évaluation même ne soit pas fiable sans épreuve universellement établie, le taux d'alphabétisation, en général, compte les personnes âgées de 15 ans et plus pour ne pas confondre avec les enfants scolarisables. Au Mali, à peu près 90% des adultes étaient analphabètes en 1960, et en 1998, le taux d'alphabétisation a atteint 19% pour les femmes et 44% pour les hommes<sup>83</sup>. Pour les femmes, le taux d'alphabétisation reste deux fois plus faible que celui des hommes; l'égalité à l'éducation est encore loin d'être atteinte.

Au Mali, la culture écrite fut pendant longtemps associée au savoir et au sacré; elle a été reconnue comme *«un lieu de conservation de la mémoire et une forme d'intelligence»*<sup>84</sup>. Quant à la culture orale, elle constitue un moyen de communication populaire et a assuré une fonction d'éducation et de socialisation jusqu'à nos jours. Notre intérêt est de savoir si l'alphabétisation – la nouvelle culture écrite – a une place dans la vie quotidienne, compte tenu de la stratégie établie au niveau mondial.

Les personnes qui vivent dans une culture orale ne savent ni lire ni écrire, néanmoins elles sont détentrices de certaines connaissances et compétences. Florence Piron explique le cas des femmes analphabètes en Afrique:

*En tant qu'actrices sociales engagées dans des pratiques, les femmes sahéliennes ont toujours une compétence de base qui leur permet d'agir et d'intégrer efficacement et adéquatement dans leur monde quotidien; à cette compétence*

*s'ajoutent de multiples savoirs spécialisés qui sont adaptés à leur contexte de vie et qui sont liés à leur pratique et à leur position dans la société*<sup>85</sup>.

Ainsi, les femmes analphabètes peuvent agir en misant sur leurs compétences acquises au sein de leur milieu social.

Allan B. I. Bernard a effectué un test comparatif entre l'analphabète, l'alphabète non scolarisé et l'alphabète scolarisé en regard de leur pensée cognitive. En analysant les perceptions de ces trois types de villageois sur un phénomène quotidien, il a conclu qu'il n'y avait pas de grandes différences entre les trois. Selon lui, *«les facteurs liés à l'analphabétisme n'influencent pas de manière significative l'accomplissement de la tâche»*<sup>86</sup>. Il affirme que l'efficacité de l'alphabétisation offre une limite dans les activités où la compétence en l'écriture ou en calcul est exigée. Parce que, dans les activités quotidiennes – économiques, sociales et culturelles – prédominent les traditions orales *«qui ont trait à des croyances, des pratiques, des normes, des attitudes, des valeurs, des perspectives du monde»*<sup>87</sup>. Par contre, si les activités écrites s'intégraient dans les pratiques quotidiennes, cela pourrait modifier les attitudes à traiter l'information et entraînerait de nouvelles capacités cognitives non seulement aux alphabètes mais aussi aux analphabètes qui participent à ces activités. Dans ce sens, l'alphabétisation peut se traduire par un apprentissage collectif, donc il faut qu'elle soit liée étroitement à la vie quotidienne des apprenants. Le développement communautaire n'est pas le résultat du nombre d'alphabètes, mais plutôt du degré d'intégration de l'alphabétisme. C'est le développement communautaire qui aurait promu l'alphabétisation, et par conséquent, il pourrait changer les individus dans leurs modes de pensée.

Grâce à une longue intervention en matière d'alphabétisation dans le milieu rural au Mali, celle-ci constituant un moyen véhiculaire de l'éducation non formelle et des activités de développement, la culture écrite n'est pas une chose nouvelle. L'alphabétisation pourrait contribuer à la promotion d'un développement durable: pour les femmes, le fait d'avoir certaines compétences modernes leur permettrait de gérer elles-mêmes leurs activités communautaires (moulin, puit, coopérative, crédit, etc.) en recourant à certaines techniques écrites, comme nous allons tenter de le prouver dans notre recherche. Elle serait *«en soi un changement – le passage d'une culture orale à une culture écrite»*<sup>88</sup>. Le changement qui affecte le mode de vie des populations nécessiterait une ouverture vers le monde extérieur afin de satisfaire les besoins de la communauté. Or, selon Pr. Doulaye Konaté (au Mali): *«La volonté manifeste des populations de s'approprier l'écrit à travers la maîtrise de l'alphabet de leurs langues ne remet nullement en cause la vitalité de l'oralité qui s'exprime à travers l'expansion des radios rurales et de l'audio visuel»*<sup>89</sup>.

En effet, les nombreux auditeurs des émissions de la radio locale sont les alphabètes et ils réagissent à ces émissions en adressant des lettres en langue nationale. Ils pensent que l'écriture en leur propre langue les met beaucoup plus à l'aise pour exprimer leurs pensées et sentiments.

Bien qu'il y ait quelques beaux exemples d'expansion de l'alphabétisation au Mali, on y trouve certaines difficultés. D'abord, le nombre de nouveaux alphabètes (néo-alphabètes) augmente peu par rapport au nombre de cours fournis. Il est certain que tous les apprenants ne sont pas assidus pour continuer à améliorer leur niveau; on peut imaginer que beaucoup d'entre eux retombent dans l'analphabétisme. En outre, l'alphabétisation n'a pas de statut social contrairement à l'éducation formelle, car elle ne conduit pas à un diplôme reconnu pour un emploi donné. En plus, la langue nationale n'est pas utilisée comme outil officiel de travail dans l'administration (la langue officielle est le français). Par conséquent, les apprenants l'acceptent comme un second choix (pour ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école) et avec une certaine réticence.

Néanmoins, un grand nombre de femmes alphabètes de notre recherche affirment qu'elles veulent encore apprendre plus. Une femme exprime que *«quand le travail d'intellectuel se présente, celles qui ont appris peuvent le faire, alors que celles qui n'ont rien appris doivent rester à côté regarder les gens qui sont en train de travailler»*. Une analphabète se sent souvent coupable, complexée et indifférente. C'est pourquoi une fois sortie de cette situation d'oppression, les femmes ont envie de continuer à apprendre. On rejoint ici l'idée de la conscientisation que Paulo Freire a prônée. Ce n'est pas la situation limitée qui engendre un climat de désespoir, mais la perception de l'homme qui crée la barrière indépassable. Connaître le monde, analyser la situation, chercher la solution, dépasser la limite, communiquer avec le nouveau monde et entreprendre l'action; c'est ça l'objectif de l'alphabétisation. Jean-Pierre Proulx, disciple de Paulo Freire souligne que: *«L'alphabétisation constitue un outil d'expression orale, de prise de parole, de pouvoir sur son milieu et son environnement, un moyen de développer la confiance en soi et l'appropriation du langage écrit»* (Jean-Paul Hauteceur, «Alpha 84») <sup>90</sup>.

L'alphabétisation n'est pas seulement apprendre à écrire, lire et calculer, ou avoir les compétences techniques modernes. Celle-ci est centrée sur le changement psychologique et personnel permettant la participation active à la vie individuelle et collective. Pour les femmes qui furent longuement écartées de l'accès à l'éducation formelle et non formelle, l'alphabétisation ne serait-elle pas un pas de plus pour recouvrir l'estime de soi et être reconnues par les hommes en tant que participante à part entière?

Dans notre recherche, nous allons nous intéresser particulièrement à trois dimensions de l'éducation non formelle: les programmes suivis par les femmes, les raisons de cette participation et son déroulement. En ce qui concerne l'impact de l'éducation non formelle sur les femmes (femmes et développement), nous allons nous pencher sur les quatre aspects suivants : les techniques (les connaissances), l'estime de soi (identité), le pouvoir (de négociation) et la participation au développement.

## 1.4 Les questions de recherche

Pour un développement local, les ressources humaines sont considérées comme un moteur et la participation ainsi que la responsabilisation de celles-ci constituent les préalables. Admettant que les femmes constituent la moitié des acteurs, l'éducation de ces dernières devient une stratégie visant à renforcer leurs compétences et assurer leur confiance en soi. L'éducation non formelle, qui est depuis plus d'une décennie reconnue officiellement en tant qu'alternative de l'éducation formelle, peut-elle soutenir le développement personnel et collectif, tel que défini précédemment? Dans le cadre de la présente recherche, nous avons élaboré une question générale et plusieurs questions spécifiques.

### La question générale

Notre question générale de recherche consiste à vérifier si l'éducation non formelle (ENF) y compris l'alphabétisation, dispensée actuellement aux femmes dans le milieu rural au Mali peut soutenir le développement local? Les femmes qui ont participé à cette formation sentent-elles et voient-elles des changements tant sur le plan personnel que social? Ces changements permettent-ils aux femmes de s'épanouir et de participer activement à la vie communautaire?

Pour répondre à cette question générale, nous avons également formulé les questions plus spécifiques suivantes.

### Les questions spécifiques

- Quels sont les programmes de l'ENF dispensés aux femmes dans le milieu rural au Mali et quel est le sens de leur participation pour elles? Les représentants du village (hommes) et les intervenants (ONG) ont-ils les mêmes idées que les femmes?
- Comment les femmes, les représentants du village (hommes) et les intervenants (ONG) perçoivent-ils l'éducation destinée aux femmes en général (ENF, éducation formelle et éducation familiale), et quelle est leur position sur l'ENF en particulier?
- Est-ce que l'ENF a suscité des changements chez les femmes? Quels sont les acquis de celle-ci au niveau de leurs habiletés, de leurs attitudes et de leurs relations avec les membres de leur famille? Comment ces changements sont-ils perçus par les femmes, les représentants du village (hommes) et les intervenants (ONG)?
- Est-ce qu'il y a eu des changements au niveau de la vie collective à la suite de la formation des femmes? Comment les femmes peuvent-elles contribuer au développement de leur village? Les représentants du village (hommes) et les intervenants (ONG) ont-ils les mêmes points de vue sur ces questions que les femmes?



## **1.5 Méthodologie de la recherche**

### **1.5.1 Type de recherche**

Suivant notre question de recherche, nous avons souhaité aller sur le terrain afin d'écouter les paroles vivantes des participantes à l'éducation non formelle. Surtout, quand il s'agit de l'impact de l'éducation non formelle (ENF), nous souhaitions savoir si cela était utile et applicable pour les femmes dans des cas précis de leur vie quotidienne. En plus, quand il s'agit du changement des apprenantes, nous voulions élucider le «comment» du processus plutôt que le simple phénomène du «quoi». Il nous paraissait intéressant aussi de voir le point de vue des hommes (représentant de village) et des intervenants (ONG), s'ils avaient les mêmes points de vue ou s'il y avait des différences. Car le développement local est le résultat des interactions des deux groupes (hommes et femmes) et ces actions ne sont pas effectuées sans collaboration étroite avec les intervenants. Dans cette perspective, nous avons choisi un type de recherche à la fois qualitative et empirique. Comme base de recherche empirique, nous nous sommes penchés sur les terrains des deux organisations non gouvernementales (ONG) où nous avons rencontré des femmes ayant reçu plusieurs formations dans leur vie et des hommes représentants de village. Et c'est à travers ces ONG que nous avons pu assister à un apprentissage réalisé au niveau du village, ce qui nous a permis de mieux comprendre la situation et mieux analyser les témoignages de nos interlocuteurs.

### **1.5.2 Cueillette des données**

Pour notre recherche, les données sont constituées des trois éléments suivants: la documentation au niveau de l'ONG, l'observation du terrain et l'entretien individuel.

Les rapports d'activités, un livre publié et plusieurs documents rédigés par l'ONG nous ont permis de saisir l'objectif et le contenu des programmes de l'ENF offerts par ces intervenants et de comprendre l'impact général de ces programmes sur la vie individuelle ainsi que collective.

Après avoir connu la généralité de ces ONG, nous avons assisté avec les participants villageois à la formation qui était en cours. Ensuite, nous avons séjourné dans les villages en vue d'observer la situation au sein du milieu où nos interlocuteurs vivaient, même si le temps disponible était assez limité. Les discussions informelles avec les villageois pendant notre passage nous ont permis d'avoir plus d'informations, riches et pertinentes, pour faciliter notre recherche.

En dernier lieu, l'entretien individuel a constitué notre source principale de recherche, pour cela, nous avons opté pour l'entrevue semi-dirigée. Pour les femmes interrogées, le contact direct que nous avons noué était souhaitable afin de capter les idées et les intérêts personnels qui sont différents, selon les activités, les expériences, l'âge, la situation familiale, etc. La relation intime que nous avons tissée pendant l'entretien nous a permis de comprendre la réalité vécue des femmes, les changements

survenus chez celles-ci grâce à l'ENF, ainsi que leur perception de cette expérience. Cette rencontre personnelle nous paraissait essentielle, puisque l'intérêt de notre recherche était concentré sur le processus de changement des femmes. Pour les représentants des villages et les intervenants, leurs points de vue divergents et convergents, selon leurs expériences différentes, nous ont permis de clarifier les événements tout autour de la participation des femmes à l'éducation. Néanmoins, les questions étaient assez dirigées pour mieux saisir la situation concrète, et surtout pour que les femmes puissent facilement parler; certes, nous voulions laisser les femmes parler le plus librement possible, mais pour éviter à certaines femmes de ne pas parler à cause de leur méfiance, nous avons choisi le questionnaire assez contrôlé. Nous avons quand même essayé de les laisser s'exprimer à travers quelques questions ouvertes.

### **1.5.3 L'échantillonnage**

Notre échantillon a porté sur trois niveaux: l'ONG, le village et la personne interviewée.

Pour l'ONG, espérant voir une diversité d'approches, nous avons cherché des organisations qui travaillaient activement dans le domaine de l'éducation non formelle. Deux organisations ont été retenues: une locale (maliennne) et l'autre canadienne. Parmi les nombreuses ONG locales, nous avons mis l'accent sur la rigueur au travail et par «bouche à l'oreille» nous sommes tombée sur une ONG maliennne, l'AMPJ<sup>91</sup>, qui s'intéresse à l'amélioration de la condition des femmes et à l'éducation qui la précède. Pour l'ONG canadienne, nous n'avions pas autant de choix et nous avons été acceptée immédiatement par SUCO<sup>92</sup>, un organisme qui est installé au Mali depuis longtemps ayant une mission précise de développement local.

Nous avons envisagé de choisir un village où intervenait chaque ONG. Le critère était de se situer dans le milieu rural, dans un village ayant reçu des formations, exécuté des activités liées à ces formations et où nous pouvions trouver quelques femmes qui étaient disponibles pour participer à notre entretien, sans oublier la disponibilité pour nous accueillir (présence d'interprète et d'une famille d'accueil). En fait, la sélection finale des villages a été reportée à notre arrivée sur le terrain. Après une réflexion approfondie avec les agents sur place, nous avons augmenté le nombre de village au niveau du SUCO à deux, puisqu'il y a des villages où cette ONG est longuement intervenue et des villages d'intervention récente. Nous avons voulu voir s'il y avait des différences entre ces villages. Finalement, nous avons retenu trois villages où des personnes seraient interrogées.

Notre échantillon au niveau des interlocuteurs se compose de trois groupes de personnes: les femmes, les représentants de village (hommes) et les intervenants (agents d'ONG). Suivant notre objectif de recherche, les femmes sont considérées comme la clé de ces entretiens. Tenant compte de la diversité des réponses et du temps limité, nous avons proposé à quatre à cinq femmes par village de participer chacune à un entretien, soit à 12 à 15 femmes au total. Pour les choisir, nous avons pris en

considération deux variables principales: l'âge (vingtaine, trentaine, et quarantaine) et la scolarisation (néant, premier cycle, seconde cycle). Les hommes sont aussi des participants précieux afin de témoigner des acquis des femmes ainsi que pour révéler leur perception de l'éducation des femmes. Deux hommes, qui peuvent représenter le village en ce qui concerne les activités de développement, furent visés. En plus des interlocuteurs au niveau du village, les intervenants (ONG) qui encadrent les programmes éducationnels furent ciblés, au maximum deux par l'ONG, en vue de connaître l'évolution de ces programmes et les impacts perçus de l'ENF sur le développement individuel et collectif.

#### 1.5.4 Le calendrier de la cueillette des données

Nous avons effectué notre recherche sur le terrain, étape par étape suivant le calendrier ci-après:

**Tableau 1: Le calendrier de la cueillette des données**

Année	Mois	Travail	Donnée
2001	déc.	Contact avec les personnes clés	Documentation
2002	avril mai	Recherche sur les ONG Contact avec les ONG	
	juin	<u>Début du stage</u> - Participation à la formation de l'AMPJ (1s) - Terrain de SUCO Village de Douban (1s)	Documentation Observation
	juillet	Village de Diorila (1s) Participation à la formation de SUCO (2s)	Entretiens/Observation Entretiens/Observation
	août	- Terrain de l'AMPJ Village de Zantiébougou (3s) <u>Fin de stage</u>	Entretiens/Observation Documentation

#### 1.5.5 Le schéma d'entretien

Avant de partir sur le terrain, nous avons préparé trois types de schéma d'entrevue relativement similaire pour chaque groupe ciblé. Les questions sont centrées sur les principaux thèmes suivants: la participation des femmes aux programmes de l'ENF, les perceptions sur l'éducation des femmes, le changement des femmes tant sur le plan technique que comportemental, l'impact du changement des femmes sur le développement du village. Pour les femmes, 72 questions ont été élaborées suivant huit sous-divisions, portant sur l'identification d'elles-mêmes et de la famille, le recensement des programmes d'ENF suivis, le changement vécu après la formation, la perception de l'éducation destinée aux femmes, et les attentes pour la

famille et pour le village. Quant aux représentants du village, 41 questions suivant sept sous-divisions ont été préparées en mettant l'accent sur l'état de l'éducation pour les femmes dans le village et la place de celles-ci dans le développement. Nous avons espéré avoir aussi la réponse des intervenants concernant le changement vécu des femmes et celui du village après la formation ainsi que leurs réflexions sur l'ENF; pour eux, 44 questions réparties en dix sous-divisions ont été élaborées. À la fin de l'entretien, nous avons laissé un article «Divers» où nous avons ajouté les questions retenues au cours de la séance passée. En effet, quelques modifications aux questions ont été faites en cours d'entretien, dans le cas où nous avons jugé que certaines répétitions n'étaient pas opportunes. Ces ajustements étaient normaux, car notre schéma d'entretien avait été préparé sans connaître la réalité du terrain.

### 1.5.6 Déroulement

Pour la première étape de notre collecte de données, nous avons séjourné au Mali en décembre 2001 afin de chercher les documents publics à travers les personnes clés dans deux institutions, soit au Centre national des ressources de l'éducation non formelle (CNR-ENF) et au Service de la coopération canadienne au Mali. Ceci nous a permis d'obtenir des documents concernant la promotion des femmes et l'éducation non formelle afin de connaître la politique malienne sur ces sujets.

Par la suite, à partir de juin 2002, nous sommes revenue sur le terrain de notre recherche et y avons séjourné trois mois. Au niveau du bureau de l'ONG à Bamako, nous avons rencontré les personnes responsables des ONG à travers lesquelles nous avons été autorisée à avoir accès à la documentation nécessaire publiée par ces organisations: les rapports d'activité, un livre et plusieurs documents qui ont été lus sur place.

Quant aux observations et aux entretiens sur le terrain d'intervention, nous avons procédé différemment d'une ONG à l'autre, tout en nous adaptant à la situation qui se présentait. Le moment retenu pour cette étape (juin-août) n'était pas très favorable, car c'était la période de la culture hivernale pendant laquelle tous les villageois sans exception s'occupent des travaux champêtres. En plus de cela, les femmes allaient à la cueillette de noix de karité<sup>93</sup> dès la première heure chaque matin. Beaucoup d'activités des ONG faisaient relâche, surtout en ce qui concerne les programmes éducatifs.

Malgré ces contraintes, nous avons eu l'occasion de participer à une formation extraordinaire sur l'«Atelier de formation sur les techniques et technologies de traitement du karité et d'organisation des femmes et autres acteurs dans l'exploitation du karité» parrainée par la direction régionale du *ministère de la Promotion des Femmes, des Enfants et de la Famille à Ségou*<sup>94</sup>. Cette formation était organisée par l'AMPJ et regroupait les femmes de différents villages de cette région. Aussi, nous avons eu l'opportunité de suivre plusieurs séances de formation qui venaient de commencer dans les programmes de SUCO. D'autre part, nous avons pu séjourner

auprès de nos interlocuteurs dans les trois villages concernés pendant deux mois, ce qui nous a permis de réaliser nos observations et nos entretiens.

#### **1.5.6.1 SUCO (Solidarité, Union et Coopération)**

Fin juin 2002, nous sommes arrivés à la base de SUCO dans le village de Sanankoroba (le chef lieu de la commune de Sanankoroba, dans le Cercle de Kati, la région de Koulikoro), environ 30 km au sud de Bamako. L'équipe de SUCO était en train de préparer des ateliers à venir pour les nouveaux villages encadrés. C'était une belle occasion pour nous de participer à la formation particulière de cette ONG et les agents acceptèrent de nous laisser les accompagner. Ainsi, deux semaines ont été réservées pour la réalisation des entretiens et le reste pour l'observation des formations.

Quant à la sélection des villages, selon nos critères cités plus hauts, les agents nous ont proposé deux villages exemplaires: Douban et Diorila. Douban est un village pilote (dans le programme expérimental de SUCO), bien avant que le projet MOPD<sup>95</sup> en cours soit mis sur pied, c'est-à-dire que la formation y a été faite depuis 1993 et que le village est actuellement en état d'autogestion. Par contre, Diorila vient de terminer une série de formations pendant une année (en 2000) et celui-ci a lancé ses propres activités il y a deux ans.

Au début, nous avons envisagé de prendre un village par ONG pour nos interviews, mais il nous a semblé intéressant de voir deux villages (nouveau et ancien) pour tenter d'observer les effets de la formation à plus long terme. Parce que très souvent, il n'y a pas de suivi des acquis de la formation par les ONG, comme si elles se contentaient de rester quelques années sans l'intention d'analyser le résultat à long terme. Enfin, nous avons décidé d'aller vers ces deux villages pour une semaine chacun pour y mener nos interviews.

#### **Village 1: Douban**

Dans ce village, grâce à l'accompagnement d'une personne clé de l'Association de développement villageois (ADV) initiée par SUCO, une rencontre a eu lieu avec certains membres du bureau de cette association pour choisir nos interlocuteurs, ceci dès la première nuit.

Les quatre femmes qui ont été sélectionnées à cette occasion ont assez d'expériences de participation aux différentes formations dans leur vie et trois parmi elles ont beaucoup travaillé pour le bureau depuis sa création. La quatrième est la seule de la nouvelle génération, comme nous le souhaitons. Quant aux hommes, selon nos critères (âge, intégration dans plusieurs activités du développement), deux membres du bureau ont été désignés à l'unanimité pour participer à notre enquête.

Ces choix ne résultent pas du hasard, mais suivent une logique villageoise. La preuve en est que les personnes choisies étaient les plus considérées du village: les femmes sont réputées par leur travail et sont habituées à être interrogées par les étrangers. Nous précisons que notre entretien qualitatif n'est pas représentatif de

l'ensemble des femmes du village ou des femmes qui ont suivi des formations. Toutefois nous tentons de mettre à jour quelques modèles à travers lesquels nous essayons de dégager des portraits de situations qui sont sans doute ceux de plusieurs femmes au Mali.

La qualité de l'interprète était aussi une de nos préoccupations. Notre terrain d'entretien rassemble des populations dont la langue courante est le Bambara (on appelle *Bamanan* cette langue). Nous avons cherché un(e) interprète français-bambara pour faciliter nos entretiens et nous sommes tombée sur une personne ressource du village que SUCO nous a désignée (notre accompagnateur). Sa force était qu'il pouvait aider les interviewés à se remémorer leur participation aux différentes formations passées et que sa présence a permis de créer une atmosphère d'échanges plus favorable. En plus, il a complété les informations concernées pour que nous puissions mieux saisir l'arrière-plan de réponses de nos interlocutrices ou interlocuteurs.

Nous avons laissé les femmes choisir le moment de l'entretien pour ne pas déranger leurs travaux ménagers et champêtres quotidiens. Généralement, elles sont arrivées vers onze heures avant de partir au champ. Notre logement leur paraissait le meilleur endroit pour sa tranquillité et son aisance. Dans l'ensemble, nos femmes répondaient avec assurance, sans avoir besoin de temps pour réfléchir. Par contre, il y a eu certaines questions qu'elles n'arrivaient pas facilement à saisir, dans ce cas, nous avons essayé de les modifier ou de donner des exemples pour qu'elles puissent y répondre. Aussi, nous avons constaté que les questions concernant les acquis (techniques), le changement personnel (comportemental) et l'amélioration de la vie (un fait) n'ont pas reçu de réponses différentes. Par la suite, nous n'avons retenu que les effets de la formation sur le changement personnel ou l'amélioration de la vie.

Dès le début de notre rencontre avec elles, les femmes étaient droites avec les yeux fixés vers l'enquêteur, comme si elles étaient dignes et honorées d'être interrogées. Elles n'avaient pas peur de montrer aux gens leurs forces et leurs faiblesses: elles ont raconté leur joie, leur satisfaction, leurs problèmes et leurs humiliations de façon très naturelle; elles semblaient vouloir parler jusqu'à ce que nous soyons satisfaits. Ce n'est pas parce qu'elles voulaient nous faire plaisir, mais parce qu'elles souhaitaient elles-mêmes présenter leurs expériences en tant qu'agent de développement. Dans ce contexte, nous n'avons pas constaté l'handicap d'être *toubabou* (qui signifie l'homme blanc en langue locale), une étrangère à qui elles allaient cacher la vérité, lors de nos entrevues. Au contraire, elles avaient tendance à répondre de la façon la plus complète possible.

## **Village 2: Diorila**

Notre accueil dans ce village fut bien organisé par l'Association de développement villageois (ADV) qui venait de naître après la formation de SUCO. Cela est sans doute le reflet de ce que le village a bénéficié de cet organisme d'une part, et aussi de l'honneur d'accepter les étrangers avec respect d'autre part. Un agent de SUCO était

intermédiaire auprès de certains membres de cette association pour choisir ensemble nos interlocuteurs. Ici aussi, la sélection ne fut pas une affaire difficile, car il y avait un éventail de choix déjà répertorié en cas de nécessité. Nous avons trouvé quatre femmes d'âge différent et ayant différentes expériences. Deux hommes ont également été choisis parmi ceux présents: un était jeune et l'autre plus âgé. En ce qui concerne l'interprète, le directeur de l'école qui assistait à cette réunion a accepté notre demande.

Les femmes interrogées ont consacré une partie de leur temps précieux pour venir le matin ou l'après-midi au lieu public (centre d'alphabétisation) désigné pour sa tranquillité. Pendant l'entrevue, les femmes de Diorila ont démontré leur honneur d'être informatrices pour leur village: elles ont bien réfléchi et exprimé, sans hésiter, ce qu'elles savaient.

À la fin du questionnaire, nous avons ajouté une dernière section «divers» où certaines questions ne figurant pas dans notre schéma d'entrevue mais apparues à travers l'entretien ont été rassemblées. Nous avons y regroupé plusieurs questions telles que la question de l'alphabétisation, le genre en éducation, etc. Malgré leur fatigue physique, elles ont patiemment accepté de rester toute la durée de notre entrevue qui a parfois nécessité jusqu'à trois heures.

Notre interprète, enseignant de l'école installé depuis 15 ans dans le village, par sa modestie et la confiance envers la population, a aidé les femmes pendant l'interview à se détendre. Nous avons soumis les questions à l'interprète en français et celles-ci ont été transmises à l'interlocuteur en Bambara, mais nous ne sentions aucun décalage, comme si nous leur posions directement les questions.

### **L'entretien supplémentaire**

Lorsque nous avons recensé les formations suivies par les interlocutrices au cours de l'entrevue précédente, elles pensaient que la formation signifiait tout ce qui est appris dans une salle comme l'alphabétisation par exemple. C'est pour cette raison qu'aucune femme n'a mentionné la formation dispensée par SUCO, car elle mobilise les gens sur la place publique ouverte sans mur. Pour elles, ce type de formation est considéré comme une causerie et non comme une formation au véritable sens du terme. Après cette réflexion, nous avons jugé nécessaire de poser certaines questions supplémentaires spécialement sur la formation dispensée par SUCO en quatre points: 1) ce que les femmes ont appris (connaissance), 2) ce à quoi la formation va servir dans leur vie (impact ou changement), 3) le point fort et le point faible de la formation (perception), 4) les activités des femmes à la suite de la formation (continuité). Pour ce faire, nous avons dû recourir aux deux villages et retrouver les femmes de l'entretien précédent. Sept parmi les huit ont accepté la deuxième interview pendant deux nuits (une nuit par village), malgré leur fatigue. Ces données nous ont permis d'apporter des éclaircissements sur la perception des femmes envers la dite formation, différente des autres formations reçues.

## **L'entretien avec les agents de SUCO**

Après nos séjours dans ces deux villages, nous sommes demeurée à Sanankoroba proche des agents de SUCO pour suivre leurs ateliers de formation. Entre-temps, nous avons réalisé des entrevues de deux heures environ auprès de deux agents concernés (un formateur et un conseiller en formation). Ils étaient pleins de bonne volonté pour raconter le processus de leurs formations passées avec fierté et responsabilité en tant qu'acteur du changement, tout en gardant modestie et objectivité.

### **1.5.6.2 AMPJ (Association malienne pour la promotion des jeunes)**

À partir de la fin juillet 2002, nous sommes restée à la base de l'AMPJ pendant trois semaines pour réaliser nos entrevues et l'observation des activités menées par cette ONG.

#### **Village 3: Zantiébougou**

Zantiébougou est le chef lieu de la commune portant le même nom. L'AMPJ y a construit un centre pour la production du beurre de karité au profit de L'Union des groupements féminins de Zantiébougou initiée par cette ONG et regroupant les femmes de 15 villages environnants (chaque village forme un groupement). Quatre animatrices de différents villages travaillent dans ce centre comme gestionnaires, tout en animant les groupements de différents villages.

Le moment où nous avons fait le stage était la saison morte pour les activités de ce centre, et nous n'avions trouvé que deux animatrices. Une d'elles (elle est fonctionnaire dans le service local, mais collaboratrice de l'ONG en même temps) nous accompagnait pendant notre séjour et c'est avec son aide que nous avons choisi le village et les interlocuteurs.

Parmi les 15 villages de notre enquête, pour diversifier notre échantillon, nous nous sommes intéressée cette fois-ci au statut du village «le chef lieu de la commune» et à sa localisation (sur la route principale), les critères de choix étant différents des autres villages précédents. En plus, la présence d'une personne pour l'accueil et d'un interprète constituaient des atouts pour notre choix. Ainsi, nous avons retenu le village de Zantiébougou.

Pour le choix de nos interlocuteurs, les deux animatrices nous ont présenté le profil de quelques femmes et elles ont demandé la collaboration de celles-ci pour participer à l'entretien. Quant aux hommes du village, ces animatrices n'étaient pas capables de les désigner, néanmoins elles nous ont mis en contact avec une personne avec qui nous avons tenté la recherche de nos enquêtés (ex-président de l'association des jeunes). Pour agir comme interprète, nous avons trouvé un enseignant dans ce village.

Les femmes de Zantiébougou étaient relativement jeunes (nous avons difficilement trouvé une femme de plus de 30 ans) et plus ou moins scolarisées (nous



avons difficilement trouvé une femme non scolarisée). On peut comprendre que dans un grand village comme Zantiébougou, de nombreuses filles sont allées à l'école et celles-ci ont eu plus de chance d'aller à la formation en alphabétisation, également elles ont accès à l'ONG. Quant aux représentants, les hommes de ce village, en général, ne connaissent pas ce qui se passe au niveau des activités des femmes, car les groupes de travail sont divisés. Néanmoins, nous avons recueilli certaines réponses assez significatives.

Le moment préféré par la majorité des femmes pour l'entrevue (la nuit, vers 21h) a soulevé certaines difficultés: Premièrement, la fatigue physique des femmes n'a pas été favorable pour maintenir leur concentration pendant l'entrevue qui durait souvent plus de deux heures; une fois, nous avons arrêté l'entretien à mi-chemin et l'avons reporté à un autre jour. Deuxièmement, le lieu choisi (soit le salon de mon logeur) n'avait qu'une seule lampe pour éclairer, ce qui n'était pas idéal pour l'observation de la réaction des interviewées, toutefois il n'y avait pas d'autre moyen dans un village sans électricité. Troisièmement, la sortie pendant la nuit pour une femme a nécessité l'autorisation de son mari et son accompagnement jusqu'à la maison après l'entrevue.

Malgré tout, une fois l'interview commencé, les femmes manifestaient franchement leurs sentiments et leurs idées. Quelques fois, nous avons constaté une certaine gêne chez les femmes par rapport à la durée de l'entretien ou quelques questions difficiles à répondre, ou une gêne due à l'inachèvement de leur participation. Néanmoins, nous sommes parvenus à contrôler leur tempérament par nos manières d'interroger. Notre interprète a réussi à aider les femmes à se relaxer par sa franchise. Le sexe de l'interprète (homme) pour l'entretien avec des femmes n'a eu aucun désavantage dans notre cas.

Pour les intervenants, nous avons envisagé retenir deux personnes par ONG, mais une seule animatrice nous a semblé pertinente cette fois-ci. Elle est superviseur des activités et en même temps, elle s'occupait de plusieurs formations au sein de l'Union des groupements féminins de Zantiébougou. Elle était assez discrète et elle n'osait pas beaucoup parler de son travail, mais sa dignité au travail était visible pendant notre dialogue. Comme sa force, sa réflexion de femme nous a été précieuse (celle-ci exprimant des points de vue différents de ceux des autres intervenants).

Dans ce premier chapitre, nous venons de voir la remontée de la nouvelle théorie du développement dit «autre» et la définition du développement local. Il est centré sur la création des activités par les acteurs d'une localité, en fonction de leurs besoins; là où la participation et la responsabilisation de ceux-ci sont une condition préalable. Après avoir exposé nos objectifs de recherche, nous avons dégagé les principaux concepts: Femmes et développement et l'éducation non formelle. Nous avons clarifié brièvement la problématique des femmes, les considérant comme un groupe social par rapport aux hommes, traitant de leur position historique et sociale, et aussi de leurs stratégies de recherche d'une vie meilleure. L'éducation non formelle, quant à elle, constitue un moyen de découverte de soi-même et du monde pour ceux qui ont envie

d'un changement personnel et collectif. Ces trois problématiques – développement, femmes et éducation – sont croisées à travers nos questions de recherche qui ont été présentées par la suite. Afin de répondre à ces questions, nous avons opté pour une recherche empirique dont les principes sont l'observation et l'entretien: 12 femmes, six représentants de village (hommes) et trois intervenants (ONG) sont les témoins de notre entreprise. Dans le prochain chapitre, après la présentation du lieu de recherche, nous allons exposer les résultats de l'entretien et nos analyses.

## Notes

<sup>1</sup> Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 106.

<sup>2</sup> Samir Amin, *La faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde: Une analyse politique*, L'Harmattan, 1989, p. 274.

<sup>3</sup> Edouard Matoko, *L'Afrique par les Africains: Utopie ou révolution?* Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>4</sup> Serge Latouche, *Faut-il refuser le développement?* Paris, Presse universitaires de France, 1986, p. 11.

<sup>5</sup> Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire: Les défis du «monde d'en bas»*, L'Harmattan, 1998.

<sup>6</sup> Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement?* Paris, L'Harmattan, 1994, p. 22.

<sup>7</sup> Robert S. Mc Namara, l'ex-président de la Banque mondiale a énoncé cette stratégie en 1972.

<sup>8</sup> Axelle Kabou, *op. cit.*, p. 114.

<sup>9</sup> Samir Amin, *La faillite du développement en Afrique et dans le tiers-monde: Une analyse politique*, L'Harmattan, 1989, p. 61.

<sup>10</sup> Jacques B. Gélinas, *Et si le tiers-monde s'autofinancait*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 204.

<sup>11</sup> 1. classique (1950-1960), 2. critique (seconde partie de 1960-1970), 3. développement par le bas (1980), d'après Danielle Lafontaine (1995).

<sup>12</sup> Paul Houée, *Le développement local au défi de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 109.

<sup>13</sup> Centre Djoliba, *Aperçu sur la décentralisation et le développement local au Mali*, Bamako, 2000, p. 24.

<sup>14</sup> Bernard Vachon, *Le développement local, théorie et pratique: Réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Boucherville, Québec, Gaëtan Morin éditeur, 1993, p. 92.

<sup>15</sup> Paul Houée, *op. cit.*, p. 173.

<sup>16</sup> William A. Ninacs, «Le pouvoir dans la participation au développement local» dans *Développement local, économie sociale et démocratie*, Presse de l'Université du Québec, 2002, p. 18.

<sup>17</sup> Bernard Vachon, *Le développement local, théorie et pratique: Réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Boucherville, Québec, Gaëtan Morin éditeur, 1993, p. 94.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>19</sup> *Ibid.* p. 104.

<sup>20</sup> Serge Latouche, *Faut-il refuser le développement?* Paris, Presse universitaires de France, 1986, p. 171.

<sup>21</sup> François Perroux, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Paris, Unesco, 1981, p. 216.

<sup>22</sup> Huynh Cao Tri, *Stratégie du développement endogène*, Paris, Unesco, p. 13.

<sup>23</sup> Serge Latouche, *op. cit.*, p. 86.

<sup>24</sup> Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire: Les défis du «monde d'en-bas»*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 70.

<sup>25</sup> Marcel De Clerck, *L'Éducateur et le villageois: De l'éducation de base à l'alphabétisation fonctionnelle*, Paris, Édition L'Harmattan, 1984, p. 66.

<sup>26</sup> André Joyal, *Le développement local: comment stimuler l'économie des régions en difficulté*, Les Éditions de l'IQRC, 2000, p. 20.

- <sup>27</sup> William A. Ninacs, «Le pouvoir dans la participation au développement local» dans *Développement local, économie sociale et démocratie*, Presse de l'Université du Québec, 2002, p. 22.
- <sup>28</sup> Olivier de Solange, *Croissance ou développement des tiers-mondes*, L'Harmattan, 1997, p. 316.
- <sup>29</sup> Jacques Berthomé, *Planification du développement local, guide méthodologique suivi de trois études de cas en Afrique de l'Ouest*, ministère de la Coopération et du Développement, 1992, p. 20-21.
- <sup>30</sup> Bernard Vachon, *Le développement local, théorie et pratique: Réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Boucherville, Québec, Gaëtan Morin éditeur, 1993, p. 103.
- <sup>31</sup> *Ibid.*, p. 98.
- <sup>32</sup> *Ibid.*, p. 99.
- <sup>33</sup> Oliviers de Solages, *Croissance du développement des tiers-mondes: L'évolution des acteurs, des théories et des expériences*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 105.
- <sup>34</sup> Nicole-Claude Mathieu, *L'anatomie politique: catégorisation et idéologie du sexe*, Paris, Côté-femmes, 1991, p. 232.
- <sup>35</sup> *Ibid.*, p. 239.
- <sup>36</sup> *Ibid.*, p. 239.
- <sup>37</sup> *Ibid.*
- <sup>38</sup> Ivan Illich, *Le genre vernaculaire*, Seuil, 1982, p. 46.
- <sup>39</sup> *Ibid.* p. 84.
- <sup>40</sup> Nicole-Claude Mathieu, *L'anatomie politique: catégorisation et idéologie du sexe*, Paris, Côté-femmes, 1991, p. 23.
- <sup>41</sup> *Ibid.*, p. 35.
- <sup>42</sup> Awa Thiam, *La parole aux négresses: préface de Benoit Groult*, Paris, Édition Denoel/Gonthier, 1978.
- <sup>43</sup> Alison. M. Jaggar, *Feminist Frameworks: Alternative Theoretical Accounts of the Relations between Women and Men*, Mc Graw-Hill Book Company, 1978, p. 85.
- <sup>44</sup> Louise Toupin, *Recherches féministes*, vol. 6, no. 1, p. 31.
- <sup>45</sup> *Ibid.*, p. 36.
- <sup>46</sup> Huguette Dagenais, «Méthodologie féministe pour les femmes et le développement» dans *L'égalité devant soi*, Centre de recherche pour le développement international (CRDI), 1994, p. 260.
- <sup>47</sup> *Ibid.*, p. 264.
- <sup>48</sup> Huguette Dagenais et Denise Piché, «Conceptions et pratiques du développement: contributions féministes et perspectives d'avenir» dans *Femmes, féminisme et développement*, Institut canadien de recherches sur les femmes, 1994, p. 5.
- <sup>49</sup> Awa Thiam, *op. cit.*, p. 173.
- <sup>50</sup> Awa Thiam, *op. cit.*, p. 19-20.
- <sup>51</sup> Ester Boserup, *La femme face au développement économique*, Presses universitaires de France, 1970, p. 61.
- <sup>52</sup> De WID (Women in development), traduit en français par l'ACDI (Agence canadienne du développement international).
- <sup>53</sup> Patricia Maguire, *Women in Development: An Alternative Analysis*, Center for International Education, University of Massachusetts, 1984, p. 22.
- <sup>54</sup> Eva M. Rathgeber, «WID, WAD, GAD. Tendance de la recherche et de la pratique dans le champ du développement» dans *Femmes, féminisme et développement*, Institut canadien de recherches sur les femmes, 1994, p. 79.
- <sup>55</sup> Patricia Stamp, *La technologie, le rôle des sexes et le pouvoir en Afrique*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 1990, p. 18.
- <sup>56</sup> Fatou Sarr, *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal: la transformation des rapports de pouvoirs*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 79.
- <sup>57</sup> Eva M. Rathgeber, «WID, WAD, GAD. Tendance de la recherche et de la pratique dans le champ du développement» dans *Femmes, féminisme et développement*, Institut canadien de recherches sur les

femmes, 1994, p. 85.

<sup>58</sup> UNIFEM, *Le progrès des femmes à travers le monde*, 2000

<http://www.unifem.undp.org/progressww/2000/prefacefr.pdf>

<sup>59</sup> Fatou Sow, «L'analyse de genre et les sciences sociales en Afrique», la version française de l'article qui apparaît dans *Engendering Social Science in Africa*, Dakar, Cordesria Book Series, 1995, p. 2.

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> Achola O. Pala et Madina Ly, *La femme africaine dans la société précoloniale*, Unesco, 1979, p. 189.

<sup>62</sup> Awa Thiam, *La parole aux négresses: Préface de Denoite Groult*, Paris, Éditions Denoel/Gonthier, 1978, p. 185.

<sup>63</sup> Fatou Sow, *op. cit.*, p. 15.

<sup>64</sup> Fatou Sow, *op. cit.*, p. 15.

<sup>65</sup> Gita Sen and Caren Grown, *Development, Crises, and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*, New York, Monthly Review Press, 1987, p. 80.

<sup>66</sup> René Dumont et Charlotte Paquet, *Démocratie pour l'Afrique: la longue marche de l'Afrique noire vers la liberté*, Éditions du Seuil, 1991, p. 243.

<sup>67</sup> Fatou Sow, «La recherche féministe et les défis de l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle» dans *Pluralité et convergence*, les Éditions du Remue-ménage, 1999, p. 445.

<sup>68</sup> N'Dri Thérèse Assie-Lumumba, «Les politiques d'éducation des filles en Afrique: Instrument de promotion sociale ou processus de marginalisation des femmes?» dans *L'égalité devant soi*, Marie-France Labrecque, Ottawa, Centre de recherche pour le développement international (CRDI), 1994, p. 143.

<sup>69</sup> Loi n. 99-046/du 28 déc. 1999, président de la République. Le souligné est de nous.

<sup>70</sup> David Court et Kabiru Kinyanjui, «L'éducation en Afrique, problèmes dans un secteur en plein évolution» dans *Stratégie pour un nouveau développement en Afrique*, Paris, Economica, 1990, p. 354.

<sup>71</sup> Soraya Mellali et Luc J. Gregoire, Document de travail intitulé *Forum sur les objectifs du millénaire pour le développement en Afrique de l'Ouest*, Dakar, 26-28 février 2003.

<sup>72</sup> Éducation pour tous, bilan à l'an 2000 synthèse global, <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001200/120058f.pdf>, p. 12.

<sup>73</sup> Claude Escot, *La culture scientifique et technologique dans l'éducation non formelle*, Paris, Édition Unesco, p. 47.

<sup>74</sup> David R. Evans, *La planification de l'éducation non formelle*, Paris, Unesco, p. 31.

<sup>75</sup> Cette formation est destinée aux élèves de 9-15 ans qui ont abandonné ou qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école. Elle compose de l'éducation de base et celle professionnelle (liée aux travaux spécialisés). Loi n. 99-046/du 28 décembre 1999, président de la République.

<sup>76</sup> David R. Evance, *op. cit.*, p. 30.

<sup>77</sup> Guy Belloncle, *La question éducative en Afrique Noire*, Paris, Édition Karthala, 1984, p. 76.

<sup>78</sup> Marc-Laurent Hazoume, *L'éducation pour des adultes: Quel rôle pour les sociétés civiles en Afrique*, Institut de l'Unesco pour l'éducation, 1999, p. 29-30.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>80</sup> Marcel de Clerck, *L'éducateur et le villageois: de l'éducation de base à l'alphabétisation fonctionnelle*, Paris, L'Harmattan, 1984, p. 176.

<sup>81</sup> Klaudia Dombrowsky, *L'alphabétisation fonctionnelle en Bambara dans une dynamique de développement, le cas de la zone cotonnière (Mali-Sud)*, Institut d'études créoles et francophones, 1993, p. 14.

<sup>82</sup> Pinard Adrien, «Le savoir métacognitif portant sur la compréhension: comparaison entre adultes analphabètes et adultes alphabètes», dans *Revue québécoise de psychologie*, vol. 10, no 3, 1989, p. 78.

<sup>83</sup> Le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, *Politique de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille*, septembre 2001, Bamako.

<sup>84</sup> Doulaye Konaté, *Oralité et écriture dans la communication usuelle au Mali: entre traditions et modernité*, p. 43. L'auteur est professeur de FLASH (Faculté des lettres, arts et sciences humaines à

---

l'Université du Mali) et président de ASHIMA (Association des historiens du Mali), la date et l'édition de cette publication est inconnues.

<sup>85</sup> Florence Piron et Félicité Ringtounda, *Les savoirs des femmes au Sahel: vers une revalorisation des compétences locales*, Québec, Centre Sahel, 1990, p. 55.

<sup>86</sup> Allan B. I. Bernard, *L'alphabétisation et la pensée: contexte et effets cognitifs de l'alphabétisme*, Hambourg, Institut de l'Unesco pour l'éducation, 1999, p. 146.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>89</sup> Doulaye Konaté, *op. cit.*, p. 44.

<sup>90</sup> Jean-Pierre Proulx, «L'analphabetisme» dans *Traité des problèmes sociaux*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, p. 811.

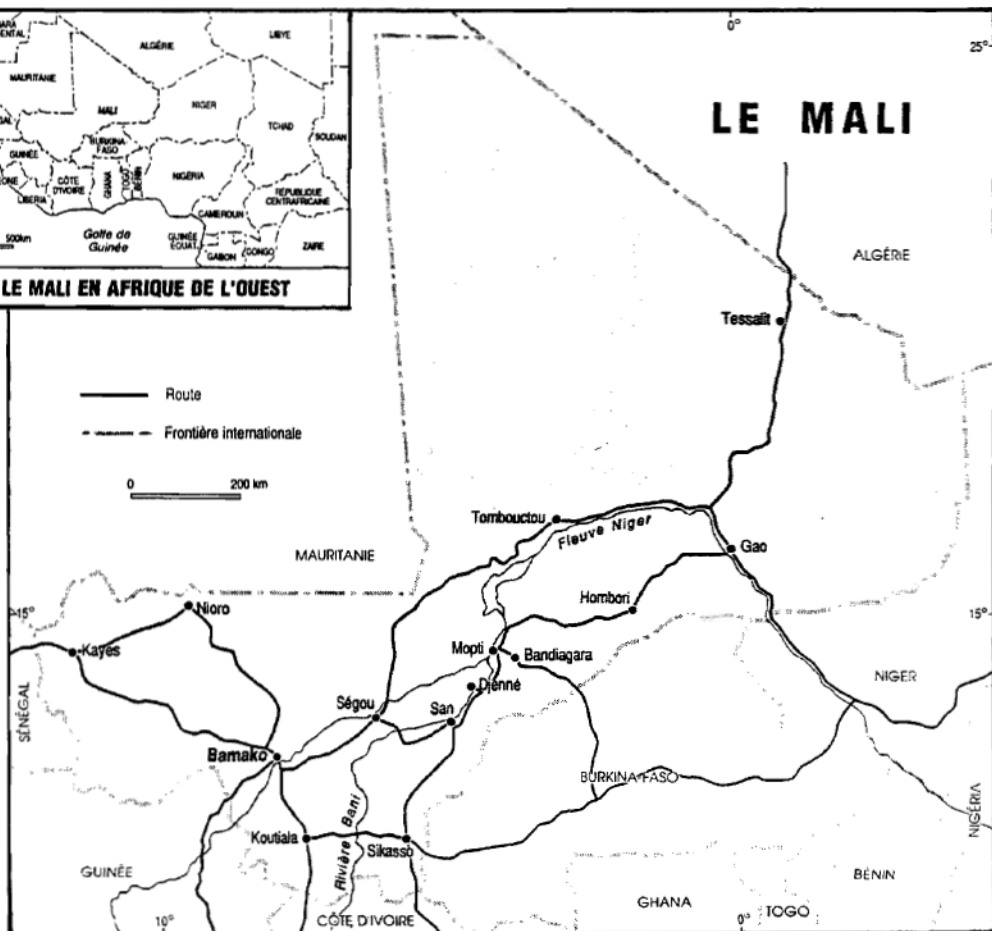
<sup>91</sup> Association malienne de la promotion des jeunes.

<sup>92</sup> Solidarité, Union, Coopération.

<sup>93</sup> Un arbre (*Vitellaria paradoxa*) très utile dans la zone sahélienne (ex. le beurre de consommation, la pommade d'entretien de la peau, le savon, le fruit, le médicament, l'huile à la lampe, etc.).

<sup>94</sup> Quatrième région du Mali, la ville de Ségou est située à 230 km l'est de Bamako.

<sup>95</sup> «Mobilisation des populations pour une décentralisation au Mali». Ce projet a débuté en 1997 et continue actuellement en phase II.



## **Chapitre 2**

### **Résultats de la recherche auprès de femmes et d'intervenants locaux au Mali**

Dans ce second chapitre, nous allons d'abord traiter du lieu de notre recherche, ceci à deux niveaux: le Mali et trois villages du dit pays. La première partie de notre exposé porte sur les renseignements généraux concernant le Mali et la politique nationale pour le développement en cours, notamment dans le secteur de «l'éducation» et de «la promotion des femmes». La seconde nous permettra de présenter brièvement la situation socio-économique du milieu Bambara et Malinké (groupes ethniques) et celle de trois villages de nos entretiens: Douban, Diorila et Zantiébougou. Après, nous aborderons les profils de deux organisations non gouvernementales (SUCO et AMPJ) qui interviennent dans ces villages et leurs activités. Enfin, nous allons proposer un portrait de nos enquêtés pour ensuite faire la présentation des résultats d'interview et de nos analyses. Nous finirons par proposer quelques pistes d'action que nous pensons pouvoir dégager de notre recherche.

#### **2.1 Le lieu de recherche**

##### **2.1.1 Le Mali: les renseignements généraux**

###### **▪ La situation géographique**

Le Mali se situe à l'intérieure de l'Afrique occidentale ayant une frontière avec sept pays: Algérie, Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée, Burkina Faso et Niger. Avec une superficie de 1 241 238 km<sup>2</sup>, quelques plateaux font varier le paysage parmi la vaste plaine désertique et fluviale. Deux fleuves en provenance des massifs du Fouta Djallon (Guinée) traversent le pays à l'est, le Niger (avec une longueur de 1 700 km au Mali) et le Sénégal à l'ouest (800 km au Mali).

Le territoire malien se divise en quatre zones climatiques selon la pluviométrie; la zone pré-guinéenne (1200 mm/an) permet une culture agricole diversifiée pendant toute la saison; la zone soudanienne (700-1200 mm/an) est marquée par l'agriculture associée à l'élevage; la zone sahélienne (200-700 mm/an) est marquée par le pâturage près du delta du fleuve Niger; et la zone saharienne (moins de 200 mm/an) qui occupe 50% du territoire est désertique. Au cours d'une année, il y a trois saisons bien distinctes: la saison pluviale (juin-septembre), la saison sèche-froide (octobre-février),

et la saison sèche-chaude (mars-mai). La pluviométrie pendant la saison pluviale influence beaucoup le rendement agricole de ce pays.

### ▪ La situation démographique

Le Mali a une population d'environ dix millions d'habitants, le taux d'accroissement naturel s'élève à 2,2% par an. La population féminine est un peu plus nombreuse que celle masculine (51,1%), et celle des jeunes qui ont moins de 15 ans représente près de la moitié de la pyramide démographique malienne (45,5%<sup>1</sup>). Elle est aussi marquée par la forte migration du nord au sud et des campagnes vers les villes, notamment à Bamako (la capitale). En 1998, la population urbaine était de 29% contrairement à 23%<sup>2</sup> en 1989. De plus, la migration au niveau international est une tendance non négligeable dans le contexte de la mondialisation. Quant à la situation matrimoniale, parmi les hommes mariés, 28,2%<sup>3</sup> sont polygames. Ce régime est très fréquent, particulièrement dans le milieu rural.

### ▪ La situation socioculturelle

La culture malienne est riche par les multiples civilisations qui ont résidé sur son territoire depuis plusieurs siècles. Une dizaine de groupes ethniques cohabitent avec harmonie: les Bambara (36,5%<sup>4</sup>), les Peuls (13,9%), les Sénoufo (9%), les Soninkés (8,8%), les Dogons (8%), les Songhaïs (7,2%), les Malinké (6,6%), les Touareg (1,7%), les Maures (1,2%), les Bozo, etc. Chaque groupe a une langue spécifique, et celle des Bambara (proche de celle de Malinké, Kasonké, Dioula, etc.) est la plus répandue constituant la langue véhiculaire dans la capitale. Bien que les annonces publiques soient faites en langues les plus représentatives aux émissions télévisées, les multiples programmes nationaux emploient le seul Bambara après le français. Le cousinage particulier (*sanankunya* en Bambara: *sanankun* signifie cousin à plaisanterie) qui lie un groupe à l'autre à travers la légende sacrée est très courant en permettant la bonne communication interethnique dans ce pays. Surtout, il constitue un instrument efficace afin d'éviter le conflit ethnique, cela est employé même sur la scène politique. La structure sociale est hiérarchisée en fonction des classes d'âge et de sexe (chaque catégorie ayant son rôle) selon la coutume traditionnelle, même si le mode de vie occidental influence petit à petit la société malienne, surtout dans la capitale.

En ce qui concerne la religion, trois croyances sont pratiquées au Mali: l'islam (90%<sup>5</sup>), l'animisme (9%) et le christianisme (1%). La majorité de la population est islamisée, toutefois cela n'empêche pas de garder vivant l'animisme traditionnel chez certaines ethnies.

### ▪ La situation économique

L'économie malienne est fortement dépendante du secteur agropastoral qui compte pour 43% du PIB, constitue 70% de l'exportation totale, et apporte 80% des



revenus de la population en 1999<sup>6</sup>. Le coton est cultivé dans les régions du sud et de l'ouest du pays et représente un produit important pour le commerce extérieur. Les cultures sèches principales (le mil, le sorgho, et le maïs) occupent 75% des terres cultivées et la grande partie de cette récolte est autoconsommée. On cultive le riz aux abords du fleuve, dans des champs irrigués, ainsi que dans les endroits naturellement marécageux. Cette culture satisfait les besoins intérieurs à 86% (1998-1999) et devient de plus en plus importante afin de pouvoir aux nouvelles habitudes alimentaires des citoyens. L'élevage (bovin, ovin, caprin, avicole) s'intensifie et devient un enjeu prometteur en regard des retombées monétaires tant à l'intérieur du pays qu'en provenance de l'extérieur: soit 40% du PIB, et 25% à l'exportation. Les productions agricoles maliennes sont un grand atout pour les pays limitrophes leur offrant différents produits tels que le poisson, les fruits et les légumes.

Malgré que le Mali ait un grand potentiel dans ce secteur, et que de grands efforts aient été faits pour soutenir la croissance, il reste encore quelques difficultés à surmonter tant au niveau interne qu'externe: un climat aléatoire, des prix instables sur le marché mondial, un manque d'organisation et de formation des acteurs pour la commercialisation et l'entretien des équipements, un manque de capacité de transformation, un manque d'équipements et d'infrastructures, un accès difficile au crédit, une dégradation de l'environnement due à la surutilisation des produits chimiques. On peut conclure que le terrain cultivable n'est pas utilisé de manière optimale.

L'économie tertiaire vient en deuxième position (32%) dans la formation du PIB, notamment avec le commerce. La transformation secondaire le suit (18%) avec un rythme de plus en plus accéléré grâce aux entreprises privées, le secteur le plus actif étant celui de l'agroalimentaire. L'activité minière est également l'une des ressources importantes de ce pays, l'or occupe le troisième rang des recettes d'exportation, après le coton et le bétail.

La contribution des femmes dans l'économie se situe surtout dans le secteur informel en ville et dans l'agriculture d'autoconsommation à la campagne: la transformation des alimentations de façon manuelle ou le petit commerce pour le premier et l'exploitation de toute sorte d'aliments substantiels (le mil, l'arachide, le riz, les légumes) sur de petites parcelles ou la cueillette (fruit) pour la seconde permettent de satisfaire largement l'économie de la famille malgré que ces produits ne soient pas considérés dans les statistiques nationales.

#### ▪ La situation politique et administrative

Le 22 septembre 1960, le Mali a accédé à son indépendance. Débutait alors un régime centralisé fondé sur le monopartisme, d'inspiration marxiste, le développement étant planifié par l'État. En 1968, le régime militaire prenait le pouvoir par un coup d'État en vue de la démocratisation politique du pays. Néanmoins, la situation n'a pas changé, et la Constitution élaborée par l'Assemblée nationale reposait toujours sur le

monopartisme. L'État a ouvert la voie vers le libre marché de plus en plus exigée par la pression extérieure, ce qui a entraîné des difficultés du côté de l'économie du pays. Le deuxième coup d'État, en 1991, a transformé le gouvernement militaire en celui civil par la grande force populaire qui s'unissait pour un vrai changement. Après la période de la transition, en février 1992, la Troisième République de la démocratie multipartite a été mise en place. Cette fois-ci, la Constitution se basait sur les Droits et la séparation des pouvoirs. Par conséquent, les parties politiques se multipliaient, et la société civile se renforçait afin de protéger les intérêts en créant librement des groupements associatifs. En 2002, le nouveau président, Amadou Toumani Touré (ex-président du gouvernement transitoire en 1991-1992) a été élu au suffrage universel et continue de diriger la voie de la démocratisation.

Suivant le découpage administratif actuel du Mali, la Loi de la décentralisation en 1993 et sa mise sur pied en 1999, le pays est divisé en trois niveaux: la région (le conseil régional), le cercle (le conseil de cercle) et la commune (maire). Le Mali est subdivisé en 8 régions administratives et le District de Bamako, 49 cercles et 703 communes dont 19 urbaines (y compris les six de Bamako). Cela signifie que désormais l'administration locale est autonome par rapport au pouvoir central et que les populations elles-mêmes participent directement ou indirectement à la gestion de leur communauté. L'objectif général de la décentralisation du Mali *«peut se formuler en termes de redistribution des ressources, des espaces de décision et des responsabilisations»*<sup>7</sup>, ce qui permet d'utiliser leurs ressources pour leurs besoins, de mobiliser les personnes du milieu et de prendre conscience de leur propre développement tout en assurant la transparence de la gestion des affaires publiques.

La décentralisation contribue non seulement à la promotion de la démocratie (droit de l'homme, partage du pouvoir), mais aussi au désengagement de l'État qui est pourtant exigé par les bailleurs de fonds pour la gestion de l'efficacité ou la bonne gouvernance. La communauté a commencé à prendre en charge des services sociaux (santé et éducation) et le secteur du développement rural, mais certaines difficultés surgissent déjà: les services de base autrefois assurés par l'État ne sont plus gratuits pour les populations, il n'y a pas de moyen pour l'entretien des infrastructures déjà abîmées ou pour l'achat des matériaux déjà insuffisants. Les projets de développement rural ont été élaborés avec les conseillers compétents du milieu au niveau du bureau communal par l'appui technique des bailleurs de fonds, mais souvent le budget ne couvre que les frais administratifs de bureau. Ceci explique les fortes demandes d'assistance aux ONG en tant que partenaire du développement local, indépendamment de leur qualité et de leurs compétences.

### **2.1.2 La politique nationale sur l'éducation**

Le taux de scolarisation au niveau de l'enseignement fondamental a augmenté progressivement pendant la période 1991-1999<sup>8</sup>: de 28,8% (garçon 36,1% contre fille 21,4%) à 53,9% (garçon 63,6% contre fille 44,4%) au premier cycle. Il y a eu une

grande évolution pendant huit ans grâce à la création de multiples types d'enseignement (medersa<sup>9</sup>, école privée et communautaire), mais ce taux est encore faible comparativement à celui d'autres pays africains. De plus, cette augmentation du nombre d'élèves ne s'accompagne pas d'une hausse comparative du nombre d'enseignants, ce qui entraîne une surcharge pour les maîtres et une baisse de la qualité de l'enseignement. Le rapport garçons/filles est encore loin de la parité, en dehors de la capitale où le taux de scolarisation des filles a déjà atteint celui des garçons. Au niveau du second cycle, les garçons sont deux fois plus nombreux que les filles (23,4% contre 12,3% en 1998) dans l'ensemble.

La crise de l'éducation est surtout accentuée par l'introduction de la Politique d'ajustement structurelle (PAS) qui a réduit les dépenses publiques (compression du nombre d'enseignants, réduction des subventions, etc.), ce qui a découragé non seulement les enseignants, mais également les parents chargés des frais, et les diplômés qui seront désormais difficilement embauchés par l'État. En fin de compte, beaucoup sont inscrits en première année, comme les statistiques le démontrent, mais peu arrivent jusqu'au niveau élevé. Sous un angle démographique, le nombre absolu d'élève au niveau supérieur augmente en flèche, mais toujours en accompagnant le manque d'accueil adéquat.

Quant au taux d'alphabétisation (pour la population âgée de plus de 15 ans), il était de 31,4% en 1998, celui des femmes n'étant que de 19,1% comparativement à 43,8%<sup>10</sup> pour les hommes.

Conscient que l'éducation contribue à la réduction de la pauvreté, le gouvernement a élaboré le «Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) 1998-2008» financé par la Banque mondiale. Ce programme s'appuie principalement sur les axes suivants: l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'augmentation de la capacité d'accueil et l'amélioration de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

Le PRODEC s'adapte à quatre catégories d'enseignements à savoir: 1) l'éducation de base, 2) l'enseignement professionnel, 3) l'enseignement secondaire général et technique, 4) l'enseignement supérieur.

### ▪ Éducation de base

Pour l'éducation de base, une autre politique mise de l'avant par le gouvernement malien en 1990, lors de la Conférence internationale sur l'éducation<sup>11</sup>, avait été déjà lancée au titre de l'«éducation pour tous», dans laquelle *l'éducation de base* comporte au sens le plus large que le système classique de la formation (préscolaire, enseignement fondamental premier cycle et second cycle). Le temps, le matériel et la méthode importent peu, l'essentiel est de donner les connaissances et les aptitudes fondamentales pour permettre à tous de maîtriser le milieu: élève, enfant ou adulte. Ainsi, l'éducation non formelle a vu le jour, comme complément de l'éducation formelle. Le PRODEC souligne l'objectif spécifique pour cette catégorie: d'ici 2008, le

taux de scolarisation devrait atteindre 75% et celui de l'alphabétisation 50% (femme 40%). Il met l'accent également sur l'introduction de la langue nationale dans l'enseignement primaire.

### **2.1.3 La politique de la promotion des femmes**

#### **▪ L'aspect historique de la promotion des femmes au Mali**

La manifestation du mouvement féministe au Mali a commencé avant l'indépendance, comme une forme d'anticolonialisme. En 1957, l'Union des femmes du Soudan français (UFSF) a été formée, et plus tard celle-ci a été transformée en Panafricaine des femmes. De 1960 à 1991, les femmes se sont unies pour défendre leurs intérêts au sein du parti unique en corrigeant certaines lois discriminatoires. En 1974, la constitution malienne a reconnu la Déclaration universelle des Droits de l'homme et du citoyen: désormais elle garantit à l'homme et à la femme *«les mêmes conditions d'accès à la justice, à l'éducation, à l'instruction, à la santé, à l'emploi, aux professions publiques, civiles et militaires»*<sup>12</sup>. Au fil du temps, la libération des femmes est devenue un sujet quotidien jusqu'à ce que, sous la Troisième République, avec l'instauration de la démocratie en 1992, beaucoup d'associations féminines voient le jour.

C'est juste avant la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995 qu'*«un avant-projet de Plan d'action pour la promotion des femmes»* a été élaboré, et serait revu et adopté (Plan d'action 1996-2000) par le gouvernement en 1996. Par la suite, le ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) a été créé en 1997 comme structure de coordination entre différents intervenants dans ce domaine.

#### **▪ La politique de la Promotion des femmes**

Cette politique définit certaines priorités dans les volets suivants: l'éducation, la santé, le droit des femmes, la participation des femmes à la vie publique, le développement économique, et la protection de l'environnement. Pour sa mise en œuvre, elle travaille avec SNLP<sup>13</sup> et ses programmes sectoriels comme PRODEC, PRODESS<sup>14</sup> et PRODEJ<sup>15</sup>, en partenariat avec les différents organismes nationaux et internationaux.

Selon le Plan stratégique du ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, jusqu'à présent, les femmes demeurent en situation fragile face aux services sociaux existants: le taux élevé de mortalité maternelle (120 cas pour 1 000 personnes en 2000<sup>16</sup>) et infantile, et l'analphabétisme des filles et des femmes (le taux de scolarisation des filles est de 44% en 1999, celui de l'alphabétisation des femmes 19% en 1998). Les facteurs culturels et sociaux jouent aussi sur la condition physique des femmes: le taux de fécondité actuel est de 6,7 enfants (7,3 rural, 5,4 Bamako), le taux d'utilisation de la contraception par la femme en union est de 5%, le taux d'excision de 93,7% (15-49 ans). Sur le plan économique, les femmes subissent

certaines contraintes qui limitent leur participation active à la production: l'accès au crédit, au capital physique et à l'information. Au plan juridique (les droits politiques et civiles), il n'y a aucune discrimination envers les femmes, alors que la pratique leur impose une position inférieure dans la vie familiale et professionnelle: le mariage précoce (la moyenne d'âge de mariage des filles est de 15 ans<sup>17</sup>), la non-égalité à l'emploi (le taux de salariée fonctionnaires 27%, conventionnaires 12%), la succession du patrimoine familial, la faible représentation sur la scène politique (12% pour les députés, 3,4% pour les conseillers municipaux), etc.

Il faut souligner aussi que les efforts menés depuis dix ans ont eu des résultats positifs, notamment la place des femmes dans la société a été reconnue par le gouvernement, la société civile, les hommes et les femmes eux-mêmes, grâce à plusieurs conférences, forums, campagnes de sensibilisation, formations et informations dans toutes les sphères (télé, radio, journaux, etc.). Certains aspects de la vie pratique quotidienne (aux plans sanitaire, éducationnel et économique) ont été améliorés. Par contre, il y a certains domaines (statut juridique et social) qui changent peu ou pas du tout.

Selon les documents ministériels, les raisons qui freinent le changement reposent sur la pesanteur culturelle et l'analphabétisme liés à la méconnaissance des lois ou à l'attitude passive des femmes. Ainsi la majorité de la population continue à se soumettre au Droit coutumier malgré que les lois modernes encouragent la parité entre les deux sexes à l'égard des Droits universels de l'homme et du citoyen. Ces documents démontrent aussi que la résistance au changement de la condition des femmes ne découle pas forcément de l'instruction. Voici un exemple; la pratique néfaste de l'excision n'est jamais révisée, et *«le niveau d'instruction des parents n'a aucune incidence sur l'abandon de cette pratique»*<sup>18</sup>. Il reste à savoir si les tentatives d'adapter les lois modernes sont souhaitées par les femmes et les hommes qui les appliquent.

Toutefois, l'action pour la promotion des femmes dans la politique nationale continue d'appuyer les directions suivantes: le renforcement de la capacité et de l'aptitude des femmes à s'adapter socialement à la vie moderne (santé, éducation, économie et droit) à travers la formation, la relecture des textes juridiques discriminatoires à l'égard des femmes et l'appui aux activités économiques féminines.

## **2.2 Le terrain de recherche**

Après avoir présenté la situation générale du Mali dans la section précédente, nous allons clarifier la situation socio-économique de notre terrain de recherche. Cela consistera, dans un premier temps, à mettre en lumière la situation socio-organisationnelle des ethnies Malinké et Bambara, et dans un second, à décrire les trois villages concernés.

### 2.2.1 Le milieu Bambara et Malinké: son organisation sociale

Le Mali étant un pays multiethnique, notre recherche a porté sur les Bambara et les Malinké<sup>19</sup>. Ces deux ethnies appartiennent au même groupe mandingue qui s'étend largement en Afrique occidentale. Elles ont des identités prenant appui sur des traits similaires comme la forme physique, la langue, les mœurs, les coutumes et les pratiques religieuses. Les Bambara dispersés entre Bamako et Ségou constituent 36% de la population du Mali, par contre les Malinké, avec 6% de la population, habitent à l'ouest de Bamako. Ces derniers sont en général cultivateurs et pratiquent souvent la chasse, la pêche et l'élevage.

L'organisation sociale chez les Bambara et comme chez les Malinké est marquée par le respect de la hiérarchie. Le chef de village (*dougou-tigui*), héréditaire au sein de la famille noble, est la première instance de décision des affaires publiques, mais celui-ci ne prend une décision qu'après consultation des conseillers composés de tous les chefs de famille dans son vestibule<sup>20</sup> (*dougou-tigui blon*). À l'assemblée du village, le chef donne la parole à son adjoint qui la transmet aux autres personnes, des plus âgés au moins âgés. Quand tout le monde est informé du sujet, chacun donne son avis, cette fois-ci des moins âgés au plus âgés, avant que le chef ne prononce la décision finale.

Quant à la famille, il s'agit de la famille étendue (*dou*): celle-ci est une unité ayant le même descendant (même père) dirigée par un patriarche (*dou-tigui*) qui est l'aîné des frères de la même génération. La famille possède un champ commun pour produire les nourritures (céréales) de tous les membres et chaque membre contribue à y travailler pendant la saison hivernale<sup>21</sup>. Le chef (*dou-tigui*) est le responsable de tous les biens de la famille (terres, animaux, dots des femmes et récoltes des champs collectifs) qui doivent assurer les nécessités matérielles de celle-ci: nourriture, habillement, dot à payer pour les mariés, impôts, médicaments, etc. Le grenier est commun et c'est le *dou-tigui* seul qui a le droit de servir les céréales chaque matin à la femme de cuisine du jour (ce rôle est partagé entre les femmes de la famille, à l'exception des vieilles). Une famille est subdivisée en plusieurs foyers (*goua*), et chaque foyer (la famille nucléaire) est composé du chef de foyer (*goua-tigui*), de ses épouses et de ses enfants. Souvent, le chef prend en charge sa mère, ses frères et sœurs célibataires de même mère que lui. Le mari a sa chambre qui est indépendante de celle de ses femmes, et chaque femme possède sa cuisine. La décision des affaires familiales aussi n'est jamais prise par le *dou-tigui* seul, mais avec tous les *goua-tigui* qui se réunissent pour donner leur accord. Quant aux femmes, c'est la première épouse du *dou-tigui* qui supervise les autres femmes: elle responsabilise chaque femme dans l'exécution des travaux collectifs, en surveille la bonne marche et arbitre entre elles en cas de conflit. Une fois que la taille d'une famille s'agrandie, une partie des membres la quitte pour en former une autre avec des champs séparés. La famille est ainsi multipliée, et, parmi celle-ci, les descendants de même mère forment un clan (*goua* en Bambara et *kabila* en Malinké) en gardant le nom de leur arrière-grand-mère.

La polygamie est admise dans la société, le mari pouvant compter un nombre illimité ou limité d'épouses (la société islamique limite le nombre à quatre). La première épouse a toutefois un certain pouvoir dans la maison: les femmes mangent chez elle, c'est elle qui partage des cadeaux du mari, par contre, les devoirs et les droits sont égaux pour toutes les femmes. Le mariage est une affaire familiale, il est souvent accordé sans le consentement des filles (chez les Malinké, les accords sont faites par les familles avant même la naissance des enfants), et chez les Malinké le garçon ne peut pas manifester son désir de se marier avant que la famille ne le lui propose. Une fois que les fiançailles sont faites, la jeune fille peut se déplacer de temps en temps auprès de son futur mari, mais pendant l'hivernage (la saison des pluies) elle rentre chez ses parents. Durant cette période de va-et-vient de la fille, le garçon paye la dot à son beau-père: chez les Bambara cette période est assez longue par rapport aux Malinké. Quand la fille arrive à l'âge de la maturité physique et psychologique (15-16 ans), les deux familles décident du mariage et l'organisent, ce sera l'installation finale pour la nouvelle mariée dans la seconde famille de sa vie. Dès lors, elle prend part à tour de rôle à la cuisine collective avec d'autres femmes de la famille (chaque jour une femme prépare les repas pour tous les membres tandis que les autres femmes l'aident au pilage du mil). À la mort du mari, les femmes sont prises en charge par les frères du défunt, sinon elles rentrent chez leurs parents, à condition qu'elles restituent la dot qui leur avait été versée lors de leur mariage.

Les jeunes s'organisent en groupe d'âge (*flan-ton*), lequel était défini autrefois par le groupe de circoncision pour les garçons et de l'excision pour les filles: les minimes (moins de six ans), les cadets (de six à dix ans) et les juniors (dix à dix-huit ans) pour les garçons, les minimes et les cadettes pour les filles. Cela correspondait à une sorte d'éducation de la vie communautaire qui était complémentaire de celle que donnait la famille. De nos jours, la cérémonie de la circoncision et de l'excision en groupe d'âge n'existe plus (la circoncision et l'excision se font individuellement en bas âge), néanmoins l'appartenance à un groupe d'âge donné est vivante et déterminante dans la société. *«En effet, pendant toute son existence il restera fidèle aux principes de son flan-ton et recevra de celui-ci l'aide et l'assistance dont il aura besoin»*<sup>22</sup>. Par exemple, pour l'homme, en cas de voyage dans un village voisin, le *flan-ton* de la même génération peut l'aider, pour la femme également ce système s'applique dans le village matrimonial.

### **2.2.2 La présentation des villages**

Ici, nous montrerons les portraits socio-économiques des villages ciblés plus particulièrement la vie quotidienne des femmes, les infrastructures liées au développement et la situation concernant l'éducation.

### 2.2.2.1 Douban

Douban se situe à 14 km au sud-est de Sanankoroba (30 km au sud de Bamako) appartenant à la commune de Bougoula. La population compte à peu près 950 habitants (dont 55% de femmes) et les Bambara constituent l'ethnie dominante. Les hommes cultivent le mil, le sorgho, le coton et l'arachide dans leurs champs collectifs pendant la saison pluviale, et font le maraîchage (oignon, tomate, haricot vert, laitue, chou, concombre, melon, courge, piment, etc.) en période sèche (ils le font de plus en plus même pendant la saison des pluies à la recherche de ressources monétaires individuelles). L'élevage (bovin, ovin, caprin) constitue également une activité secondaire non négligeable.

Les femmes cultivent individuellement l'arachide et l'oseille dans une partie du champ familial qui leur est attribué et le riz dans les terrains inondés. Elles font également le maraîchage sur une partie de la parcelle de leur mari afin de contribuer à certains besoins de la famille (condiment, repas supplémentaire). Les hommes autorisent de plus en plus leurs femmes à travailler dans leurs parcelles après les semailles des champs collectifs pour qu'elles puissent être indépendantes sur le plan financier. C'est dans ce contexte que les femmes consacrent tout leur temps disponible à chercher l'argent en faisant la culture champêtre ou maraîchère, le petit commerce ou la fabrication de produits artisanaux, selon leur compétence et leur créativité. Une des activités importantes pour les femmes de cette zone est la cueillette des noix de karité, ce qu'elles font tous les jours pendant la période de mai à août. De ces noix est extrait le beurre dont une partie est consommée, et le reste vendu pour satisfaire les besoins personnels en cas de nécessité. Les noix de karité représentent ici une ressource monétaire privilégiée pour les femmes. Les filles restent à côté de leur mère en l'aidant à travailler dans le champ ou à collecter les noix de karité, c'est ainsi qu'elles constitueront le trousseau qui leur sera offert par leur mère le jour du mariage. La tendance actuelle est que les filles partent à Bamako pour préparer elles-mêmes leur trousseau du mariage, mais ici ce n'est pas le cas pour toutes et beaucoup de filles travaillent dans leur milieu.

À Douban, la plupart des foyers se composent de plusieurs femmes, et celles-ci partagent les travaux ménagers avec d'autres femmes de la famille élargie (les femmes des frères du mari). La cuisine se fait à tour de rôle, par exemple, une femme s'occupe de préparer le repas de midi, du soir et du lendemain matin pour toute la famille (d'autres femmes assistent à la mouture des céréales) et elle amène le repas des hommes jusqu'au champ durant la saison des travaux champêtres. Les femmes participent également aux semailles et à la récolte dans les champs collectifs. En dehors de cela, chaque femme fait ses travaux ménagers indépendamment de ses coépouses: soin de ses enfants, linge, vaisselle, balayage de la cour, recherche de l'eau et du bois de feu, etc. En ce qui concerne la femme cadette (du mari), celle-ci doit de plus s'occuper du mari (linge, nettoyage de chambre, bain). Du point de vue de l'allègement des tâches, la polygamie semble être raisonnable pour les femmes (la



répartition des travaux ménagers) ainsi que pour les hommes (en cas d'absence ou d'une grossesse d'une femme, le mari ne va pas manquer de services nécessaires).

Sur le plan du développement, n'étant pas loin de Bamako, les villages de cette région ont beaucoup bénéficié des projets étatiques ou privés notamment dans le secteur de l'éducation et de l'agriculture depuis plusieurs années. Avec ces appuis, les infrastructures disponibles sont: un centre d'alphabétisation, un CED<sup>23</sup> (actuellement fermé), une école primaire publique de deux classes, un centre d'accouchement, une boutique villageoise, deux machines à moudre (moulin), trois pompes forages à eau, les puits à grand diamètre, un magasin de graines de coton. Les cours d'alphabétisation étaient dispensés par plusieurs organismes de façon incohérente, mais grâce à eux il y a maintenant beaucoup d'alphabètes (hommes et femmes) en Bambara.

Quant à l'école, le CED a démarré avec l'appui d'une ONG, mais après une période d'expérimentation, il a été interrompu à défaut de financement. Les élèves allaient jusqu'à Bougoula (7 km du village) et par conséquent, il n'y avait pas beaucoup de filles scolarisées. Ce n'est qu'en 2000 que le village a eu une école publique qui a recruté les enfants scolarisables. Douban comptait déjà un nombre important d'alphabètes en Bambara et avait une organisation solide, et c'est pour ces raisons qu'il a été sélectionné par SUCO. À la suite de la formation dispensée par cette ONG, plusieurs secteurs d'activités ont été créés par les populations et elles continuent à les gérer. Selon notre interprète, le village est assez riche par rapport aux autres grâce à la culture du coton et du mil. S'il pleut normalement, la récolte est assez abondante pour satisfaire les besoins alimentaires de toute la famille. La population est fière que le village soit réputé pour sa réussite.

#### **2.2.2.2 Diorila**

Diorila est situé à 45 km au sud-ouest de Sanankoroba, à 75 km de Bamako dans la commune de Diarakoroba. Malgré la distance, l'accès à Bamako reste assez facile grâce aux transports routiers qui lient la capitale et un village important (Dankassa: 15 km de Diorila). La population constituée en majorité de Malinké compte environ 1200 habitants dont 51% sont des femmes. Le village se trouve au milieu d'une plaine, dans la zone climatique soudanienne avec une flore composée de karités, manguiers et caïlcédrats (arbre symbolique). Les arbres de la savane sont protégés ici, car les villageois, d'un commun accord, sont contre la coupe abusive du bois pour un but commercial (l'approvisionnement de bois en ville), ce que font les villages voisins.

Dans ce village, tout comme à Douban, les cultures principales sont le mil, le sorgho, le coton, l'arachide et de haricot pour les hommes, et l'arachide, le mil, l'oseille pour les femmes. De plus, certaines femmes font la culture du riz dans les bas-fonds. En contre-saison, le maraîchage se fait individuellement dans le jardin du mari. La différence entre les deux villages est que les femmes de Diorila cultivent beaucoup plus d'arachide que celles de Douban, ce qui garantit aux femmes les ingrédients de la sauce quotidienne (sauce d'arachide) et des ressources monétaires comme les noix de

karité. Pendant l'hivernage, les femmes sont complètement indépendantes des hommes dans les travaux champêtres. Elles ont leurs parcelles attribuées par le chef de famille et travaillent avec leurs filles: les hommes les aident aussi à labourer leurs champs avec la charrue attelée, mais souvent elles commencent avec la houe en attendant. Elles sont plutôt libres d'employer leur temps si elles ne sont pas de cuisine, par conséquent, les hommes ne se chargent que des besoins limités (en céréales par exemple). À la récolte, les femmes assistent les hommes entièrement: le ramassage et l'égrenage pour le mil, la récolte pour le coton. Après l'hivernage, les activités principales sont la recherche de bois: elles partent chaque après-midi dans la forêt en vue d'entasser le bois de chauffe pour la saison de culture à venir. Les filles du village, contrairement à celles de Douban, vont à Bamako non seulement à la recherche de l'argent pour leur mariage, mais aussi pour gagner leur vie. Souvent, ce sont les filles qui n'ont pas réussi l'examen à l'école qui se cachent pour aller en ville, ce qui ne plaît pas aux parents, car elles reviennent avec des comportements et des habitudes qui ne s'adaptent pas toujours aux réalités villageoises.

Au niveau de l'infrastructure, le village de Diorila dispose d'une école publique de six classes, d'un centre d'alphabétisation, d'une maternité, de deux magasins, de sept puits à grand diamètre, de deux pompes forages à eau et d'une machine à moulin (moulin). Ici comme à Douban, le village a été ciblé comme bénéficiaire par plusieurs ONG depuis des années. L'école qui a été créée en 1976 a contribué à fournir beaucoup d'alphabètes au village, surtout les garçons. Pour les filles, beaucoup abandonnent avant la fin du premier cycle: depuis 15 ans, seulement trois filles ont atteint le cap du second cycle. Par conséquent, dans le cours d'alphabétisation, les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes. La formation du SUCO a permis à la population de ce village, notamment aux jeunes hommes qui s'intéressent aux actualités, de voir un peu plus clairement les événements qui se passent au delà de leur frontière. Le formateur du SUCO témoigne ainsi: *«Un jeune du village m'a dit que grâce à notre intervention, si les gens de Diorila étaient couchés, ils sont vraiment debout maintenant»*.

### **2.2.2.3 Zantiébougou**

Zantiébougou est situé à 200 km au sud-est de Bamako et la population compte environ 1 800 habitants dont 50% sont des femmes. C'est un village où le chef de canton (le chef coutumier) résidait au temps de la colonisation. Ce poste a été érigé en chef lieu d'arrondissement (sous-préfet), ensuite en commune rurale<sup>24</sup> à partir de 1999. Le village est sur la route principale qui relie Bamako à Sikasso (sud-est de Bamako, une grande ville du sud), cela permet d'avoir plusieurs transports (autobus) qui vont à la capitale chaque jour malgré la distance. Les Bambara et les Sénoufo sont les ethnies dominantes, et cohabitent avec des nombreux étrangers qui demeurent pour le travail: les fonctionnaires, les agents des projets et les commerçants. Dans cette circonstance, il devient très difficile de maintenir la structure sociale traditionnelle dans laquelle le

chef de village et ses conseillers ont le pouvoir central. Les travaux collectifs traditionnels sont en train de disparaître, par contre plusieurs groupes travaillent sans cohérence pour des intérêts individuels. L'économie dépend principalement des cultures hivernales: coton, maïs, mil, arachide et haricot; le maraîchage et l'élevage sont peu développés à cause du manque d'eau. Les précipitations permettent toutefois aux femmes de cultiver le riz dans les bas-fonds, en plus, la flore est riche en karité et néré qui fournissent des ressources alimentaires et monétaires. C'est pour valoriser ces produits de cueillette que l'AMPJ s'intéressait à la production de beurre de karité y voyant une activité génératrice de revenu possible.

Malgré que la pluviométrie y soit beaucoup plus favorable pour la culture qu'au Nord, les jeunes (hommes) de Zantiébougou travaillent de moins en moins aux champs, ils préfèrent s'asseoir au bord de la route à vendre les marchandises ou aller en exode. Les travaux collectifs des jeunes n'existent plus. En ce qui concerne les familles, le manque de main-d'œuvre ne leur permet pas de cultiver suffisamment de superficie et le manque de matériels agricoles aggrave la pénurie céréalière. Après la saison des pluies, beaucoup de jeunes n'ont pas de travail et s'asseyent au bord de la route sans rien faire. Quant aux femmes, elles sont actives en s'organisant en petits groupes afin de s'entraider mutuellement dans les travaux champêtres. On peut trouver des femmes qui possèdent plus d'un hectare de culture d'arachides. En outre, elles font le petit commerce des denrées alimentaires (plat de riz, gâteaux, bouilli, fruits, etc.) aux passagers. Très souvent, elles se regroupent pour la tontine<sup>25</sup> afin d'épargner l'argent et de l'investir plus tard. Quelle que soit la nature du groupe, à Zantiébougou, les femmes sont plus solidaires que les hommes.

Le village dispose des infrastructures telles que l'école fondamentale (premier et seconde cycles), le centre de santé communautaire (il est géré actuellement par la commune) et les pompes forages à eau. Le centre de formation a été construit par une ONG, mais actuellement le local est occupé par les élèves à cause du manque de salle de classes à l'école. Le centre des groupements féminins de Zantiébougou (unité de production du beurre de karité) a été mis sur pied par l'AMPJ et géré par les femmes de 15 villages de la commune. L'école, créée en 1969, comprend présentement un premier cycle (six classes) fréquentée par 623 élèves dont 261 filles et un second cycle installé en 1996 (trois classes) avec 268 élèves dont 55 filles. En 2002, le taux de réussite de passage à l'étape suivante est de 63% au premier cycle et de 23% au second cycle. Ici, à Zantiébougou, comme ailleurs au Mali, des initiatives ont été, et continuent à être prises dans le cadre de la promotion de l'alphabétisation en Bambara par les différents organismes. Les jeunes sont surtout impliqués dans cette formation en vue d'élargir les activités de développement. À l'heure actuelle, puisque les projets s'intéressent beaucoup aux femmes, l'alphabétisation est considérée comme indispensable pour travailler dans le cadre de ces derniers.

## **2.3 La présentation des organisations non gouvernementales**

Nous allons effectuer ici une brève présentation des deux ONG auxquelles notre recherche s'est intéressée, centrant notre propos sur leurs traits historiques, leurs objectifs et leurs activités menées aux villages afin de mieux comprendre la situation actuelle de partenariat de chacun des villages avec les ONG.

### **2.3.1 SUCO (Solidarité, union, coopération)**

SUCO (Solidarité, union, coopération) est une ONG canadienne qui est installée au Mali depuis les années 1960, avec comme mission de promouvoir la démocratie et de permettre aux populations de participer au développement. Son action, basée sur le développement local, a pour objectif principal l'autoprise en charge. En 2002, 50 villages de trois communes: Sanankoroba, Dialakoroba et Bougoula (cercle de Kati, région de Koulikoro) sont engagés dans le projet MOPOD 2 (Mobilisation des populations pour une décentralisation au Mali: 2002-2006) en partenariat avec SUCO.

L'origine du dit projet remonte à 1993, lorsque l'association villageoise de Sanankoroba (Benkadi) a reçu les délégations des villages environnants qui lui ont demandé d'exercer une coordination pour l'assistance au développement avec un partenaire extérieur (le village jumelé: Sainte-Élisabeth au Québec). Étant donné ce partenariat, le village avait déjà des expériences significatives dans certaines activités. Vu ce résultat, SUCO a accepté d'appuyer les quatre villages expérimentaux proposés par Benkadi et par la suite, les agents locaux ont tenté d'inventer un système de transfert des connaissances pour une autogestion du développement par les villageois. La recherche-action du SUCO a porté fruit dans ces quatre villages pilotes et le projet a connu une extension jusqu'à 38 villages dans le cadre de MOPOD 1 (1997-2001) financé par l'ACDI (Agence canadienne de développement international). Au fil des années, le terrain d'intervention du dit projet a dépassé la frontière régionale allant de la région de Ségou, à celle de Mopti et bientôt à Gao.

L'approche de développement local du SUCO s'appuie sur les quatre axes suivants: organiser une structure solide, l'ADV (Association de développement villageois), autour de laquelle les villageois participent aux activités du développement (appui organisationnel); mettre à la disposition de la population un fonds initial pour des projets régénérateurs (appui économique); tous ces processus sont gérés par les ressources humaines villageoises à travers une formation adéquate (appui à la formation); et une bonne communication entre les membres de l'association ainsi qu'avec les populations toutes entières afin d'assurer la stabilité du développement (appui à la communication).

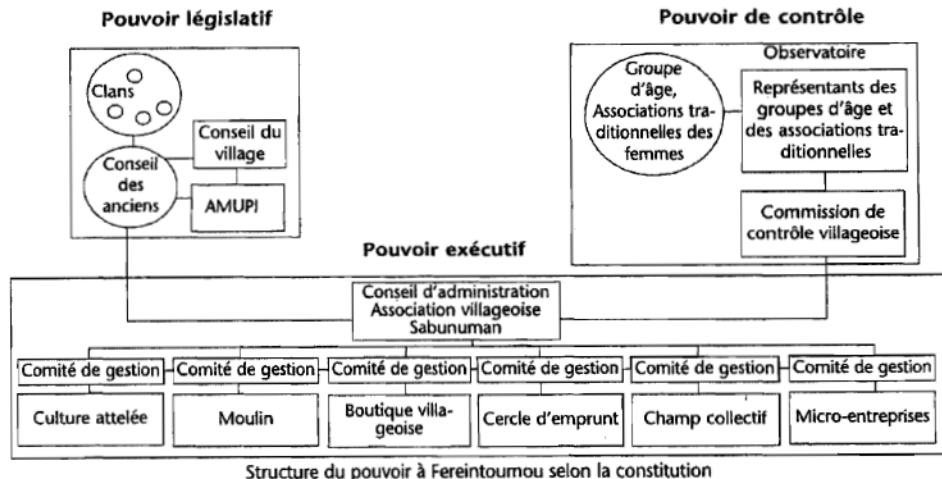
Cet exercice au niveau du village sert aussi de démarche à l'action participative au développement de la commune. En effet, SUCO appuie en même temps l'organisation des réseaux intercommunaux, une structure BEN-BA créée par les initiatives locales qui réunit les représentants de chaque village et les élus locaux des

trois communes pour la planification des programmes de développement. Ce modèle pratique de décentralisation va de pair avec la politique nationale actuelle; le MOPOD 2 est sous la tutelle du ministère de l'Administration du Territoire et des Collectivités locales du Mali.

La formation (animation) du SUCO repose sur une série d'ateliers de formation et de sensibilisation (30 ateliers). Pendant une année, ces ateliers se font sur la place publique réunissant toutes les couches de la population, sans exclusion; la formation intègre l'écriture en langue locale (Bambara), ce qui stimule les alphabétisés qui apprécient les exercices d'écriture, de lecture et de calcul. Les thèmes de quelques ateliers méritent d'être cités ici: le recensement des structures existantes, la conscientisation des populations aux principes de la démocratie et de la décentralisation, l'analyse politique, organisationnelle, sociale et économique dans le contexte villageois, la mise en place du bureau de l'ADV, l'identification des besoins prioritaires, les études de faisabilité et de rentabilité, la formation en gestion, l'élaboration des protocoles d'entente, etc. À la fin de ces formations, le village bénéficie du fonds initial qui génèrera les activités économiques et sociales selon les besoins de la population. Un an après ces exercices de gestion collective, le village élabore une mini-constitution dans laquelle trois organes fonctionnent comme dans un pays démocratique (voir figure 1: l'organe législatif (composé du chef de village et ses conseillers), l'organe exécutif (l'ADV composée des représentants de tous les clans et des comités de gestion) et l'organe judiciaire (contrôle) (composé des représentants des jeunes et des femmes).

L'approche du SUCO a été perfectionnée par les expériences accumulées sur le terrain; la preuve en est que le fonctionnement de la nouvelle structure n'est pas importé, mais ancré dans la culture d'origine. Le chef et ses conseillers sont toujours au centre des décisions, mais en laissant la place aux jeunes et aux femmes: l'ADV planifie et met en exécution les activités de développement approuvées par les anciens, et le contrôle est fait par des tierces personnes. Le conseiller en formation du SUCO nous a raconté ses expériences, *«pour trouver le moyen d'être plus proche de la population, il faut aller dans le domaine qui lui est propre, (...) Quand tu entres dans le domaine culturel, tu vas voir que vraiment la population est intéressée»*. Il est convaincu que la démocratie existait dans leur culture, mais cela n'empêche pas d'y implanter quelque chose de nouveau. Les populations ont appris la gestion indispensable pour les projets collectifs, mais leur reconnaissance se situe au-delà, car elles ont découvert un autre monde (la démocratie, la décentralisation et la lutte contre la pauvreté) et en même temps leur propre valeur culturelle.

**Figure 1: Un exemple d'une organisation villageoise proposée par SUCO<sup>26</sup>**



Source: Konaté et al. (1999, p. 131.)

### 2.3.2 AMPJ (Association malienne pour la promotion des jeunes)

L'AMPJ est une ONG malienne créée en 1991. Sa mission est d'améliorer les conditions de vie de la population, notamment des femmes et des enfants. Ses actions principales se répartissent en deux volets: l'accès à l'éducation et la promotion des activités génératrices de revenu. En ce qui concerne le premier volet, l'AMPJ appuie le renforcement des capacités du comité villageois pour l'éducation en gestion et la création des écoles communautaires dans la région de Koulikoro (69 écoles) et dans la région de Sikasso (68 écoles). En ce qui concerne le deuxième volet, l'association a regroupé les femmes de la commune de Zantiébougou (la région de Sikasso, le cercle de Bougouni) pour la commercialisation du beurre de karité, qui est une ressource naturelle abondante de la zone et surtout la principale ressource monétaire pour les femmes.

Dans la filière karité, autrefois, les femmes ramassaient les noix pendant la saison (juin-août), fabriquaient du beurre, et vendaient aux commerçants à bas prix. Alors, le moment où les femmes avaient besoin d'argent (saison de soudure) coïncidait avec la période d'abondance des fruits de karité. Par conséquent, elles étaient obligées de vendre leur beurre au prix «cassé» (80 CFA/kg) aux acheteurs qui les revendaient dans la capitale à 250 CFA le kilogramme. Compte tenu de cette situation, l'AMPJ a construit un magasin de stockage et a acheté le beurre des femmes à un prix plus avantageux (125 CFA/kg) en saison d'abondance et en a gardé pour le revendre à 250

CFA/kg plus tard. En même temps, l'AMPJ a incité les femmes à s'organiser en vue de mieux commercialiser leur beurre et de mieux valoriser leurs ressources.

En 1999, l'AMPJ a créé «*l'Union des groupements féminins de Zantiébougou*» en regroupant les femmes de 15 villages (chaque village forme un groupement féminin) de la même commune. Son objectif était d'appuyer efficacement les groupements et de mettre sur pied une unité de production et de vente du beurre de karité. En 2000, le Centre de l'union a été inauguré avec les équipements pour la production, le conditionnement, la vente, et la formation. Dans un premier temps, les femmes de cinq villages ont bénéficié des équipements à crédit: une plate-forme multifonctionnelle pour faciliter le broyage des noix de karité et une charrette pour le transport des produits vers le centre. Les différentes formations ont été organisées au niveau de l'union (formation en dynamique de groupe, en gestion financière et en marketing) pour les représentants du village et les animatrices ainsi qu'au niveau de chaque groupement (alphabétisation, gestion comptable de la plate-forme multifonctionnelle et technique de pré-traitement du beurre de karité) pour quelques gestionnaires et les villageoises intéressées. Les quatre animatrices permanentes organisent la formation et le suivi pour chaque groupement, elles s'occupent à la fois de la gestion du centre, y compris la production finale et la vente.

Actuellement, le centre achète du beurre de karité de meilleure qualité (les noix pré-traitées: bouillies et séchées au soleil) aux membres de groupements de 15 villages à un prix plus élevé que celui du marché (325 CFA au lieu de 275 CFA en août 2002). Ensuite, il poursuit le raffinage et la mise en boîte pour commercialiser ces produits avec une valeur ajoutée à 1000 CFA (800g) en ville. Ce beurre entre dans la préparation des aliments et est aussi utilisé comme crème pour la peau. Les membres de l'union, à leur tour, produisent du beurre brut à la maison selon l'exigence du centre pour vendre sur place au prix plus avantageux. Toutefois, le manque de temps pendant l'hivernage ne permet pas aux femmes de suivre tous les processus de ce traitement, par conséquent le centre n'arrive pas à avoir du beurre de qualité homogène. La plate-forme multifonctionnelle sert à faciliter l'opération de broyage (avant elles effectuaient ce travail à la main pendant toute la journée) et à alléger la tâche quotidienne du pilage du mil. Les recettes seront épargnées jusqu'à ce que cela crée un fonds commun pour le groupement; mais pour le moment, le crédit n'est pas totalement remboursé et certains villages l'ont déjà abandonné par insuffisance de recettes.

Le centre de l'union vient de démarrer, et il est déjà confronté à certains problèmes: la vente de beurre n'est pas rentable (du moment où le prix d'achat du beurre fluctue, alors que le prix de vente est fixe); la vente est irrégulière; la crise de liquidité empêche le renouvellement de stock et le paiement pour les animatrices; et la norme de qualité n'est pas stable, surtout pendant la saison pluviale.

Néanmoins, le défi de l'AMPJ est de promouvoir le produit au niveau national ainsi qu'international en établissant une politique nationale en la matière. Car le Mali détient en abondance ces ressources naturelles (cet arbre occupe 194 000 km<sup>2</sup> dans les

régions de Sikasso, Ségou et Koulikoro<sup>27</sup>), mais elles ne sont pas suffisamment exploitées, alors que c'est avec ces ressources que les femmes de la zone ont une chance d'augmenter leur revenu. Pour ce faire, l'AMPJ collabore avec le ministère malien de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, celui de Développement rural et le Centre d'analyse et de formulation de politiques de développement.

## **2.4 Les personnes interrogées: un portrait**

Nous allons maintenant présenter un bref portrait de chacune des personnes interrogées dans le cadre de notre recherche. Il s'agit de douze femmes résidant dans trois villages ainsi que six représentants de village (hommes) et trois intervenants associés à des ONG. Les noms utilisés sont fictifs et remplacent les noms véritables qui ne sont pas mentionnés afin de préserver l'anonymat des personnes interrogées.

### **2.4.1 Les femmes interrogées**

Les femmes interrogées vivent des situations familiales différentes, mais ayant des activités quotidiennes plus ou moins homogènes. Nous allons identifier la situation familiale de chaque enquêtée (statut matrimonial, nombre d'enfants, durée de résidence, foyer polygame), sa scolarité, et celle de son entourage (ses parents, son mari, ses enfants et sa coépouse) y compris l'alphabétisation, et ses activités quotidiennes. Certaines caractéristiques sont indiquées dans le tableau 2.

#### **Awa (Douban)**

Résidant à Douban, Awa est une femme de 42 ans, mère de quatre (4) filles et deuxième femme de son époux. Elle a fréquenté l'école primaire pendant cinq ans jusqu'à ce que son père l'ait retirée pour le mariage. Après que ses filles aient grandi, elle a recommencé à apprendre dans le centre d'alphabétisation pour terminer avec un résultat remarquable. Son niveau d'alphabétisation, selon elle, est assez élevé pour lui permettre de lire les journaux et exécuter les quatre opérations (de calcul) dans ses travaux quotidiens. Avec la confiance que lui témoigne la population, elle a été choisie comme une des opératrices du moulin dans ce village (c'est le premier village à disposer d'un moulin public géré par les femmes dans la zone). Durant son mandat de six ans (1995-2001), elle est devenue une des femmes leaders impliquées dans les différentes activités collectives: elle est actuellement chargée de la communication entre l'ADV et les femmes au sein de cette association. Femme courageuse et coopérative, Awa assiste son mari dans la culture maraîchère. Elle est fière d'être consultée par son mari dans la prise de décision concernant le travail maraîcher et également les affaires familiales.



**Tableau 2: Les caractéristiques des femmes interrogées**

village	nom	âge	statut matri. *1	n. d'enfants	native du v. *2	f. polygame*3	sco. (elle)	sco. (parents)	sco. (mari)	sco. (enfants)	sco. (coépouse)
Dou-ban	Awa	42	m	4		p2	5e	non	non	1e*4	non
	Mamouné	37	m	0		p1	non	père	non	-	coran*5
	Assan	45	m	5		p1	3e	non	non	1e,1a	non
	Sira	25	m	3		p2	non	non	peu	2e,1b*4	non
Dio-rila	Fatouma	45	rm	4		p3	non	non	non	1e,2m*4	non
	Mah	25	m	4	n	-	2e	non	alpha	1e,1m,2b	-
	Kadja	35	m	1		p1	non	non	6e, alp	1e	non
	Ami	32	m	5	n	p1	5e	non	alpha	4e,1b	medersa
Zan-tié-bou-gou	Ramatou	38	v	5	n	-	7e	père	terminal	4e,1b	-
	Oumou	34	m	5		p2	3e	non	alpha	3e,1b	non
	Binta	22	m	2		-	5e	p/m	peu	2b	-
	Djénéba	45	m	10		-	non	non	coran	1e,1m	-

\*1 statut matrimonial: m/mariée rm/remariée v/veuve

\*2 native du village: Ramatou est revenue depuis que son mari est parti en exode

\*3 foyer polygame: 1/premier rang 2/deuxième 3/troisième

\*4 scolarité d'enfant: e/école a/alphabétisation (Bambara) m/medersa b/bas âge

\*5 coran: école coranique

### **Mamouné (Douban)**

Mamouné a 37 ans et est de la même génération qu'Awa dans le village. Elle n'a pas d'enfant et vient au premier rang dans son foyer polygame. Mamouné n'a jamais été à l'école, car ses parents y ont inscrit son grand frère et elle devait rester travailler dans la famille. Toutefois, elle avait tellement la curiosité d'apprendre que deux mois lui ont suffi pour savoir comment écrire les lettres et les chiffres. Depuis qu'elle a commencé le cours d'alphabétisation, elle est contente de s'approcher d'un commerçant du beurre de karité afin de confirmer le prix correspondant au poids mesuré. Aussi, elle écrivait souvent des lettres à son amie (Awa) qui corrigeait son écriture et les lui retournait, elle a perfectionné ainsi son niveau d'alphabétisation. Même si elle a encore des difficultés en calcul, sa compétence lui paraît utile pour fournir des informations à ses proches. Son attitude positive et son esprit de collaboration ont permis à une simple femme du village qui se concentrait sur les travaux ménagers et les petites activités rémunératrices comme d'autres femmes (vente des nourritures, maraîchage, extraction de beurre de karité) d'avoir la chance d'être meunière au village et, plus tard, mécanicienne de moulin. Elle est enfin membre du bureau de l'ADV au même titre que Awa.

### **Assan (Douban)**

Âgée de 45 ans, elle a cinq (5) enfants (quatre filles et un garçon) et est la première femme de son mari. Elle a fréquenté l'école jusqu'en troisième année, pour éviter l'épidémie de rougeole qui ravageait le village, elle s'est retranchée à la maison pendant longtemps et y est restée par la suite. Elle fut de la première génération de la formation en alphabétisation des années 1990, et elle était une des meilleures élèves. Depuis lors, elle a travaillé comme leader dans les activités de développement; Assan est parmi les premières femmes formées (dans la gestion du moulin) comme les deux précédentes et elle a transféré sa technique à d'autres femmes en dehors du village avec les agents du SUCO. Elle travaille présentement comme caissière adjointe au sein de l'ADV. Assan nous a semblé sage, compréhensive et dynamique. Elle était très franche pendant l'entretien en racontant la difficulté des femmes, le conflit avec les membres de la famille, surtout les femmes, son sentiment d'infériorité devant les gens qui parlent français... Sa participation aux activités collectives a un grand impact sur sa vie quotidienne marquée par les travaux champêtres et maraîchers.

### **Sira (Douban)**

Sira est une femme de 25 ans, mère de trois enfants (un garçon et deux filles) et deuxième femme de son époux. Elle n'a pas eu la chance d'aller à l'école, parce que ses parents n'ont pas voulu. Elle fait le maraîchage et le petit commerce de produits variés (pâte d'arachide, condiments, légumes, savon) afin de faire face à ses dépenses quotidiennes. Sira fait partie de la nouvelle génération dans le cadre des activités collectives du village; il y a deux ans, elle a été choisie comme meunière d'un deuxième moulin qui venait d'arriver dans le village. Durant notre entretien, souvent elle était timide et modeste en disant que la langue bambara est difficile (il lui est difficile de s'exprimer)... Le dilemme est là pour Sira; elle est consciente d'être actrice du développement de son village, mais elle pense n'être pas assez intelligente pour suivre les différentes formations malgré sa volonté. Si Sira sait à peine lire et écrire, son niveau lui permet au moins de remplir le cahier de recettes (moulin). Le changement pour elle se fait graduellement, elle vend elle-même ses produits aux marchés environnants alors qu'avant elle confiait cette tâche à une autre personne.

### **Fatouma (Diorila)**

Âgée de 45 ans et ayant quatre enfants (trois garçons et une fille), Fatouma est devenue la troisième femme de son nouveau mari (dont la deuxième femme est décédée) après qu'elle ait perdu son mari. C'est sa belle-fille qui s'occupe de la cuisine dans le foyer, donc elle travaille pour elle-même (travaux ménagers, commerce, maraîchage, travaux champêtres, collecte de noix de karité, etc.). Elle n'a jamais été à l'école, car à l'époque, il n'y avait pas d'école dans son village et ses parents n'aimaient pas envoyer leur fille au loin (jusqu'à Bamako). Son amour d'apprendre l'a

poussée à participer à la formation en alphabétisation en 1991. Malgré son courage, une anomalie au niveau de ses yeux l'a empêchée de continuer à suivre les cours d'alphabétisation. Néanmoins, elle a été recrutée pour plusieurs formations à cause de sa conduite morale, surtout dans le domaine de la santé. Elle effectue ses tâches en apprenant par cœur (elle a une excellente mémoire.) Par la suite, elle s'est fortement impliquée dans les activités collectives malgré son faible niveau d'alphabétisation. Elle est actuellement troisième vice-présidente de l'ADV. C'est une femme ayant l'esprit ouvert, sage, coopérative, admirée par les villageoises et considérée comme conseillère des femmes de Diorila.

### **Mah (Diorila)**

Âgée de seulement 25 ans, Mah est née dans le village de Diorila. Elle est la seule femme dans son foyer avec quatre enfants (deux filles et deux garçons). Elle a fréquenté l'école jusqu'en deuxième année. Après, elle restait à la maison pour aider sa mère qui travaillait toute seule (elle est l'aînée). Pendant deux ans, elle a accompagné son mari dans un autre village où elle fréquentait le centre d'alphabétisation jusqu'à ce qu'elle ait bien maîtrisé l'écriture, la lecture et le calcul en Bambara. Elle y a appris aussi le maraîchage par lequel elle a renforcé sa confiance en son mari en travaillant ensemble (c'est elle qui était la plus forte en technique). Ces expériences lui ont permis plus tard d'être sélectionnée par le village pour la formation en santé. La différenciation avec d'autres femmes de la famille et sa jeunesse ont provoqué la jalousie de ces dernières, mais ses différentes formations l'ont rendue patiente et compréhensive pour surmonter ces problèmes. Elle est actuellement animatrice (alphabétisation) dans le village et est impliquée dans certaines activités de développement: organisatrice de l'ADV, membre de comité de santé, vendeuse de produits de contraception. Son fort caractère derrière sa modestie lui permet d'accomplir toutes les tâches publiques et privées qui lui sont assignées.

### **Kadja (Diorila)**

Kadja qui a 35 ans est mère d'une fille et première femme de son mari. Elle n'a pas fréquenté l'école, car à l'époque, les gens ne connaissaient pas beaucoup l'importance de l'éducation formelle. En tant que premier enfant de la famille, elle a appris les travaux ménagers, les achats au marché, et bien sûr, aussi les valeurs morales et sociales (comment se comporter dans le foyer conjugal) auprès de sa mère. À son tour, Kadja encourage son unique fille de 20 ans, qui a passé son examen, à continuer à fréquenter l'école secondaire: elle souhaite que tous les enfants de sa famille aillent à l'école. Elle-même possède beaucoup d'expérience dans l'éducation non formelle. Depuis qu'elle a commencé le cours d'alphabétisation en 1990, elle est parvenue à bien maîtriser l'écriture de la langue Bambara (10 sur 10 selon elle). En dehors de cette compétence, son courage et sa responsabilité au travail reconnus par la population lui ont donné la chance de suivre d'autres formations (santé, technique artisanale,

formateur d'alphabétisation etc.). Actuellement, Kadja vend des aliments (riz, couscous, poisson) régulièrement dans le village, et en même temps elle travaille comme deuxième vice-trésorière au sein de l'ADV (elle écrit généralement les procès-verbaux des réunions).

### **Ami (Diorila)**

Femme de 32 ans ayant cinq enfants (deux garçons et trois filles), Ami est la première femme de son époux qui travaille à Bamako comme commerçant. Dans le village, à part les travaux ménagers, Ami cultive son champ (mil, arachide et gombo), ramasse les noix de karité pendant l'hivernage et fait le maraîchage (oignon) pendant la saison sèche comme d'autres femmes. En plus, elle fait quotidiennement le petit commerce et surveille la santé et l'hygiène des populations comme agent de santé. Ami a fréquenté l'école jusqu'en cinquième année, comme les parents n'avaient plus de moyens pour payer ses frais de scolarité, elle fut obligée d'abandonner. Au moins, cette scolarisation lui fut favorable, car elle a été un critère de choix pour sa formation en alphabétisation. Grâce à son instruction scolaire, elle a vite avancé dans l'apprentissage, contrairement aux autres femmes. Ami est toujours fière d'être alphabétisée, cela se reflète dans l'éducation de ses enfants: quatre de ceux-ci vont à l'école, sauf le plus petit. Un voyage à Bamako pour rendre visite à son mari l'a empêchée de participer à certains ateliers du SUCO. Toutefois, Ami a toujours la volonté d'apprendre plus, elle est une des ressources humaines du village.

### **Ramatou (Zantiébougou)**

Ramatou a 38 ans et cinq enfants (trois garçons et deux filles). Elle est née dans le village de Zantiébougou, et au mariage elle l'a quitté, mais plus tard elle y est retournée à l'occasion de l'émigration de son mari. Actuellement, elle y réside avec ses enfants après le décès de son mari il y a deux ans. Le père de Ramatou l'a envoyée à l'école jusqu'en septième année, mais à ce moment, les parents l'ont forcée à quitter l'école pour se marier comme d'autres filles à cette époque. C'est la curiosité de savoir ce qu'est l'alphabétisation qui a poussé Ramatou à demander sa participation à la formation, même si elle n'était pas rémunérée (les autres étaient payées). Avec la réussite de cette formation, elle a gagné la confiance du village et a suivi plusieurs formations offertes années après années. Elle est actuellement au centre des activités de développement pour les femmes de sa commune grâce à sa forte compétence en alphabétisation: elle s'occupe de l'animation de cinq villages de l'union (le groupement des femmes de Zantiébougou pour la production de beurre du karité), elle est également le gestionnaire d'un autre groupement des femmes pour le micro-crédit et agent de santé villageois. Ramatou est active non seulement dans les activités collectives mais aussi dans son propre commerce (gâteau, ciment, gas-oil, produit pharmaceutique, etc). Le contact qu'elle a avec le monde extérieur (ONG, les étrangers) la différencie des autres femmes de son village qui l'admirent. Elle critique

le fait que les hommes n'acceptent pas que les femmes interviennent dans la prise de décision et que les filles soient les victimes de la non-scolarisation. Femme ambitieuse, Ramatou souhaite que les femmes du village soient toutes alphabètes un jour; elle, à son tour, a commencé à apprendre le français.

### **Oumou (Zantiébougou)**

Oumou qui a 34 ans a cinq enfants (deux garçons et trois filles) et elle est la deuxième femme de son mari. Elle a fréquenté l'école jusqu'en troisième année, mais elle n'a pas pu continuer, car le châtiment corporel des élèves par le maître ne lui plaisait pas. Son mari ainsi que son beau-frère (chef de famille) comprennent l'importance des études, trois de ses enfants sauf la première fille et le petit garçon vont à l'école actuellement. Dans ce milieu favorable, quand la formation en alphabétisation a été proposée au village, Oumou a été désignée par son beau-frère pour y participer. Présentement, elle a le niveau acceptable en la matière pour remplir le cahier des recettes et des dépenses. Plusieurs formations lui ont permis de connaître beaucoup et lui sont utiles dans les différentes pratiques de la vie quotidienne, mais elle critique le fait qu'elle ne trouve aucune récompense dans la formation malgré qu'elle ait consacré son temps précieux. Pour Oumou, la question du revenu est cruciale; elle a souvent abandonné la formation qui n'apportait rien. Pourtant, elle s'intègre dans plusieurs activités de développement de son village: gestionnaire de la plate-forme, agent de santé et, bientôt, formatrice en alphabétisation. Oumou trouve que la situation actuelle du village est beaucoup plus favorable aux femmes qu'aux hommes avec les différents partenaires qui s'y intéressent. Sa franchise et sa capacité de critique pourront être des forces dans le processus de changement.

### **Binta (Zantiébougou)**

Jeune femme de 22 ans et mère de deux enfants (un garçon et une fille), Binta est la seule femme d'un époux qui est en émigration à l'étranger. Elle est née à Bamako, et son père qui travaillait à la fonction publique l'a envoyée à l'école. Binta aimait aller à l'école, surtout elle était forte en lecture du français. Durant son adolescence, le divorce de sa mère l'a obligée à laisser ses études en cinquième année pour s'installer dans son village où plus tard elle a trouvé son mari. En 1999, elle a recommencé ses formations, cette fois-ci en alphabétisation: dès lors, elle s'est concentrée sur le Bambara. Sa compétence en écriture du français a facilité son apprentissage de cette nouvelle langue. Binta a toujours envie d'apprendre plus, car elle a le goût de l'ouverture d'esprit, elle s'est proposée pour participer à la dernière formation (formation de formateur en alphabétisation). Par sa compétence en alphabétisation et son comportement positif au travail, elle a été choisie comme trésorière de l'activité de la plate-forme<sup>28</sup> dans le village initiée par l'AMPJ. Pour Binta, avec la volonté, les travaux ménagers, ses propres activités rémunératrices (petit commerce) et les activités du village (la formation et la gestion en plate-forme)

peuvent être cumulés aisément. Elle estime que sa façon de savoir-être est le fruit de l'éducation reçue.

### **Djénéba (Zantiébougou)**

Djénéba a 45 ans et a dix enfants (huit garçons et deux filles). Elle n'a pas eu la chance d'aller à l'école, car ses parents n'ont pas voulu. Parmi ses enfants, les deux premiers garçons fréquentaient l'école (un à l'école publique, l'autre à la medersa), mais ils ont abandonné leurs études après quelques années, par conséquent, leur père n'est plus intéressé à envoyer leurs cadets à l'instruction. Djénéba a commencé ses formations dans le domaine de santé il y a dix ans, et par la suite elle s'est intéressée aux activités de sensibilisation des femmes du village en tant qu'agente de santé. Elle continuait à participer à la formation en alphabétisation par laquelle elle a pris le goût d'apprendre. Malgré sa volonté, Djénéba n'a pas pu bien maîtriser l'écriture et le calcul (elle dit qu'elle sait bien calculer mentalement), elle se plaint de son niveau insuffisant en disant; *«si je savais écrire exactement les sommes représentantes (de mes dépenses et mes recettes, mon commerce serait florissant...)»*. Pour Djénéba, la formation passe par sa pratique quotidienne: elle effectue correctement la javellisation de l'eau du puits et elle maîtrise parfaitement la mesure de la balance pour les bébés. Elle travaille actuellement dans le groupement des femmes de Zantiébougou à la suite de la formation. Courageuse et coopérative, Djénéba est une des participantes importantes dans les actions de développement du village.

### **2.4.2 Les représentants des associations villageoises interrogés (hommes)**

Le profil des représentants des associations villageoises (hommes) des trois villages est indiqué dans le tableau 3. Ici l'association villageoise signifie une structure s'occupant des activités de développement: l'AV est initiée par le projet étatique pour la promotion de la commercialisation du coton, par contre, l'ADV est créée par l'initiative du SUCO.

### **Oumar (Douban)**

Oumar qui est vice-président de l'ADV de Douban a 50 ans. Il n'est pas jeune ni ancien, il est dans le groupe «adulte» au terme du SUCO. Son statut lui permet de cumuler la responsabilité des affaires publiques et celle des affaires familiales. Selon lui, autrefois, les hommes n'aimaient pas que les femmes s'instruisent, le changement de mentalité commence à s'effectuer à partir de sa génération. Il a fait l'école primaire dans le village voisin et il connaît l'importance de la scolarisation. Il se dit conscient du changement des femmes dans les pratiques de la vie quotidienne à travers la formation. Malgré cette évolution, selon lui, les femmes n'arrivent pas jusqu'à présent au même niveau que les hommes en apprentissage. Dans la famille, c'est l'homme qui est toujours le décideur, même si la décision publique est prise par les deux parties.

Notre président est ainsi la charnière entre l'ancienne génération et la nouvelle pour le développement du village en laissant les initiatives à la bonne volonté des jeunes.

**Tableau 3: Les caractéristiques des représentants des associations villageoises interrogés**

village	nom	titre	âge	scolarité formelle
Douban	Oumar	Vice-président de l'ADV*1	50	primaire
	Fotigui	Secrétaire administratif de l'ADV	40	non
Diorila	Zan	Président de l'ADV	34	secondaire
	Kéfa	Vice-président de l'ADV	55	école coranique
Zantiébougou	Ousmane	Ex-président de l'association des jeunes	52	non
	Modibo	Secrétaire administratif de l'AV*2	38	primaire

\*1 ADV: Association de développement villageois

\*2 AV: Association villageoise (du coton)

### **Fotigui (Douban)**

Fotigui, secrétaire administratif de l'ADV, est âgé de 40 ans. Il est donc plus jeune que le vice-président. Dans le village, il est considéré comme jeune. Il n'est pas allé à l'école, mais il est alphabétisé en langue Bambara. Grâce à cette compétence, Fotigui s'est vu, il y a neuf ans, confier par le chef du village l'accueil du SUCO; dès lors, il s'est intégré fortement aux activités de développement de Douban. Il constate qu'actuellement beaucoup de personnes reconnaissent l'impact de l'éducation des femmes sur la vie quotidienne et leur place dans les activités collectives. C'est pour cela qu'au sein du village, la scolarisation des filles et l'accès à la formation en alphabétisation pour les femmes adultes sont acceptés par les hommes. Fotigui en est fier et il souhaite la motivation de toute la population pour que le développement continue ainsi. Néanmoins, l'engagement de formateurs en alphabétisation constitue pour lui une préoccupation non encore réglée.

### **Zan (Diorila)**

Zan, jeune homme de 34 ans, est président de l'ADV depuis deux ans. Il a terminé neuf années de scolarité formelle (premier élève de l'école publique de Diorila), mais ensuite sa mère a voulu qu'il reste à ses côtés, car elle n'avait pas d'autres garçons. En plus de sa capacité de communication avec les gens de l'extérieur à travers la langue française, il travaille correctement, écoute les gens et est coopératif. Ces qualités lui ont permis d'obtenir la confiance de toute la population, et il a participé à plusieurs formations dispensées par les différents partenaires. Ainsi, il est au centre des activités collectives. Il est toujours actif dans les réunions ou les formations qui se passent dans la zone, et au cours d'alphabétisation aux villageois en même temps. Beaucoup d'expériences dans les actions du développement avec les ONG le nourrissent et il aime toujours apprendre. Parmi elles, la formation du SUCO l'a éveillé, parce que cette formation a donné aux populations du village toute la

responsabilité qu'ils n'ont jamais eue par d'autres ONG, en plus, elle leur a appris comment gérer les activités eux-mêmes. Le jeune président est, comme son village, *«en voie de développement»*.

### **Kéfa (Diorila)**

Vice-président de l'ADV de Diorila, Kéfa a 50 ans. Il est le premier formé en Bambara durant les années 1980. Dans sa génération, il est le seul instruit en langue arabe (il a fait l'école coranique pendant 11 ans). Depuis la fin de ses études, il a pris le goût d'apprendre et il est devenu formateur en alphabétisation. Actuellement, Kéfa travaille beaucoup dans l'agriculture avec l'OHVN<sup>29</sup> et il est un des paysans pilotes (le projet a invité les paysans voisins dans son champ) dans la zone. Avec ses propres expériences, il dit que l'agriculture est à la base du développement, et que l'éducation et l'argent sont primordiaux. Il craint que les jeunes partent en exode pour leurs intérêts personnels en négligeant le travail pour la société. Pour les femmes, il souhaite qu'elles soient complémentaires des hommes en accomplissant pleinement les tâches qui leur sont assignées. Pour ce faire, il faut que le nombre des femmes alphabétisées soit égal à celui des hommes.

### **Ousmane (Zantiébougou)**

Ousmane a 52 ans. Récemment, il a cédé sa place de président de l'association des jeunes de ce village à la nouvelle génération. Depuis qu'il était à ce poste, il aidait les femmes à gérer les activités collectives en tant qu'un des alphabètes du village (il est actuellement formateur en alphabétisation). Malgré qu'il n'ait pas fréquenté l'école, il est alphabétisé en langue Bambara et s'est intégré aux activités du développement avec cet outil. Il est un représentant des hommes au sein de l'Union des groupements féminins<sup>30</sup> et aussi secrétaire du groupement des femmes de Zantiébougou<sup>31</sup>. Selon son constat, les femmes, de nos jours, peuvent gérer leurs affaires sans recourir à des tierces personnes grâce à la formation. Elles ont commencé à se regrouper à plusieurs niveaux, ce qui a poussé les hommes à s'associer pour les travaux champêtres collectifs qui avaient disparu il y a plusieurs années. Ousmane joue le rôle d'intermédiaire entre le groupement des femmes et celui des hommes dans ce village (ici, les deux groupes travaillent séparément).

### **Modibo (Zantiébougou)**

Modibo a 38 ans. Il a fréquenté l'école primaire pendant quelques années, et plus tard, le cours d'alphabétisation. Cela lui a permis de travailler dans les activités de développement du village. Il est actuellement secrétaire administratif de l'AV qui s'implique dans la commercialisation du coton. Cette association ne s'intéressait autrefois qu'aux hommes, car les femmes n'avaient pas de champs de coton. C'est tout récemment que le projet avec lequel l'AV travaille a commencé à s'intéresser aux femmes dans la culture de riz, mais ces dernières ne sont toujours pas membres du



bureau. Quant aux projets destinés aux femmes, il n'est pas au courant de ce qui s'y passe. Il souhaite un centre d'alphabétisation pour que les femmes puissent sortir de l'obscurité et arriver au même niveau que les hommes.

### 2.4.3 Les intervenants d'ONG

En fin, nous présentons trois intervenants rattachés aux deux ONG considérées.

**Tableau 4: Les caractéristiques des intervenants d'ONG interrogés**

nom	titre	âge
Amadou	Formateur (ONG SUCO)	42
Salif	Conseiller en formation (ONG SUCO)	45
Aïcha	Animatrice (ONG AMPJ), chef d'antenne de Zantiébougou (projet ACAER*1)	39

\*1 ACAER: Action communautaire de l'aménagement et l'environnement rural

#### **Amadou (ONG SUCO)**

Amadou a 42 ans. Après 15 ans d'expérience dans l'enseignement au niveau de l'école primaire, il est actuellement agent de terrain depuis trois ans: il donne la formation aux populations des villages et suit leurs activités après la formation. Sa première intervention s'est déroulée au village de Diorila qui semblait être difficile à «accompagner». Avec ses expériences en enseignement et son courage, il a surmonté ces difficultés jusqu'à ce que les villageois soient éveillés pour la prise en charge de leur développement (avant ils étaient dépendants de l'aide extérieure). Amadou lui-même a beaucoup appris sur sa propre culture avec les populations qui participaient largement à sa formation. Parce que pour attirer l'attention des populations, il faut que le contenu de la formation soit proche du milieu ou de la culture sur lesquels ils se basent, donc souvent il demande l'aide des anciens qui connaissent mieux la culture traditionnelle. La formation exige l'art de la parole en langue locale pour sa réussite. Ses efforts lui ont apporté une grande satisfaction dans son travail et nous en sommes convaincus à travers ses expériences vivantes qu'il nous a racontées pendant l'entretien. Passionné et coopératif, il est un des accompagnateurs important du milieu.

#### **Salif (ONG SUCO)**

Salif a 45 ans. Il est un des plus anciens animateurs de la zone de Sanankoroba. Après 18 ans de carrière en enseignement à l'école primaire, il est devenu agent du SUCO en 1997, l'année où SUCO a commencé la systématisation de ses expériences précédentes pour les transposer aux autres villages qui demandaient l'aide pour le changement. Il a ensuite occupé le poste de coordonnateur dans la zone de Sanankoroba (depuis 1999). Il y a quatre mois, il est devenu conseiller en formation

chargé de toutes les zones d'intervention au Mali. Ses expériences en animation dans plusieurs villages lui permettent d'avoir d'excellentes connaissances du milieu et de riches informations dans le champ de l'éducation et du développement local. En plus, la chance qu'il a eue d'aller à l'extérieur du pays lui a permis de donner la formation en mettant l'accent sur sa propre culture (il est capable de concevoir la force de sa culture). Salif réfléchit toujours (comme d'autres agents du SUCO) sur une nouvelle approche du développement en milieu rural qui puisse réunir les meilleurs éléments de la tradition et de la modernité.

### **Aïcha (ONG AMPJ)**

Aïcha a 39 ans, elle est fonctionnaire dans un service local rattaché au ministère du Développement rural. Elle est basée à Zantiébougou depuis 1994, l'année où le projet de l'ACODEP (Appui aux collectivités décentralisées pour un développement participatif) a été lancé. Elle appuyait alors les femmes des villages environnants en alphabétisation et en gestion des activités génératrices de revenu. À partir de 1997, elle est conseillère technique dans la zone, en même temps, elle est nommée par l'AMPJ comme animatrice de l'Union des groupements féminins de Zantiébougou. Sa mission à ce dernier poste, est le contrôle des activités de l'union (suivi des documents financiers de l'union, la formation et le suivi des activités au niveau de groupement de village). Comme elle travaillait depuis longtemps avec les femmes de la zone, non seulement elle est aimée par les femmes, mais surtout elle a gagné la confiance de ces dernières. Elle est aussi la première femme qui va travailler avec les agriculteurs (hommes) dans le cadre du nouveau projet de son service: elle était la seule femme dans la formation préparatoire à ce projet. Aïcha est courageuse, mais elle est souvent tiraillée entre les règles de l'ONG et les femmes qui attendent certains changements souhaités.

## **2.5 La présentation des résultats d'entretien et l'analyse**

### **2.5.1 La participation des femmes aux programmes d'Éducation non formelle (ENF)**

Les femmes que nous avons interrogées ont participé à plusieurs formations dans le cadre de l'ENF dispensée par les différentes ONG ou les autres services d'encadrement. Nous allons essayer de connaître les programmes d'ENF auxquels les femmes ont participé dans leur vie et les événements autour de cette participation à travers les trois sections suivantes: les programmes d'ENF, les raisons de la participation et le déroulement des programmes.

#### **2.5.1.1 Les programmes d'ENF**

Nous allons identifier les programmes d'ENF auxquelles les femmes interrogées ont participé. La question fut posée exclusivement aux femmes, car notre

intérêt était de recenser toutes les formations qui avaient soutenu le changement des femmes et même celles faites en dehors de structures d'encadrement (deux ONG) auxquelles elles avaient été rattachées. Les programmes d'ENF mentionnés par les femmes de notre entretien sont indiqués au tableau 5.

**Tableau 5: La participation des femmes aux programmes d'ENF**

villages des répondantes	nom des répondantes	Alphabétisation	technique						Sensibilisation	conscientisation	
		alphabétisation	meunier	mécanique	élevage	maraîchage	artisanat	foyer amélioré	santé	organisation	animation
Douban	Awa	+	+			+					+
	Mamouné	+	+	+					+		+
	Assan	+	+		+						+
	Sira	+	+				+				
Diorila	Fatouma	±						+	+		+
	Mah	++					++		++		+
	Kadja	++							+		+
	Ami	+++++							+		+
Zantié-bougou	Ramatou	+	+						++	++	
	Oumou	+++	±						+		
	Binta	++	+								
	Djénéba	+++	+				+		+++		

\* Le nombre de + indique le nombre de programmes suivis ( ± signifie la participation non complétée).

### ▪ Types d'ENF

D'après le tableau ci-haut, les programmes auxquels les femmes de notre recherche ont participé peuvent être classés en quatre types de formation: 1) l'alphabétisation, 2) la formation technique (meunier, mécanique, élevage, maraîchage, artisanat, foyer amélioré, 3) la sensibilisation (santé) et 4) la conscientisation (organisation, animation).

La participation à l'alphabétisation est considérée comme la base de tous les apprentissages: toutes les femmes commencent par elle et une femme peut participer à plusieurs cours d'encadrement différent. Après l'alphabétisation, la sensibilisation concernant la santé est la plus répandue dans tous les villages. La formation technique et l'animation, en général, ciblent les villages (groupes) en rattachant aux autres activités génératrices du revenu ou communautaires fournies par les services d'encadrement.

## **Durée**

Selon les expériences de nos femmes enquêtées, nous pouvons classer en trois catégories la durée de l'ENF: 1) temps court d'un à 15 jours, 2) temps moyen d'un à trois mois (alphabétisation, mécanique et gestion de moulin) et 3) temps long de plus de six mois (alphabétisation et animation).

La plupart des formations reçues par les femmes furent organisées sur une courte période de temps, exceptée la formation de mécanicien (un mois), la gestion de moulin (un mois~), l'alphabétisation (45 jours à six mois) et l'animation du SUCO (un an).

## **Lieu de formation**

Les femmes interrogées ont été formées à l'intérieur et à l'extérieur de leur village. La formation intérieure cible le groupe ou s'adresse à la population en général et, dans la plupart de cas, encadre à long terme comme l'alphabétisation et l'animation. Par contre, la formation extérieure rassemble les représentants de différents villages à un endroit mieux localisé, dans ce cas, il s'agit de la formation à court terme et le service d'encadrement paye le per diem des participants.

### **▪ Services d'encadrement**

Les programmes d'ENF suivis par les femmes interrogées ont été encadrés par quatre services: 1) l'État ou des organismes para-gouvernementaux, 2) la municipalité, 3) les ONG nationales et internationales et 4) le village (comité d'alphabétisation).

Les services para-gouvernementaux ont une longue expérience d'encadrement, notamment dans le domaine de l'alphabétisation liée à la production agricole. Par contre, les programmes d'ENF dispensés par les ONG sont les plus nombreux; certaines ONG interviennent depuis longtemps et elles sont bien intégrées dans la zone concernée; d'autres ONG ne travaillent que dans un temps limité. Les ONG sont souvent mal réparties dans la zone géographique, elles se chevauchent les unes sur les autres en offrant souvent les mêmes activités dans un village. De multiples services d'encadrement interviennent dans les villages de notre recherche, notamment dans le village de Diorila. À part des programmes de l'ENF, ces structures fournissent d'autres services tels que les infrastructures, la caisse d'épargne, la commercialisation agricole, le stock céréalier, des mesures environnementales, etc.

## **État des connaissances**

Les connaissances que reçoivent les femmes à l'ENF ont-elles des liens avec celles déjà acquises par les instructions précédentes? Selon les femmes interrogées, par l'éducation formelle, elles ont appris l'écriture en français, le calcul et la notion d'hygiène. Quant à l'éducation dans le milieu familial, les différentes connaissances sont acquises par deux voies principales:

- voie maternelle: comportements (respect des gens), travaux ménagers, moralité, hygiène, soin des enfants, entretien de la famille, petit commerce et cueillette de noix;
- voie paternelle: travaux champêtres, surveillance des animaux, conduite des bœufs, localisation de la termitière (élevage de volaille), moralité, compréhension du coran, et études scolaires (suivi).

Les connaissances concernant le soin des enfants, l'hygiène, la prévention contre la maladie ne sont pas nouvelles, mais elles permettent aux femmes de se perfectionner grâce à l'ENF. Par contre, il y a beaucoup de nouvelles connaissances comme nous le confie Fatouma: *«je ne connaissais pas avant ce que j'ai appris au cours de la formation; pour ce qu'on apprend, il y a des bénéfices, le minimum appris reste dans la tête et pénètre facilement dans la société»*.

### **2.5.1.2 Les raisons de la participation des femmes à l'ENF**

Nous allons savoir comment les femmes arrivent à participer à l'ENF, en considérant les deux angles suivants: recrutement et décision des femmes quant à leur participation. Ces questions furent adressées à tous les interlocuteurs de notre enquête: les femmes, les représentants des associations villageoises (hommes) et les intervenants (ONG).

#### **Recrutement**

##### **Point de vue des femmes**

Quatre femmes de Douban interrogées expliquent que c'est le village (le chef du village et ses conseillers) qui a choisi les participantes à la formation. Dans ce cas, les anciens élèves (de l'éducation formelle) sont les premiers à être ciblés, affirme Awa. À Diorila, des fois les vieilles femmes sélectionnent les participantes à la place des anciens. La confiance et le courage sont les critères importants, après la compétence en écriture. Dans le cas de Zantiébougou, toutes les femmes interrogées disent que le village fait le recrutement, mais parfois la personne engagée dans le programme peut désigner une femme. La participation à la formation dépend aussi de la volonté de chacun. Fatouma et Binta ont elles-mêmes proposé leur participation à l'ENF. Ramatou a demandé au responsable de programme si elle pouvait y assister même sans rémunération et elle a été acceptée au tout début de ses expériences en matière de l'ENF.

##### **Point de vue des représentants du village**

Les représentants du village de Douban et Diorila témoignent que les ONG demandent au village tel nombre de femmes. S'il s'agit de tous les foyers, c'est le chef de famille, sinon c'est le vestibule<sup>32</sup> qui fait la sélection des femmes pertinentes (capables de travailler correctement ou alphabétisées). Souvent les anciens confient ce

choix aux vieilles femmes. Quant à Zantiébougou, s'il s'agit de recrutement des femmes, les anciens appellent les vieilles pour dire l'objectif et ensuite celles-ci choisissent les participantes. Dans le cadre de l'alphabétisation par les villageois, l'animateur s'adresse à tout le monde en informant le chef du village.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Les intervenants du SUCO expliquent leur approche: au moment de la négociation<sup>33</sup>, le village engage la participation de toute la population à la formation, cela sous-tend une participation volontaire. Selon Amadou, la parole donnée a beaucoup de valeur dans cette société, ainsi tout le monde a accès à la formation. Quant à l'approche de l'AMPJ, Aïcha explique que, en général, le projet appelle deux femmes par village qui sont sélectionnées parmi les alphabétisées en Bambara.

### **• Décision des femmes de participer**

#### **Point de vue des femmes**

Quand elles ont été informées de leur sélection, les quatre femmes de Douban ont décidé d'y participer. Cela plaisait à Mamouné, Assan et Sira car elles augmentaient leurs connaissances. Quant à Awa, elle était contente d'être choisie par le village. Assan ajoute que c'était le choix des anciens, donc elle ne pouvait pas faire autrement. Selon les femmes de Diorila interrogées, toutes les quatre étaient contentes d'être choisies, ce qui faisait la preuve de la confiance que leur témoignent les villageois et elles pensaient que la formation pourrait leur donner plus de connaissances. Pourtant, Kadja avait peur au début, car c'était la première fois qu'elle participait à une formation. Les femmes de Zantiébougou interrogées étaient heureuses d'être recrutées sachant qu'elles pourraient ainsi détenir plus de connaissances.

#### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Les intervenants ont aussi répondu à notre question de savoir pourquoi les femmes participent à l'ENF ou de ce qu'elles en attendent. Selon Amadou, elles s'intéressent d'abord à l'argent qui vient à la fin de la formation. Mais, au fur et à mesure que le cours avance, elles y prennent goût. Salif ajoute que c'est par un commun accord qu'on accepte d'y participer, sinon les hommes disposent de tous les fonds (que SUCO alloue), sans tenir compte des femmes et celles-ci finissent par se démobiliser. Aïcha affirme que c'est volontairement que les femmes viennent à la formation.

#### **2.5.1.3 Le déroulement des programmes d'ENF**

Pendant la participation aux programmes de l'ENF, comment les femmes conciliaient-elles cette formation avec les affaires familiales? Quels étaient les facteurs qui favorisaient la continuation de ces formations? Quels étaient les points forts et faibles

de ces formations? Est-ce qu'elles ont rencontré des problèmes au cours de la participation à l'ENF? Nous avons posé ces questions à tous les répondants et répondantes.

## ▪ Organisation du temps

### Point de vue des femmes

Afin de participer à l'ENF, la plupart des femmes doivent fournir des efforts pour arranger les travaux ordinaires, sauf Ramatou et Binta qui n'avaient pas pris de mesures spéciales. Généralement, elles exécutent tôt le matin tous ceux qu'elles doivent faire avant de partir. Pendant la formation, elles étaient donc fort occupées, mais cela était important pour elles et ces efforts ont été récompensés, témoignent Fatouma et Mah.

### Point de vue des représentants du village

Selon Zan et Modibo, en général, les femmes peuvent organiser leur emploi du temps, donc il y a moins de problèmes pour la participation. Oumar et Kéfa pensent que, souvent, il est nécessaire de consacrer du temps pour gagner quelque chose de précieux. Au niveau de la famille, Modibo affirme que beaucoup d'hommes acceptent que leur femme s'absente pour aller à la formation.

## ▪ Motivation des femmes pendant la formation

### Point de vue des femmes

Toutes les femmes que nous avons interrogées étaient motivées pendant la durée de la formation. Selon Fatouma, la poursuite de la formation était plus importante que d'aller au champ, même pendant l'hivernage. Quant à Binta, son désir de savoir était tellement grand qu'elle a pu maintenir sa motivation.

### Point de vue des représentants du village

Deux représentants de Douban confirment que les femmes étaient motivées pour suivre la formation. À Diorila, Zan trouve que les femmes sont souvent plus motivées que les hommes et elles pensent qu'elles sont en retard dans la formation par rapport aux hommes. Bien que les femmes sélectionnées soient généralement motivées, certaines sont démobilisées à moins qu'on leur propose des cadeaux en nature ou en espèce. Selon Kéfa, la formation thématique est plus motivante pour les femmes que l'alphabétisation générale. À Zantiébougou, Ousmane explique que les femmes sont motivées dans un nouveau contexte: les femmes formées sont enviées par celles qui n'ont pas eu la formation et les premières cherchent à savoir plus.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Selon les agents du SUCO, les femmes sont plus motivées à recevoir une formation que les hommes. Notamment, dès que les femmes sentent que l'argent investi permet de générer un revenu à travers certaines organisations, elles se mobilisent fortement. L'animatrice de l'AMPJ sensibilise celles qui n'ont pas la motivation, en disant qu'*«une femme instruite rend la famille instruite, le village instruit, jusqu'à la nation»*.

### **• Points forts et points faibles des programmes d'ENF**

#### **Point de vue des femmes**

À Douban, trois femmes pensent que la formation permet d'augmenter les connaissances utiles. Selon Awa, le fait de former les femmes meunières (ce métier était réservé à l'homme auparavant) a eu un grand impact dans la zone et elles sont très fières de la confiance que leur témoignent les agents de l'ONG ainsi que les personnes des villages voisins. En ce qui concerne l'approche du SUCO, Mamouné estime que l'application de la démocratie est bénéfique dans la vie pour tout le monde. L'implication de toutes les populations dans le programme constitue une autre force pour Awa. La faiblesse des programmes réside dans les non-disponibilités des femmes pour des raisons familiales: Mamouné énonce qu'en cas de visites, elle doit s'absenter du cours pour la préparation de repas. La formation qui a lieu la nuit est plus convenable mais fatigante selon Mamouné et Assan.

À Diorila, d'après Ami, la formation est considérée comme porteuse de nouveauté. Fatouma apprécie la formation concernant l'espacement des naissances et Mah en calcul pour ses avantages dans la vie quotidienne. En ce qui concerne l'approche, la théorie est liée à la pratique, et le fait qu'il n'y ait pas de différence entre les alphabètes et les non-alphabètes est appréciable dans le système du SUCO. Fatouma et Kadja pensent qu'il est difficile de faire comprendre à tous à la fois dans l'apprentissage de masse, car tout le monde n'a pas le même rythme de compréhension; elles souhaitent que la formation soit continue. Selon Ami, les non-disponibilités des femmes pour des raisons familiales constituent une faiblesse.

À Zantiébougou, trois femmes estiment que la force des programmes d'ENF est de fournir des connaissances utiles dans la vie. Djénéba croit qu'être alphabète amène les gens à la réussite dans le travail. La faiblesse de l'approche de l'AMPJ énoncée par deux femmes est le manque de soutien financier: Oumou pense qu'elle pourrait gagner un peu ailleurs pendant ce temps; le fait de n'être pas payée dans le travail assigné après la formation décourage Djénéba.

#### **Point de vue des représentants du village**

Les représentants de Douban témoignent des points forts des programmes d'ENF en ce qui concerne la transparence des activités collectives et l'autogestion du moulin



par les femmes. Par ailleurs, le point faible se situe dans le fait que les leaders des différents comités qui travaillent pour le village après la formation ne sont pas rémunérés. De plus, le transfert des connaissances à la deuxième génération ne serait pas assuré.

D'après les représentants de Diorila, Zan apprécie la formation du SUCO à la démocratie laquelle aurait un grand impact dans le village: tout le monde a compris l'importance de la participation généralisée et respecte désormais ce principe. Il pense aussi que le fait que la théorie soit liée à la pratique et le règlement intérieur du village d'après la mini-constitution villageoise constituent également les points forts. Kéfa estime que l'ENF permet d'augmenter le nombre d'alphabétisés et de former, disons les ressources humaines pour le développement du village. Selon lui, *«le développement est proportionnel au nombre des personnes alphabétisées ou formées»*.

Quant aux représentants de Zantiébougou, Ousmane attribue aux programmes d'ENF le point fort suivant: ils augmentent les connaissances. Parmi les points faibles, Modibo mentionne le non-paiement d'un «per diem» et le changement de formateur (en alphabétisation) qui retarde le rythme d'apprentissage.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Selon les intervenants, la force de la formation du SUCO est d'abord la responsabilisation de la population qui était auparavant dans un état d'attentisme face à l'aide. Les intervenants fournissent les moyens mais les populations sont responsables face à leur destin. Pour ce faire, la formation est destinée à tous et le respect de la culture du milieu est la base de celle-ci. L'outil de règlement démocratique contre certains conflits à l'intérieur du village constitue une force importante pour la mise en marche des activités collectives. La faiblesse de ce programme résiderait dans la non-rémunération des leaders (membres de l'AVD) selon Amadou, et l'insuffisance des ressources humaines alphabétisées, selon Salif.

L'animatrice de l'AMPJ, Aïcha pense que le fait d'organiser des femmes de 15 villages pour un objectif commun constitue une force qui crée des activités rémunératrices au profit des femmes. Comme faiblesse du programme, elle mentionne la non-satisfaction des femmes de l'union par rapport à l'introduction de la machine qui n'extrait pas directement l'huile des amandes du karité.

### **▪ Difficultés rencontrées**

#### **Point de vue des femmes**

À Douban, Awa nous confie que quand les femmes s'engagent dans la formation pendant un moment, elles doivent délaissier certains travaux importants comme la recherche de bois ou l'extraction de beurre de karité. Sira, quant à elle, se plaint du fait que *«si tu n'es pas intelligent, tu ne peux pas suivre le cours malgré que tu aies la volonté»*. Par ailleurs, selon Awa, la formation de meunier nécessitait beaucoup

d'efforts physiques qui courbaturaient les femmes. Pour Mamouné, le manque du matériel didactique constituerait une contrainte pour apprendre au maximum.

À Diorila, trois femmes expriment qu'il n'y a pas eu de difficulté. Sauf Mah qui a rencontré une difficulté en ce qui concerne le cadeau (le fruit de karité) qu'elle offrait à l'enseignant: s'il n'y a pas beaucoup de récolte, les apprenantes ne peuvent rien garder pour elles.

À Zantiébougou, Ramatou et Binta affirment qu'il n'y a eu aucune difficulté. Selon Oumou, à cause du manque de récompense, certaines femmes sont découragées, et celles-ci se retirent petit à petit. Djénéba se plaint de la conciliation difficile entre le travail domestique et la formation; si elle ne trouve personne qui la remplace, elle se décourage de continuer la formation.

### **Point de vue des représentants du village**

Les représentants de Douban et Diorila trouvent que la continuité de l'alphabétisation pose un problème après le départ de l'ONG. Le manque de moyen financier pour récompenser le formateur villageois empêche de continuer l'alphabétisation au village. À Diorila, Zan se plaint du fait qu'il n'y avait pas souvent une participation totale à la discussion hors de la formation participative; il y aurait ceux qui parlent et ceux qui se taisent.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Les intervenants témoignent au sujet des contraintes à la participation des femmes à l'ENF. Amadou fait le constat que pendant la formation, les femmes ne participent pas pleinement. Selon lui, cela s'expliquerait par la tradition: en général, les femmes ne parlent pas en public, les jeunes femmes non plus ne parlent pas devant les vieilles. Au fil du temps, il y a des femmes qui défendent leurs causes contre les hommes pendant le débat.

L'animatrice de l'AMPJ explique que certaines femmes abandonnent la formation parce qu'elles ne reçoivent pas de «per diem».

### **2.5.2 Les perceptions de l'éducation des femmes**

Notre intérêt consistait à savoir comment les femmes, les représentants du village et les intervenants perçoivent l'éducation des femmes, soit l'alphabétisation, l'éducation formelle et l'éducation familiale en mettant en lumière la spécificité de l'ENF. La question portait sur les quatre points suivants: les chances et capacités d'apprendre pour les femmes; la pertinence de l'alphabétisation des femmes en vue de développement du village et la différence entre les femmes alphabétisées et non alphabétisées; le rôle de l'éducation formelle; et le rôle de l'éducation familiale.

### **2.5.2.1 La chance et la capacité d'apprendre pour les femmes**

La chance et la capacité d'apprendre devraient-elles être égales entre les hommes et les femmes? Cette question fut adressée seulement aux deux groupes qui vivent dans le milieu: soit aux femmes et aux représentants du village.

#### **Point de vue des femmes**

Les quatre femmes interrogées de Douban pensent que celles-ci devraient avoir la même chance d'apprendre que les hommes. En fait, Assan affirme qu'elles ont la même chance dans le cadre de la formation de meunier qui était réservée aux hommes auparavant. Néanmoins, quand il s'agit de la capacité d'apprendre, trois femmes estiment que la capacité des hommes serait plus grande que celle des femmes. Selon Assan, le taux de scolarisation des hommes est plus élevé que celui des femmes, par conséquent, ils en savent plus qu'elles. Elle témoigne que les filles s'adaptent mieux que les garçons jusqu'à 15 ans environ, alors que ces derniers dépassent les premières au-delà de cet âge. Sira soutient quand même que les femmes et les hommes ont les mêmes capacités.

Parmi les quatre femmes interrogées de Diorila, Fatouma et Mah pensent que les femmes devraient avoir la même chance d'apprendre que les hommes. Par contre, Kadja et Ami trouvent qu'ils n'ont pas la même chance en réalité. Selon Kadja, pour les filles, la scolarisation dépend des parents; jusqu'à présent, les parents préféreraient que les garçons aillent à l'école et que les filles travaillent à la maison avec eux. Quant à l'alphabétisation, Ami affirme que les femmes y sont plus nombreuses que les hommes, car cette formation s'adresse aux femmes plus qu'aux hommes. Pour Fatouma et Ami, les hommes et les femmes ont la même capacité d'apprendre; il y a des femmes qui sont intelligentes au même titre que les hommes. Par contre, Mah et Kadja pensent que les hommes comprennent plus vite que les femmes, parce que la majorité d'entre eux ont suivi des cours préliminaires. Selon Kadja, les femmes ont honte de parler devant les gens (*«elles ont un complexe d'infériorité»*) et une femme mariée se fait tant de soucis qu'elle ne peut pas se concentrer sur ses études: même si elle a la possibilité de continuer celles-ci, souvent elle les abandonne en tenant compte des conditions de la famille conjugale.

Trois femmes de Zantiébougou interviewées soulignent que les femmes devraient avoir la même chance d'apprendre que les hommes. Oumou pense que les femmes sont plus formées que les hommes par le fait que beaucoup de projets s'adressent aux femmes et que beaucoup de filles vont à l'école de nos jours. Concernant la capacité d'apprendre, Ramatou et Binta insistent sur le fait que les femmes ont une compétence égale à celle des hommes. Djénéba, quant à elle, affirme que les hommes sont plus disponibles pour les études que les femmes.

### **Point de vue des représentants du village**

Les représentants de nos trois villages pensent que la capacité d'apprendre est égale entre les femmes et les hommes, sauf Fotigui. Selon lui, il y a une différence dans la capacité d'apprendre entre les femmes et les hommes: un homme qui n'a pas fait l'école dépasse une femme qui a fait trois ans à l'école dans le cours d'alphabétisation. Quant à la chance d'apprendre, beaucoup de représentants interrogés affirment que le taux de scolarisation des garçons est plus élevé que celui des filles et que cette différenciation est due à la méconnaissance de l'importance de la scolarisation des filles par les vieilles générations. D'après Zan, même dans le cours de l'alphabétisation, le nombre de néo-alphabètes hommes est plus grand que celui des femmes<sup>34</sup>.

#### **2.5.2.2 La pertinence de l'alphabétisation des femmes en vue du développement, et les différences entre les femmes alphabétisées et non alphabétisées**

Nous avons posé les questions suivantes à nos trois groupes d'interlocuteurs: comment perçoivent-ils la pertinence de l'alphabétisation par rapport au développement? Perçoivent-ils des différences entre les alphabètes et non-alphabètes?

### **Point de vue des femmes**

Neuf des douze femmes interrogées supposent qu'il y a un lien entre l'alphabétisation et le développement du village. Sans l'alphabétisation, le développement serait difficile, voire impossible. D'abord, elle mènerait les populations à la conscientisation, ensuite, ce sont les alphabètes qui mettent en marche des activités collectives qui déclenchent le développement du village. Fatouma souligne que *«l'écriture est indispensable pour tout ce qu'on veut entreprendre aujourd'hui: pour manipuler l'argent, il faut savoir écrire...»*. Selon Oumou, le rôle d'une alphabète est d'être intermédiaire entre les villageois et les ONG. Fatouma pense qu'un taux élevé de personnes alphabétisées est préférable pour le développement: *«une majorité alphabétisée est plus intéressante qu'une minorité»*.

Selon Ramatou, la différence entre les femmes alphabétisées et non alphabétisées se situerait dans la manière de vivre (les premières vivraient mieux). Pour Kadja, Binta et Djénéba, les alphabètes peuvent mieux travailler dans certains domaines, d'autant plus qu'elles ont des connaissances utiles (tenue de cahier pour le commerce, utilisation de fertilisants pour la culture agricole, etc.). Selon Sira, la femme alphabète peut gérer toute seule ses problèmes, si non il y a beaucoup de travaux qu'une femme ne peut pas faire tels que la gestion d'une grande somme d'argent, la rédaction d'une lettre, etc., sans une certaine connaissance en écriture.

### **Point de vue des représentants du village**

D'après les représentants des villages, la différence entre les femmes alphabétisées et non alphabétisées se retrouverait à deux niveaux: collectif et individuel. Au

niveau collectif, selon Oumar, *«si tu n'es pas alphabétisée, tu ne fais que suivre les autres»*. En plus, la non-maîtrise de l'alphabétisation (en gestion) ralentit le fonctionnement du projet de moulin. Au niveau individuel, trois représentants des villages de Douban et Diorila disent que la différence se situe dans les comportements tels que la manière de saluer, de parler en public, de s'habiller, de marcher et même de faire du commerce. Également, deux représentants de Zantiébougou affirment que les femmes alphabétisées savent gérer les affaires quotidiennes, tandis que celles non alphabétisées seraient souvent handicapées dans certaines situations. Ousmane témoigne aussi du fait que les femmes alphabétisées connaissent le contrôle de leur corps (espacement des naissances, date d'accouchement, etc.).

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

La compétence en alphabétisation est une exigence pour l'approche du SUCO. Alphabétisé ou non, tout le monde peut retenir l'essentiel grâce à la langue maternelle, toutefois l'exercice pratique passe par la maîtrise de l'alphabétisation. Selon Salif, l'avantage de l'alphabétisation est qu'elle favorise la participation à la prise de décision par la mise en application des connaissances acquises. Il poursuit que les femmes alphabétisées sont plus autonomes par rapport à la gestion de leur revenu, par conséquent, l'estime de soi se développe plus vite. Néanmoins, quand il s'agit des conditions de vie, Salif et Aïcha ont la même idée qu'il y a des femmes non alphabétisées qui vivent mieux que celles alphabétisées. C'est dire que cette compétence est une des conditions de l'amélioration de vie, mais qu'elle n'est pas suffisante. Selon Amadou, une alphabète peut aussi apprendre facilement de nouvelles compétences grâce à ses connaissances acquises.

#### **2.5.2.3 Le rôle de l'éducation formelle**

Ici la question était de savoir si l'éducation formelle des filles leur permet de mieux garantir leur avenir. Cette question fut adressée seulement aux femmes.

Les trois femmes de Douban de notre entretien se disent d'avis que l'éducation formelle permet l'accès à un travail rémunéré (fonctionnaire). Trois femmes de Diorila estiment que toute éducation est utile, notamment l'éducation par l'école. Les gens n'abandonnent pas les études volontairement, mais ce sont les parents qui ne peuvent pas faire face aux frais de scolarité, à partir d'un certain niveau. Selon Ramatou, l'éducation formelle permet d'accéder à beaucoup de choses, c'est le moyen d'aller en avant. La compréhension de leurs droits et devoirs par les filles inquiète les parents du fait qu'elles refusent alors de se marier tôt. Ce phénomène pousse les parents à déscolariser leur fille pour la donner en mariage: faisant référence au cas de sa sœur, Ramatou affirme: *«quand on la voit maintenant, elle est comme quelqu'un qui n'est pas allée à l'école, alors qu'elle a le diplôme d'étude fondamentale»*. Selon Oumou, l'école facilite aux filles leur vie, même leur mariage. Elle poursuit: *«Si on envisage de donner en mariage une fille, son partenaire est cherché parmi les intellectuels, et ceux-*

*préfèrent les instruites. Si tu ne l'es pas, tu dois rester à trimer dans le milieu rural, c'est un avantage pour les filles d'étudier».*

Djénéba soutient que certains parents laissent leurs filles continuer leurs études, même arrivées à l'âge de mariage, cela dépend beaucoup de leur courage. Toutefois, Ami confirme que si elles abandonnent l'école, elles le regretteront plus tard. Kadja, quant à elle, justifie ainsi ce regret: une femme qui ne continue pas ses études se marie tôt, mais elle ne peut pas subvenir à ses besoins matériels (un homme ne peut pas faire face à tous les besoins de la femme), alors qu'elle n'a pas de moyen de chercher l'argent par elle-même.

#### **2.5.2.4 Le rôle de l'éducation familiale**

Dans cette section, nous avons posé la question aux femmes sur ce qu'elles trouvent d'important pour l'éducation de leurs filles au sein de la famille. Ici, nous tentons également de vérifier si le rôle d'éducation de la mère joue fortement sur la vie de sa fille.

À Douban, pour les filles, trois femmes mettent l'accent sur l'importance de l'éducation aux travaux domestiques et au petit commerce, et deux femmes au savoir-faire en société. À Diorila, Kadja trouve qu'apprendre les travaux domestiques est plus important pour les filles, et trois autres ont souligné l'importance pour les filles d'aller à l'école. Quant à Zantiégoubou, toutes les femmes ont mis en première position le soutien à la fréquentation scolaire. Djénéba pense que les travaux domestiques et le savoir-faire en société sont aussi importants à apprendre pour les filles.

#### **2.5.3 Les acquis de l'ENF et le changement des femmes**

À travers plusieurs formations qu'ont reçues les femmes de notre recherche, des changements sont-ils survenus dans leur vie quotidienne? Nous nous sommes centré sur les trois principales questions suivantes: les acquis des connaissances et l'amélioration de la vie quotidienne, le changement au niveau personnel et le changement relationnel (au sein de la famille).

##### **2.5.3.1 Les acquis de connaissances et l'amélioration de la vie quotidienne**

Nous nous intéressons ici aux acquis des femmes par l'ENF, plus particulièrement du côté des connaissances liées à l'exercice d'une activité et des améliorations menées par ces premières. Ces questions furent adressées à tous nos interlocuteurs et interlocutrices.

#### **Point de vue des femmes**

Les acquis de connaissances (savoirs) par l'ENF et l'amélioration de la vie quotidienne que les femmes de notre entretien ont mentionnés sont répartis en 24 dimensions indiquées au tableau 6.

La gestion des activités collectives est la plus énoncée (7 réponses), cette connaissance est renforcée par sa pratique après la formation. Les connaissances sanitaires sont aussi largement explicitées par plusieurs femmes, ce qui fait croire que ces acquis touchent directement à leurs préoccupations quotidiennes. L'amélioration de la gestion privée est également mentionnée par certaines femmes dans notre entretien comme Oumou: *«si quelqu'un vient à me confier une certaine somme, tout de suite, je fais une note devant l'intéressé. Un jour, il ne pourra pas venir me mentir en disant qu'il m'a donné telle somme, alors que ce n'était pas ça»*. Assan et Binta sont convaincues que la maîtrise de la pesée permet aux femmes d'éviter la tromperie des commerçants de beurre du karité. L'augmentation du revenu est plutôt due aux nouvelles activités lancées après la formation (travaux de meunier, formation dans les autres villages, petit commerce et augmentation de la quantité de beurre du karité par la machine), mais cela ne veut pas dire que la recette de l'ancien commerce a eu une augmentation pareille. Les femmes de Douban et Diorila se penchent sur l'organisation en groupe (fonctionnement de l'association villageoise) et la vie civique (démocratie, décentralisation) à la suite de la formation, alors que les femmes de Zantiébougou se concentrent plutôt sur l'amélioration de la compétence en écriture et en calcul.

### **Point de vue des représentants du village**

Les représentants de trois villages font état des acquis de connaissances et l'amélioration de la vie quotidienne des femmes. Leurs observations sont similaires à celle des femmes: la gestion des activités collectives, la notion de la décentralisation, le fonctionnement du moulin, la connaissance sanitaire, la technologie, la compétence en alphabétisation et l'augmentation du revenu (par le lancement d'un commerce).

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Les intervenants mentionnent, à leur tour, certains acquis des femmes dans le domaine de la gestion, de l'organisation des activités collectives, de la technique, des connaissances sanitaires, l'amélioration du revenu et la compétence en écriture et en calcul. Amadou témoigne que l'augmentation du revenu a touché non seulement les femmes alphabétisées mais aussi les non alphabétisées. Il parle de la réussite d'une femme non alphabétisée dans un de ses villages encadrés qui pratique l'amortissement du capital: *«Avec l'argent que j'ai reçu, je vais payer les ustensiles à Bamako, je les vends, mais chaque fois que je viens vendre les marchandises, je mets une tasse à côté. (...) aujourd'hui, les tasses que j'ai épargnées constituent mon nouveau stock. Bon, c'est mon capital, j'ai déjà un stock ici»*.

**Tableau 6: Les acquis de connaissances et l'amélioration de la vie par l'ENF**

savoirs/améliorations	Douban				Diorila				Zantiébougou				T
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
<b>▪ savoir...</b>													
gérer des activités collectives	+				+	+	+		+		+	+	7
gérer le compte privé		+				+	+			+			4
analyser la rentabilité			+										1
organiser des groupes					+	+	+						3
la technique d'enquête villageoise			+										1
les principes de la démocratie	+		+					+					3
la décentralisation			+		+			+					3
former d'autres personnes	+												1
fonctionner le moulin	+												1
réparer le moulin		+											1
l'hygiène corporelle		+						+					2
le soin des enfants		+	+		+			+				+	5
cuisiner		+											1
la nutrition			+		+	+						+	4
la prévention contre maladie			+		+	+		+	+			+	6
la salubrité					+	+		+		+		+	5
l'espacement des naissances					+	+			+				3
construire le foyer amélioré					+								1
<b>▪ améliorer...</b>													
le Bambara									+				1
la compétence du calcul			+							+	+		3
le français									+				1
la qualité et la quantité de beurre du karité											+	+	2
(augmenter) le revenu	+	+		+				+		+			5
le rendement maraîcher	+					+				+			3
Total	6	6	8	1	9	8	3	7	5	5	3	6	

\* les chiffres correspondent à l'ordre des répondantes suivant le tableau 5.

Pour Aïcha, les femmes alphabétisées sont devenues exemplaires dans tous les domaines de la vie quotidienne (ex. entretien de famille, prise de médicament) aux yeux des femmes non alphabétisées. C'est pour cela qu'elles sont enviées par les autres femmes comme un des représentants de Zantiébougou l'a affirmé plus haut. Selon Aïcha, les acquis ne sont pas toujours mis en application à cause de multiples contraintes: «Les femmes ont très bien compris notre technique de l'extraction du beurre de karité (la fiche technique de pré-traitement des noix du karité). Elles



*peuvent même réciter comme une leçon. Mais la mise en pratique est beaucoup plus difficile»...*

Le problème est que cette technique (amande bouillie et séchée au soleil) est difficile et demande beaucoup de temps. En plus, il y a des villages qui n'ont pas de four pour sécher les amandes. À cause de ces contraintes immédiates, les femmes laissent tomber cette technique, même si elles la trouvent intéressante.

### **2.5.3.2 Le changement au niveau personnel**

#### **▪ Changement d'attitude, de comportement et dans la confiance en soi**

Les changements au niveau personnel des femmes, soit leurs attitudes, leurs comportements ou leur confiance en soi sont-ils perçus après avoir participé à l'ENF? Ces questions furent adressées à nos trois groupes de répondants.

#### **Point de vue des femmes**

Les changements personnels mentionnés par les femmes interrogées se déclinent sous 14 dimensions, dont 11 se rapportent à des changements dans les attitudes personnelles et trois à des changements dans leurs relations avec les autres. Les résultats sont indiqués au tableau 7.

Huit femmes sur douze racontent que leur comportement envers d'autres personnes a changé après la formation. Pour Djénéba, la relation personnelle est plus facile maintenant, *«je sais comment me comporter avec d'autres personnes»*. Selon Mah, *«je peux éviter le petit conflit avec la bonne réflexion»*. Sept femmes, dont quatre de Zantiébougou, affirment qu'elles savent mieux gérer les activités quotidiennes, ce qui peut se traduire dans plusieurs domaines tels que la gestion du commerce, la relation personnelle, l'entretien de la famille, etc. Kadja met maintenant en ordre ses travaux (semis, cuisine). Ramatou, quant à elle, planifie son commerce: *«avant, tout ce que je faisais n'était pas planifié. Maintenant, je comprends l'utilité de cet argent que j'épargne»*. La prise de parole constitue un autre changement important. Selon Kadja, *«avant, je ne pouvais pas parler devant les gens, surtout les hommes. Maintenant je peux parler librement»*. Djénéba témoigne de son changement personnel: *«je suis respectée en tant que collaboratrice de l'agent de santé quand j'accompagne quelqu'un»* (au centre de santé communautaire). Autrement, Kadja, qui n'a jamais été à l'école mais qui est une des meilleures en alphabétisation, a constaté une plus grande amélioration au niveau personnel (6 dimensions: organisation du travail, esprit d'épargne, désir l'enfant scolarisé, bonne réflexion sur le sujet traité, parole en public et comportement envers d'autres personnes).

**Tableau 7: Le changement personnel à la suite de la participation à l'ENF**

changement personnel	Douban				Diorila				Zantiébougou				T
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
<b>• attitudes</b>													
organisation du travail	+						+			+			3
ne pas recourir aux autres	+			+									2
compréhension facile			+										1
ouverture d'esprit			+								+		2
esprit d'épargne				+			+		+				3
désir l'enfant scolarisé							+						1
meilleure gestion des activités quotidiennes	+		+		+				+	+	+	+	7
bonne réflexion sur le sujet traité							+		+				2
manière de chercher l'argent		+						+					2
parole en public					+		+						2
être respectée												+	1
<b>• rapports avec les autres</b>													
comportement envers d'autres personnes (savoir-être)	+		+			+	+	+	+		+	+	8
faire connaissances (visite)		+											1
être désignée à la formation			+										1
Total	4	2	5	2	2	1	6	2	4	2	3	3	

\* les chiffres correspondent à l'ordre des répondantes suivant le tableau 5.

En ce qui concerne la confiance en soi, trois femmes de Douban (sauf Awa qui a fait l'école jusqu'en cinquième année) expriment qu'elles se sentaient inférieures avant la formation. Actuellement, Sira ne se sent plus inférieure. Assan et Mamouné soulignent d'abord qu'elles ne se mettent pas au-dessus des autres. Néanmoins, Assan sent qu'elle sait s'autogérer et qu'elle est écoutée, mais elle se sent toujours inférieure devant les gens qui parlent en français.

Pour les femmes de Diorila, Fatouma explique le fonctionnement de la société en disant qu'il n'y a pas à se sentir inférieure parmi les villageois: *«La seule différence est que quand le travail d'intellectuel se présente, celles qui ont appris peuvent faire ça, alors que celles qui n'ont rien appris doivent rester à côté regarder les gens qui sont en train de travailler»*.

Toutefois, les quatre femmes de ce village confient qu'elles se sentaient inférieures avant la formation, même Ami qui était avancée par rapport aux autres grâce à sa scolarisation. Toujours Fatouma: *«Je me sentais inférieure avant, parce que ma manière est différente et ma compréhension aussi. Maintenant, je suis très*

*différente du passé, si j'étais intellectuelle, nous aurions échangé directement (avec toi). (...) Je sens une petite différence entre celle qui n'a rien appris et moi».*

Actuellement, les trois autres femmes se sentent un peu supérieures; *«je suis tranquille»* dit Kadja.

Les femmes du village de Zantiébougou également affirment qu'il n'y a pas de différence entre les gens. S'il s'agit du plan intellectuel, Ramatou se sent supérieure aux autres. Oumou et Binta trouvent qu'elles peuvent mieux autogérer leur vie par rapport aux autres avec les connaissances qu'elles ont acquises grâce à la formation. Djénéba, quant à elle, se sentait inférieure avant, maintenant elle *«se sent à l'aise»*.

### **Point de vue des représentants du village**

Les représentants de Douban constatent un changement personnel des femmes sous plusieurs aspects. D'abord, selon Oumar, elles ne recourent plus à l'homme au moment de la vente de certains produits. Fotigui estime qu'une femme formée est capable de diriger un travail, celle-ci pourrait remplacer l'homme en famille. En plus, actuellement elles peuvent bien s'exprimer en public.

*Ce n'était pas facile pour une femme de s'exprimer devant le public, (...) une fois elle s'exprimait devant le public, il y avait déjà le complexe, donc elle perdait le contrôle de soi, elle ne pouvait pas s'exprimer convenablement. Maintenant, elles sont tellement habituées, grâce aux différentes formations, à s'exprimer comme il faut.*

Les représentants de Diorila comme ceux de Douban observent le changement personnel des femmes; les femmes peuvent parler en public sans complexe et elles savent de quoi parler sur un thème précis. D'après Zan, maintenant, elles n'ont pas peur d'avoir des contacts avec les personnes de l'extérieur, alors qu'avant elles appelaient quelqu'un pour parler. *«Lors de la formation, elles cherchent à comprendre, c'est un autre changement»*.

Selon les représentants de Zantiébougou, la parole en public est une preuve de la confiance en soi que les femmes ont acquise avec la formation. À l'intérieur de la famille, elles sont plus sociables avec les membres et elles peuvent gérer certaines situations en l'absence du mari.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Les agents du SUCO témoignent comme les représentants du village que, maintenant les femmes s'expriment devant le public et aussi qu'elles peuvent facilement avoir des contacts avec les gens de l'extérieur. Elles sont plus autonomes pour leurs propres affaires sans recourir à des tierces personnes. Pour le changement personnel des femmes, Aïcha explique;

*Avant la formation, je peux dire qu'il y avait beaucoup de femmes qui, dans la vie quotidienne, étaient crispées, elles sont toujours comme ça, elles ne sont pas à l'aise. Avec la formation où elles arrivent à avoir la*

*chance de faire le voyage d'étude ou de se promener dans d'autres localités pour voir ce que les femmes font, cela leur a permis de s'épanouir un peu.*

C'est bien là un exemple d'une femme qui a été nommée présidente de l'union grâce à sa moralité et sa compétence en écriture et en calcul en Bambara. Si elle n'était pas alphabétisée, elle n'aurait pas eu la chance de sortir du quotidien.

#### ▪ Répercussion pour d'autres personnes

Dans cette section, nous allons chercher à savoir si, selon les femmes que nous avons interrogées, les apprentissages ont eu des répercussions sur d'autres personnes. Ces questions ont été adressées exclusivement aux femmes. Nous leur avons demandé si elles avaient cherché à transmettre ce qu'elles avaient appris à d'autres personnes, si elles aidaient d'autres personnes à écrire et à calculer et si elles avaient tenté de sensibiliser d'autres personnes au programme d'ENF.

À Douban, Awa qui a déjà initié les femmes des autres villages à la formation de meunier est toujours prête à transmettre sa connaissance à d'autres. Mamouné aussi a dispensé la formation aux femmes du village voisin concernant l'hygiène et la santé. Mamouné et Assan enseignent à lire et à écrire très souvent à ceux qui aiment apprendre. Ces trois femmes sensibilisent leurs proches pour les encourager à apprendre; Assan est habituée de montrer l'impact de l'alphabétisation. Sira, encore jeune femme n'a pas eu l'occasion d'apprendre, d'aider à écrire ni de sensibiliser d'autres personnes.

À Diorila, Fatouma organise des causeries sur la santé pour les femmes du village, et Ami apprend soin des enfants de ses proches avec ses connaissances. Mah remplace le formateur en alphabétisation en absence de ce dernier. Kadja et Ami apprennent l'alphabétisation aux gens qui le leur demandent. Kadja a toujours le sentiment qu'elle doit aider les autres à apprendre à lire et à écrire sachant qu'elle a des petites différences par rapport aux autres qui n'ont rien appris grâce à sa formation reçue. Toutes ces répondantes sauf Mah poussent tout le temps les autres femmes du village en leur demandant de participer à l'alphabétisation. Mah ne le fait plus, car ses efforts n'ont pas eu de fruits pour les femmes concernées.

À Zantiébougou, Ramatou aide d'autres personnes à remplir le cahier de recettes et de dépenses au niveau de l'activité du moulin. Selon elle, *«les gens me sollicitent à tout moment»*. Oumou aide les femmes du village ainsi: *«Dans le quartier, il arrive que certaines femmes me rejoignent pour qu'elles puissent apprendre certaines choses, surtout la pesée du beurre de karité. Je vais voir souvent si le commerçant ne les triche pas»*.

Binta apprend l'abécédaire aux enfants de la famille. Quant à Djénéba, elle forme les femmes concernant la santé, même si elle n'arrive pas à apprendre l'écriture et le calcul. Toutes les femmes de ce village sensibilisent les jeunes filles et les enfants

à l'importance d'aller à la formation. Binta affirme: *«il est obligatoire d'y pousser mes amies qui ne connaissent pas l'importance de l'alphabétisation»*.

#### ▪ Nouveaux projets personnels

Les femmes qui ont reçu l'ENF ont-elles des idées pour aller de l'avant? La question posée aux femmes était de savoir si elles avaient de nouveaux projets personnels à réaliser dans un avenir proche.

Sur ces questions, nos résultats indiquent clairement que les différentes formations ont suscité l'intérêt des femmes envers l'apprentissage. Toutes les femmes de Douban ont envie d'apprendre encore, plus précisément le français pour Awa et Assan et la couture pour Awa. Ces deux femmes envisagent, comme projet personnel, de démarrer un commerce et d'améliorer la culture de l'arachide et du gombo. Deux autres n'ont pas de projets spéciaux dans un futur proche.

À Diorila, quatre femmes que nous avons interrogées veulent continuer la formation. Parmi celles-ci, Mah, Kadja et Ami insistent sur l'apprentissage du calcul vu son intérêt dans la vie quotidienne. Fatouma qui n'a pas fréquenté l'école envisage d'apprendre par cœur (sans écrit). Kadja tient toujours à l'école formelle, si cela est possible. En plus de ces projets de formation, Fatouma tient à se lancer aussi dans le commerce.

À Zantiébougou également, toutes les femmes sont intéressées à apprendre plus. Notamment, celles qui ont un bon niveau d'alphabétisation continuent à approfondir leurs connaissances en Bambara pour Ramatou, Binta et Oumou et encore en français pour les deux premières. Pour elles, la maîtrise de la langue écrite est la clé pour avoir des contacts avec les ONG, mais aussi la base de toutes leurs entreprises. La preuve en est que toutes les quatre ont des projets personnels à envisager: l'embouche (Ramatou), l'étude sur le soin des enfants (Oumou), le commerce (Binta) et l'amélioration des travaux champêtres (Djénéba).

#### 2.5.3.3 Le changement relationnel (au sein de la famille)

À la suite de leur formation, les femmes ont-elles connu un changement dans les relations avec leur époux, les autres femmes de la famille et leurs enfants? Nous avons posé la question aux femmes, aux représentants des associations villageoises ainsi qu'aux intervenants.

#### ▪ Relation avec le mari

##### Point de vue des femmes

Toutes les femmes de Douban que nous avons interrogées expliquent qu'elles savent se comporter envers leur mari: s'agenouiller en lui donnant le repas, gérer le tempérament de leur mari, s'ouvrir aux idées en cas de discussion avec ce dernier, se conformer à l'avis du mari, et s'il n'accepte pas, laisser tomber. Selon Mamouné et

Assan, elles s'occupent mieux de leur mari qu'avant; Assan ne voit plus son mari mal entretenu. Concernant la prise de décision, d'après trois femmes, la femme intervient davantage, même si la décision finale revient encore au mari. Mamouné passe son temps à causer aux côtés de son mari maintenant alors qu'elle avait honte avant, par conséquent, il y a plus de confiance entre les deux. Selon Sira, son mari l'écoute beaucoup plus qu'avant.

À Diorila, deux femmes pensent qu'elles se comportent de la bonne manière envers leur mari maintenant; Fatouma est plus douce et apaise son mari, quand il est énervé; Mah considérait la discussion inutile avant, mais maintenant elle reconnaît l'importance de se comprendre pour une prise de décision. Kadja et Ami parlent de la prise de décision en disant qu'elles sont consultées et qu'il y a désormais un consensus entre elle et leur mari. Celles-ci ajoutent qu'il y a entente avec le mari; Ami s'intéresse beaucoup à ce que son mari fait, alors qu'avant elle ne le considérait même pas, et son mari, à son tour, l'écoute maintenant. Trois femmes affirment que leur mari est content du fait qu'elles participent à la formation.

À Zantiébougou, trois femmes sauf Binta expriment qu'il existe plus de confiance entre elles et leurs maris après la formation; Ramatou s'est entendue avec son mari pour la gestion familiale et il lui a confié l'épargne; d'après Oumou, il y a eu moins «d'histoires» avec son mari, quand elle a commencé l'espacement de naissance, alors qu'il ne la traitait pas bien avant. Quant il s'agit de la prise de décision, trois femmes mentionnent une plus grande concertation. Binta affirme, «*nous nous concertons comme avant, mais j'ai plus de respect à l'égard de mon mari qu'avant*». Selon Oumou: «*Pour certaines choses, je participe à la prise de décision. Quand il y a un problème, je m'y intéresse et nous en parlons. La formation a eu un impact positif sur nos relations*».

Pour les trois femmes interrogées, leurs maris soutiennent leur formation, toutefois, dans le cas de Djénéba, le fait qu'elle ne soit pas récompensée dans le travail après la formation ne lui apparaît pas convenable.

### **Point de vue des représentants du village**

Selon Fotigui de Douban, la formation permet aux femmes de consolider le lien ou la confiance avec leur mari. Il poursuit:

*Ça renforce le lien ou la confiance de cohabitation. Une fois que la femme donne des conseils à son époux en fonction de ce qu'elle a appris, l'époux l'accepte. C'est une compréhension conjugale. (...) Au vrais sens, quelle que soit l'instruction d'une femme, elle ne doit pas montrer sa supériorité à son époux.*

Deux représentants de Diorila affirment que les femmes qui ont eu une formation se comportent mieux envers leur mari: Zan estime qu'elles savent ce qu'elles doivent faire avant qu'on le leur ordonne; Selon Kéfa, elles prennent soin de leur mari sans s'énervier. De plus, Zan observe qu'elles s'approchent maintenant de leur mari pour

discuter de certains thèmes qu'elles ont abordés au cours de la formation.

Les représentants de Zantiébougou racontent que différentes formations permettent aux femmes de mieux se comporter devant leur mari: la façon de l'accueillir et de discuter ont changé; elles peuvent gérer correctement les tâches qui leur sont assignées. Selon Modibo, l'argent que la femme apporte par ses activités, l'homme en bénéficie, alors que peu de femmes analphabètes sont en mesure d'offrir leurs bénéfices à leur mari.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Les agents du SUCO confirment qu'il y a un changement dans le lien conjugal. Selon Amadou: *«Il y a certaines femmes qui nous confient que la gestion de la famille se discute avec leur mari, alors qu'avant, ce n'était pas le cas. Les hommes nous disent que depuis leur formation, le devenir du revenu total de la famille est discuté avec tous les membres, alors qu'avant c'est lui seul qui décidait».*

Grâce au moulin, les femmes peuvent préparer le repas tôt, donc il y a moins de problème. En plus, elles ne travaillent plus aux champs des hommes, car ils ont des charrues. Amadou continue: *«Après leurs champs, ils (maris) se déplacent avec leurs charrues pour labourer gratuitement ceux de leurs femmes. C'est un phénomène qui ne se faisait pas»* (avant, elles payaient une autre personne).

Salif pense qu'il a eu un grand changement de la part des hommes, qui ne considèrent plus les femmes comme un objet, mais plutôt un complément, de sorte qu'elles sont respectées. Mais parfois, le changement est perçu négativement: *«l'homme pense que la femme prend de plus en plus de place».* Dans ce cas, selon Salif, l'homme agirait négativement par jalousie.

Selon Aïcha, les hommes et les femmes discutent et prennent les décisions ensemble maintenant. Elle ajoute: *«C'est la formation qui a fait que les femmes peuvent s'asseoir avec le mari dans un même local, discuter et prendre la décision. Avant, les femmes étaient marginalisées».*

### **• Relation avec les femmes de la famille**

#### **Point de vue des femmes**

Les interviewées de Douban ont connu un changement soit positif ou négatif avec les femmes de la famille après la formation, sauf Sira qui n'a constaté aucun changement. Awa joue désormais un rôle de médiatrice pour gérer les différents caprices des femmes, alors qu'avant elle n'acceptait pas les mauvais comportements de certaines. Mamouné est sollicitée par d'autres femmes de la famille dans la prise de décision et elle leur donne son point de vue. Quant à Assan, pour elle le changement a été négatif. Elle se rappelle:

*Avant la formation, j'étais sur le même pied d'égalité que les autres femmes de la famille; avec la formation, je n'ai plus le même niveau*

*qu'elles. Les ressources générées grâce aux formations (alors que d'autres ne bénéficient de rien) ne sont pas tout à fait du goût de toutes les femmes en tout moment. Par exemple, le jour où je m'absente des travaux au champ familial, certaines femmes manifestent indirectement leur jalousie en disant qu'elles ont trop travaillé et qu'elles sont fatiguées.*

Toutefois, Assan essaie de les convaincre en leur apprenant ce qu'elle a retenu pendant la formation. Cela encourage progressivement les autres femmes à aller apprendre.

Trois femmes de Diorila confirment qu'elles ont maîtrisé la façon de discuter avec les autres femmes de la famille. Parmi elles, Mah ne s'entendait pas avec les autres femmes depuis son arrivée dans la famille conjugale et sa participation à la formation a engendré une certaine jalousie. La formation lui a permis de comprendre mieux d'autres personnes. Kadja, quant à elle, trouve que les femmes se donnent des conseils entre elles, même en cas de conflit, alors qu'avant elles ne le faisaient pas. Par ailleurs, Ami est contente d'être respectée par les femmes grâce à ses connaissances acquises.

Quant aux femmes de Zantiébougou interrogées, Ramatou et Binta, à la suite de la formation, pensent qu'il n'y a pas eu de changement dans les relations avec les femmes de leur famille. Deux autres pensent que la relation a été consolidée par le fait qu'elles sont sollicitées pour donner des conseils sur la santé, l'hygiène et le soin des enfants.

### **Point de vue des représentants du village**

Tous les représentants du village constatent que les relations entre les femmes de la famille ont été consolidées après la formation, les femmes formées aidant les autres femmes avec leurs connaissances acquises. Selon Zan, au début, il y avait une jalousie entre les femmes, elles accusaient celle qui était absente des travaux de la famille. Maintenant, les femmes formées accordent plus d'importance à l'entente entre les femmes.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Les agents du SUCO nous ont livré certains constats sur le changement de relation entre les femmes de la famille. Selon Amadou, la formation facilite le regroupement des femmes à travers la discussion qu'elles font dans le cadre de la gestion de leurs activités. Salif témoigne que le changement est perçu positivement ou négativement par les femmes: tantôt envié, tantôt jaloué.



## ▪ Relation avec les enfants

### Point de vue des femmes

En ce qui concerne les relations avec leurs enfants, trois des femmes interrogées de Douban se disent d'avis qu'il y a eu un changement, sauf Sira. Awa essaie davantage de comprendre les attitudes et les comportements des enfants, au lieu d'avoir recours au châtiment corporel. Assan, quant à elle, chaque fois qu'elle apprend quelque chose, pense à ses enfants pour que ceux-ci en bénéficient. Elle leur apprend, et par conséquent, ses enfants la respectent beaucoup. Mamouné a cherché elle-même l'acte de naissance pour la scolarisation de son enfant.

Chez les femmes de Diorila interviewées, nous trouvons un changement positif. Mah a cessé d'infliger des châtiments corporels aux enfants quand elle est énervée par un petit conflit avec son mari. Fatouma et Kadja peuvent bien guider leurs enfants et ceux-ci sont bien soignés. Mah et Ami s'intéressent maintenant à l'éducation des enfants.

Parmi les quatre femmes de Zantiébougou, deux n'ont pas connu de changement dans leur relation avec leurs enfants. Selon Oumou, elle a sa manière d'éduquer que sa mère lui a transmise et qu'elle suit. Binta traite ses petits enfants comme avant. Ramatou s'intéresse à ce que les enfants apprennent à l'école et elle les aide à suivre. Djénéba donne des conseils aux enfants en ce qui concerne la santé, domaine avec lequel elle est familière.

### Point de vue des représentants du village

Les représentants de Douban et Diorila pensent que la formation des femmes leur a permis de se rapprocher de leurs enfants: elles les entretiennent bien d'une part et elles peuvent bien les guider d'autre part. Quant aux représentants de Zantiébougou, Ousmane témoigne qu'elles suivent bien leurs enfants en éducation. Par contre, Modibo lui ne trouve aucun changement.

### Point de vue des intervenants (ONG)

Selon Salif, après la formation, les enfants sont moins battus qu'avant (ils étaient battus si la mère s'énervait contre son mari), en plus, ils sont bien soignés et vont à l'école.

## 2.5.4 Le rôle de l'éducation pour le changement du village

À travers cette dernière section, nous cherchions à savoir si les changements des femmes par l'ENF pouvaient contribuer au développement du village. Les questions ont porté sur les trois points suivants: la perception de la situation du village à la suite de la formation reçue par les femmes, la participation des femmes au développement du village à la suite de la formation, et la pérennité des activités collectives des femmes et le développement du village.

#### **2.5.4.1 La perception de la situation du village à la suite de la formation reçue par les femmes**

Nous avons interrogé les femmes, les représentants du village ainsi que les intervenants sur la situation sociale et économique actuelle des villages et également les problèmes actuels pour le développement de ces derniers.

##### **Point de vue des femmes**

À Douban, toutes les femmes interrogées pensent qu'il y a une entente parfaite au niveau de toutes les couches de la population du village à travers la formation du SUCO et l'exercice qui la suivait avec la nouvelle structure unifiée (Association de développement villageois: ADV<sup>35</sup>) pour le développement du village. Sur le plan économique, quatre femmes témoignent qu'il y a eu un changement positif sur deux points majeurs: le financement initial (6 millions CFA) pour les besoins prioritaires recensés<sup>36</sup> par les hommes (matériels agricoles) ainsi que par les femmes (le moulin à moteur) et le fonds commun (caisse villageoise) régénéré par les activités précédentes. Le résultat de projets prioritaires sans reliquat de paiement était remarquable: le nombre de bœufs de labour a augmenté de 36 à 91 en sept ans; l'investissement initial du moulin a été amorti en une année. Avec le bénéfice du moulin, les femmes ont initié le cercle d'emprunt qui va leur permettre de démarrer un petit commerce. Ce fonds est aussi destiné au plan social: le prêt sans intérêt en cas de maladie. La transparence qui est la base du système de l'ADV assure le bon fonctionnement de ces activités collectives et l'entente entre les villageois. Toutes les femmes sont satisfaites de l'état actuel jusqu'à présent, mais le village est encore en chemin de développement. Les soucis manifestés par les femmes actuellement proviennent de l'évolution des connaissances pour Mamouné et la diminution de l'analphabétisme pour Awa, ce qui aidera les populations à changer leur comportement social et économique.

À Diorila, Kadja et Ami se disent d'avis qu'il y a une entente sur le plan social, et toutes les femmes reconnaissent le grand impact du financement du SUCO<sup>37</sup> (8 millions CFA) au plan économique. Les femmes interrogées de ce village parlent de l'impact des matériels agricoles acquis par les hommes plus que celui du cercle d'emprunt investi pour elles, des matériels agricoles qui favorisent l'augmentation des nourritures de base et de l'argent liquide nécessaire pour toute la famille. Fatouma insiste sur le fait que la formation a fourni une technique pour la gestion collective (montage du projet, règlements du village) que les populations ne connaissaient pas auparavant. Selon les quatre femmes interrogées, la situation actuelle est assez satisfaisante ou satisfaisante, mais ici comme à Douban, le village est en cours de développement (la nouvelle structure du développement l'ADV<sup>38</sup> a été créée il y a deux ans). Les problèmes qui restent sont, selon Kadja et Ami, l'analphabétisme et le manque de connaissances pour Kadja.

À Zantiébougou, trois femmes expliquent que la situation économique est

difficile dans l'ensemble; d'abord la nourriture n'est pas suffisante pendant toute l'année, notamment en période de soudure (août-septembre). Ramatou poursuit que l'intervention des partenaires (distribution des semences, sensibilisation) a commencé à pousser les gens à travailler. Les trois femmes témoignent que malgré la situation difficile, les femmes se regroupent pour certaines actions économiques et s'entendent mieux que les hommes. Sur le plan social, plus le village s'agrandit, plus il se morcelle et la cohésion disparaît, dit Oumou. En contrepartie, elle continue,

*Les gens cherchent à se rapprocher plus qu'avant, donc, il y a une amélioration. Par exemple, ici, les gens étaient méfiants en présence d'un étranger, maintenant il est reçu à bras ouverts. Parce que les gens sont devenus plus compréhensifs, il y a au moins un alphabète dans chaque famille. Ce changement est dû surtout à la communication.*

Selon Ramatou, «dans le village... il y a le malentendu et l'incompréhension». Les gens ne défendent pas les mêmes objectifs. Elle constate quand même que «les femmes sont beaucoup plus unies que les hommes». Les deux autres femmes pensent que la situation actuelle est satisfaisante. Les problèmes majeurs sont les malentendus entre les populations pour Ramatou, et pour Binta et Djénéba le manque d'eau.

### **Point de vue des représentants du village**

À Douban, les points de vue des représentants convergent avec ceux exprimés par les femmes. En ce qui concerne le changement économique, les femmes gèrent le moulin et disposent du fonds commun, elles ont ensuite initié d'autres activités tant collectives qu'individuelles (actuellement beaucoup de femmes gèrent un petit commerce). Aux dires de ces deux représentants, les femmes connaissent mieux maintenant l'utilisation du fonds commun, alors qu'autrefois elles dépensaient inutilement pour des festivités. En outre, les femmes se préoccupent davantage de l'hygiène familiale, de la salubrité et de la consultation prénatale. Les problèmes qui subsistent dans le village sont, selon les deux représentants, le manque de moyens financiers et l'analphabétisme. Fotigui insiste sur la difficulté d'avoir un formateur (alphabétisation) stable en disant que «sans l'aide, la situation risque de rétrograder».

À Diorila, les représentants interrogés manifestent certains points de vue convergents avec ceux des femmes; d'après eux, celles-ci sont plus conscientes de l'utilisation de l'argent commun et de l'importance du contrôle sur la gestion; elles ont plus de moyens qu'avant, par conséquent elles sont plus actives et plus autonomes. Le constat des représentants par rapport à l'impact de la formation des femmes porte également sur les meilleurs soins et l'éducation des enfants. Zan parle de l'initiative des femmes pour la mobilisation de la population à la formation du SUCO en tapant le tam-tam (instrument musical traditionnel). Malgré ce changement positif, selon lui, «Les femmes n'ont pas pris d'initiatives jusqu'à présent, parce que la formation du SUCO n'a duré qu'une année et celles qui ont reçu la formation (en général) sont encore peu nombreuses».

Les problèmes actuels de ce village sont, d'après Kéfa, le manque de moyens financiers et le manque d'eau (abreuvement des animaux, maraîchage), le village est prêt à collaborer avec des partenaires.

À Zantiébougou, les représentants expriment le même point de vue que les femmes sur la solidarité des femmes en matière économique. Par exemple, les femmes font une cotisation au profit de la caisse qui va servir d'emprunt afin de satisfaire les besoins des celles-ci. Selon Modibo, les femmes se sentent plus fortes maintenant. Ousmane témoigne que les femmes qui ont reçu la formation peuvent gérer un financement important sans recourir aux hommes. Également, ces deux représentants ont parlé de l'éducation des enfants et de l'entretien de la famille comme impact de la formation des femmes. En plus, d'après Ousmane, à l'occasion de la formation, les femmes échangent les idées avec les hommes concernant le commerce. Quant aux problèmes actuels du village, les deux mentionnent le manque d'eau et le manque de centre d'alphabétisation pour lesquels ils pensent aux partenaires. Selon Ousmane, *«il faut se regrouper pour demander l'aide»*, quant à Modibo, *«le village attend l'appui»* face à ces problèmes.

### **Le point de vue des intervenants (ONG)**

Selon les deux agents du SUCO, la situation générale des villages dans la zone d'intervention (commune de Sanankoroba, Dialakoroba et Bougoula) est la suivante: la production agricole est basse, le tissu social se désintègre (chacun travaille individuellement) et le revenu de la famille s'affaiblit, de plus, il n'y a pas de structure unique à laquelle tous les intervenants peuvent s'adresser. En ce qui concerne la situation des femmes, le karité ne donne pas souvent assez de fruits et les commerçants n'achètent le beurre qu'à bas prix.

Leurs avis concernant le changement à la suite de la formation sont également semblables à ceux des femmes des deux villages (Douban et Diorila): les populations sont plus conscientes d'être parties prenantes du développement du village, l'esprit de la gestion collective et la transparence se sont développés, les gens ont plus de revenus qu'avant et sont poussés vers l'alphabétisation. Soulignons que l'impact sur le village mentionné par les intervenants plus haut ne concerne pas seulement les femmes, mais plutôt la société toute entière selon le caractère de la formation du SUCO (participation de toutes les couches de la population) pour le développement démocratique.

Mais, d'autres constats que ceux formulés par les femmes sont aussi mentionnés. Ainsi, une gestion collective a émergé non seulement dans les affaires communautaires, mais également dans les affaires familiales; le chef tient désormais compte de la redistribution des bénéfices pour tout le monde. Sur le plan social, le vestibule (chef du village et ses conseillers) est beaucoup renforcé (c'est la racine de leur culture) en laissant la place aux jeunes et aux femmes. Les gens ont plus de fierté et de confiance en eux et ils ont commencé à se prendre en charge avec leurs propres fonds.

Notamment à Douban, l'exode des jeunes diminue de plus en plus; ceux-ci restent en cherchant quelque chose à faire dans le village.

À Zantiébougou, selon l'animatrice, l'impact de la formation des femmes pour le village se limite à la dotation du moulin qui allège leurs tâches lourdes, surtout le broyage des noix du karité pour la fabrication du beurre, et à la vente du beurre sur place avec un prix plus avantageux (50 CFA plus cher en août 2002) que celui des commerçants, ceci grâce à l'existence du centre de la production du beurre de karité.

#### **2.5.4.2 La participation des femmes au développement du village à la suite de la formation**

Nos questions portaient sur les aspects suivants: les femmes participent-elles aux décisions concernant les projets de développement du village? Collaborent-elles avec les hommes aux actions visant le développement du village? Contribuent-elles à l'avancement du village? Enfin, la formation des femmes est-elle compatible avec les réalités de la société? (cette question était destinée aux représentants du village et aux intervenants).

##### **Point de vue des femmes**

À Douban, trois femmes expliquent que la participation aux décisions de chacun est la bienvenue; il n'y a pas de différence entre les femmes et les hommes en ce qui concerne la participation au développement du village, la décision est prise par les deux parties. D'autre part, trois femmes expriment que les femmes et les hommes collaborent à la gestion de toutes les activités collectives au sein de l'ADV. Néanmoins, selon Assan: *«on comprend que les hommes et les femmes sont égaux, mais il existe une différence en réalité»*. Par exemple, l'achat du carburant du moulin est fait par les hommes, car ils ont des moyens de déplacement (moto ou bicyclette), et la garde de caisse (trésorier central) est toujours assurée par un homme, bien qu'une autre clé soit gardée par la femme (elle-même est gardienne de la clé). Assan continue, *«Pour certains travaux, les femmes sont obligées de se soumettre à la place qu'il faut (traditionnellement)»*. Mamouné estime que *«les hommes peuvent travailler mieux que les femmes à la gestion»*. Pour la question de la contribution des femmes à l'avancement du village, les quatre femmes affirment que leur contribution se situe dans leur propre domaine: l'entretien de la famille, les travaux collectifs (dans les champs), la gestion du moulin, la savonnerie, le foyer amélioré, etc.

À Diorila, en ce qui concerne la prise de décision dans les affaires communautaires, quatre femmes expriment que les femmes sont écoutées et qu'elles peuvent prendre des décisions en collaboration avec les hommes. Selon Fatouma, *«quand il s'agit de travail, les femmes prennent leur part, et donc, s'il s'agit de prendre la parole, elles devraient fournir leurs idées»*. Kadja affirme aussi l'importance de la participation des femmes aux décisions: *«il est important d'écouter les idées intéressantes exprimées par les femmes au lieu de les écarter du développement»*. Pour

la question de la collaboration, ils travaillent ensemble à condition qu'il y ait un travail destiné aux hommes et aux femmes, comme ils le faisaient depuis longtemps dans leurs champs collectifs. Selon les femmes de Diorila, tout comme celles de Douban, la contribution des femmes se situe dans les domaines suivants: l'entretien de la famille, le préparatif de la manifestation (fête) du village, l'aide offerte aux hommes pour terminer le travail.

Quant à la situation de Zantiébougou, Binta et Djénéba pensent que les femmes sont écoutées. Quand il s'agit de la prise de décision, Ramatou affirme, *«ici, les hommes décident tout, et les femmes sont contentes de ça. Les hommes disent que les femmes n'interviennent pas dans leurs décisions»*. Selon Oumou, *«les actions des femmes sont plus importantes que celles des hommes»*, comme si les deux parties ne se rencontraient pas dans le même espace pour la prise de décision. Pour la collaboration dans le travail, Oumou et Djénéba témoignent que chacun exécute son rôle précis comme dans le cas de la construction du centre de la production du beurre de karité (pour les fondations, les hommes ont amené des pierres et les femmes des graviers). Selon Binta, *«les hommes travaillent souvent avec les femmes, mais pas toutes (seulement une minorité des femmes)»*. La question de la contribution des femmes au développement du village amène plusieurs réponses. Ramatou confie que: *«Les femmes peuvent contribuer, mais l'occasion ne leur est jamais donnée. Un projet de micro-crédit a vu le jour au profit des femmes, mais les hommes n'étaient pas d'accord pour que les femmes y participent»*.

Selon Oumou, la contribution des femmes est importante: *«Les femmes sont plus décidées que les hommes. Si le village avance, cela va plaire aux femmes. Quelquefois les hommes viennent, mais ils ne sont pas patients, alors que les femmes, elles sont patientes. Elles s'intéressent plus au développement du village»*.

Djénéba est plutôt contente que les hommes bénéficient de la contribution des femmes en disant que *«si les femmes travaillent bien, les hommes seront à l'aise. Si le projet aide les femmes et qu'elles en tirent profit, les enfants, le mari et la famille vont prospérer»*.

### **Point de vue des représentants du village**

Les représentants de Douban manifestent le même point de vue que les femmes sur la participation aux décisions dans les affaires collectives; tenant compte des principes de la démocratie, toutes les femmes du village doivent y participer, car elles sont une partie de la population au même titre que les hommes.

Ceux de Diorila affirment également qu'elles doivent prendre part aux décisions concernant le développement du village; les hommes ne peuvent pas décider à la place des femmes. Le développement du village ne peut se faire par une partie seulement de la population, il faut que tout le monde s'y intéresse.

À Zantiébougou, les représentants pensent que si tout le monde s'intéresse à la décision collective, le développement sera facilité. Or, quant à la prise de décision,

Modibo témoigne que les femmes sont consultées, font leur part, mais que le dernier mot revient aux hommes.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Concernant la contribution des femmes, selon Amadou, c'est la femme qui s'occupe de tout à la maison au Mali; une femme instruite (quelle que soit son éducation formelle ou non formelle) sait davantage qu'une femme moins instruite concernant l'entretien de la famille. En plus, *«les revenus des femmes servent beaucoup plus au bien-être de la famille que celui des hommes»*. Quant à l'adaptation de la société face au changement des femmes, Salif témoigne que *«les hommes n'acceptaient pas que les femmes s'impliquent dans certains domaines. Au fil du temps, les populations s'adaptent à ce changement»*. Il estime que *«le village va marcher si les adultes<sup>39</sup> donnent la place aux femmes, car ce sont eux qui sont les noyaux durs face à ce changement»*.

Aïcha voit la contribution des femmes à l'avancement du village ainsi: *«Les femmes contribuent beaucoup. Dans le village, il y a la caisse des femmes, des fois une pompe du village tombe en panne, les femmes peuvent contribuer à la réparer. Elles aident parfois les hommes à réparer ou à construire un magasin de graines de coton»*.

Quant à la prise de décision, celle-ci est assurée par les hommes, mais dans le village où le projet est actif, les points de vue des femmes sont pris en compte par les hommes. Si les femmes demandent une autorisation au chef du village, les hommes n'y seront pas opposés. Aïcha affirme que *«si elles ont besoin d'un champ d'arachide collectif, si elles demandent, cela sera honoré (par les hommes) aussi»*.

#### **2.5.4.3 La pérennité des activités collectives des femmes et le développement du village**

Par hasard, pendant notre séjour au village de Douban, nous avons assisté à une assemblée des femmes concernant la gestion du moulin assignée aux femmes, une activité collective que les femmes interrogées considéraient avoir réussi. Mais, au bout de neuf ans d'expérience, le problème qui se pose aux femmes est le transfert des connaissances à la nouvelle génération. L'ENF peut-elle, pérenniser les actions des femmes en vue du développement? C'est la question traitée dans la présente section.

Nous avons demandé à nos enquêtées de nous renseigner sur les activités engagées après la formation, et de nous donner leur point de vue sur celles-ci. Ensuite, nous avons souhaité discuter des contraintes reliées aux démarches collectives. Ici, les femmes et les intervenants (seulement les intervenants du SUCO ont répondu à cette question) sont concernés.

## **Les activités des femmes à la suite de la formation et leurs points de vue sur celles-ci (femmes)**

À Douban, en ce qui concerne les implications des femmes aux activités du village à la suite de la formation, les femmes s'expriment ainsi: Awa, Mamouné et Assan ont travaillé pendant six ans comme meunière, et à la fin du leur mandat, elles ont cédé leur place aux nouvelles générations auxquelles elles ont transmis leurs connaissances à l'occasion d'une formation organisée par l'ADV. Sira est une de ces nouvelles opératrices depuis deux ans. À part cette activité, trois femmes sont engagées dans les travaux collectifs au niveau du bureau de l'association: Awa et Mamouné sont chargées de la communication entre l'ADV et les femmes et Assan est caissière adjointe.

Selon Awa, le travail de meunier permet d'acquérir beaucoup de connaissances, surtout en calcul, mais il n'est pas suffisant au niveau de la rémunération sans lui associer d'autres activités. Assan est du même avis qu'Awa sur ce dernier point, tout en insistant sur le fait que par rapport aux efforts physiques déployés, le travail n'apporte pas beaucoup s'il s'agit de l'intérêt individuel (elle a dit toutefois que son salaire a permis de faire face à certaines dépenses quotidiennes). D'après les deux femmes citées plus haut, ce travail donne l'importance plutôt à l'intérêt collectif, comme par exemple avoir un fonds collectif et alléger les dures tâches des femmes. En plus, elles se sentaient fières, car le fait d'être choisie, selon elles, constituerait un signe de confiance accordée par la population non seulement à l'intérieur du village mais aussi à l'extérieur. Néanmoins, Awa n'aime plus y travailler à cause de la fatigue physique. Quant à Sira, une femme de la nouvelle génération, elle raconte que ce travail est comme un des autres travaux (rémunérateurs), elle aime y travailler, mais la recette journalière diminue, ainsi que son salaire, la fatigue corporelle augmente (le démarrage de la machine nécessite un grand effort physique) une fois que la machine s'use, ce qui la décourage. Le problème du mauvais fonctionnement du moulin était bien l'objet de discussion pendant notre séjour dans ce village. Lorsque nous avons posé la question de la cause de ce problème, Assan a dit que cela était dû au mauvais degré de compréhension concernant la technique d'entretien et au manque d'assiduité au travail par la nouvelle génération. Selon elle, la réussite de sa génération résidait dans la compétence et la motivation des opératrices à l'époque. En tenant compte de ces difficultés énoncées par les femmes, le travail de meunier réservé aux hommes auparavant est-il approprié pour les femmes? Quand nous avons demandé quels étaient les avantages des femmes meunières par rapport aux opérateurs-hommes, Awa a répondu que la gestion des femmes est plus saine et flexible (par exemple, la femme peut attendre un paiement tardif, alors que l'homme n'accepte pas de moudre les céréales sans argent).

À Diorila, les femmes racontent qu'elles se sont mises au petit commerce avec le crédit financé par SUCO après la formation. Fatouma explique qu'elle vend les condiments et les céréales, et elle a gagné 5 000 CFA de bénéfice net pendant quatre



mois. Elle veut ajouter ce montant au capital pour réinvestir au moment de la récolte avant la date de remboursement. Quant à Mah, son tour n'est pas arrivée, mais elle voudrait vendre l'arachide et le mil dans un avenir proche en sachant que ce genre de commerce pourrait être profitable. Ami aussi vend les condiments tant dans le village qu'ailleurs le jour de marché; son bénéfice net était de 10 000 CFA pour quatre mois. Kadja, quant à elle, fait la restauration (riz et poisson) dans le village; au bout d'un an elle a ramassé 17 500 CFA après le remboursement total et elle a acheté le mil pour le revendre et faire face à quelques dépenses pour ses enfants. Fatouma et Kadja n'ont jamais eu une somme aussi élevée en crédit (chacune 25 000 CFA, délai de remboursement une année avec l'intérêt de 10%) et cela leur a permis de faire un commerce intéressant.

Les trois femmes impliquées affirment que le résultat est satisfaisant pour le moment. Fatouma explique qu'au moment du remboursement, c'est le secrétaire de chaque quartier (un homme) qui fait le calcul et apporte l'argent au trésorier de l'ADV pour l'encaissement. Elle ajoute que jusqu'à nos jours, deux groupes de femmes (première année 60 personnes et pour la deuxième 66 personnes) choisis parmi chaque quartier ont touché ce crédit et cela continuera jusqu'à ce que toutes les femmes en bénéficient. Hors de cette activité, trois femmes s'impliquent dans le travail collectif au sein de l'ADV: Fatouma (3<sup>e</sup> vice-présidente), Mah (organisatrice) et Kadja (2<sup>e</sup> vice-trésorière).

À Zantiébougou, après une série de formations par l'AMPJ, Ramatou est devenue animatrice de l'Union des groupements des femmes de Zantiébougou<sup>40</sup>. Elle s'occupe du suivi des groupements des autres villages, en plus de la gestion du centre de l'union y compris la purification et la mise en boîte du beurre de karité avec trois autres animatrices (l'intervenante de notre entretien en est une). Oumou, Binta et Djénéba travaillent dans la gestion de moulin (la plate-forme<sup>41</sup>) du groupement des femmes de Zantiébougou: Oumou (gestionnaire), Binta (trésorière) et Djénéba (chargée de mesure).

Ces trois femmes pensent que le fait d'être non rémunérée décourage la continuation du travail (elles ne viennent que durant la saison sèche, sauf l'animatrice qui travaille toute l'année avec pour récompense du carburant pour la moto). Pendant leur absence, selon Ramatou, c'est le meunier (payé par l'union) qui s'occupe de tous les travaux qu'elles auraient dû faire et Ramatou tient aussi le cahier de gestion.

### **Perceptions des femmes sur les contraintes limitant le développement du village (femmes)**

Sur les contraintes limitant le développement du village, trois femmes de Douban pensent que c'est d'abord la mésentente entre les populations qui nuit. Après cela, pour Awa, c'est la non-motivation des acteurs, pour Mamouné l'analphabétisme, et pour Sira le manque de transparence.

Les femmes interrogées de Diorila ont toutes mentionné l'analphabétisme; en plus, le manque de moyens financiers pour Fatouma et le manque de communication pour Kadja. Selon Fatouma, tant que plusieurs ne sont pas alphabétisés, les gens n'ont pas le même intérêt pour le développement. Elle pense qu'avec l'alphabétisation, qui permet de garder la mémoire, la formation sera beaucoup plus bénéfique.

Parmi les femmes interrogées de Zantiébougou, trois expriment que c'est la non-instruction des femmes et le manque d'aide extérieure qui sont les contraintes. Binta affirme par ailleurs qu'il y a beaucoup d'anciennes écolières dans le village, mais elles n'apprennent pas l'alphabétisation en Bambara, car ce n'est pas payé, donc elles restent en dehors des activités qui se font en Bambara. Quant aux femmes alphabétisées en Bambara, elles ne sont pas toujours disponibles pour travailler au profit du village à cause des affaires familiales.

### **Point de vue des intervenants (ONG)**

Seulement les intervenants du SUCO ont répondu à notre question sur les contraintes au développement du village. Amadou témoigne avec ses propres expériences que s'il n'y a pas de rigueur établie par la société et un orgueil à le défendre, le village n'avance pas. Il faut un bon chef de village appuyé par de bons conseillers. Il insiste que:

*Quand le staff autour du vestibule est fort, tout est fort (...) L'exécutif (le bureau de l'ADV dans le système du SUCO<sup>42</sup>) dans lequel il y a des alphabétisés réfléchissent, planifient et proposent des actions concrètes qui sont soumises au vestibule. Tant que cela existe entre le vestibule et l'exécutif, ça va marcher.*

Selon lui, si ce système n'existe pas, les alphabètes n'ont aucune importance aux yeux des villageois. Il affirme, «les villageois ne croient pas ceux qui savent écrire. Vraiment ils ont beaucoup de doute à leur sujet». Salif, quant à lui, pense que si le village est morcelé et il n'y a pas de convergence entre les populations, le développement est difficile. «Il faut que les villageois pensent que leur développement se fait d'abord par eux-mêmes, et non pas par d'autres organismes».

## **2.6 La portée des résultats et les voies d'action**

L'éducation non formelle a soutenu un changement dans la vie des femmes à plusieurs niveaux. Au niveau des habiletés, les femmes ont acquis certaines connaissances et connu une amélioration des conditions de vie de tous les jours: la gestion collective reflète l'amélioration de la compétence en alphabétisation, surtout en calcul. Les connaissances sanitaires ont également eu un impact sur la santé et l'hygiène de la famille, de même qu'un effet sur l'entretien et le contrôle de leur propre corps. Ces acquis ont permis aux femmes d'augmenter leur revenu par le lancement des nouvelles activités rémunératrices et d'activités collectives, le transfert

des connaissances aux autres personnes, et même la participation à la formation.

Au niveau personnel, les femmes sont plus autonomes qu'avant, car elles savent s'autogérer dans les affaires quotidiennes sans recourir aux hommes (avant ceux-ci leur venaient en aide pour gérer des sommes importantes et écrire des lettres, ils vendaient les produits au marché, etc.) Beaucoup de femmes expriment qu'elles peuvent mieux gérer le quotidien; il y a eu une amélioration de la qualité du travail: elles planifient le travail, gèrent l'épargne et l'investissement, cherchent les informations et évitent la tromperie des commerçants. Par les connaissances acquises, l'estime de soi se développe chez les femmes, alors qu'avant la formation, la plupart d'entre elles avaient un sentiment d'infériorité. Cela s'explique par le fait que les femmes qui ont reçu une formation ont une attitude positive (la manière de s'habiller, de marcher, de parler, de cuisiner et de faire le commerce) et ont la capacité de s'exprimer en public. La confiance en soi des femmes se perçoit dans leurs contacts avec les gens de l'extérieur, ce qui se traduit par une plus grande ouverture d'esprit, notamment dans la gestion des conflits au quotidien.

Cet esprit d'ouverture rend les femmes plus généreuses et compréhensives, ce qui facilite la relation avec les membres de la société. S'il s'agit de la relation avec d'autres femmes de la famille, elles jouent le rôle de médiatrices et de conseillères ou elles tiennent compte du maintien de la bonne relation avec leurs proches. Cette considération leur permet de vaincre la jalousie des femmes qui n'ont pas été à la formation. La relation avec les enfants également a connu une amélioration pour la majorité des femmes interrogées; elles les soignent bien physiquement ainsi que moralement et elles poussent leurs enfants à la scolarisation. Quant à la relation avec le mari, nous trouvons une différence entre les points de vue des femmes interrogées de Douban et Diorila par rapport à celles de Zantiébougou. Dans les deux premiers villages, les femmes communiquent mieux avec leur mari, tout en se soumettant à leurs exigences, alors que dans le dernier, elles ont plutôt gagné la confiance du mari: celui-ci l'écoute, lui confie la garde de son argent, la traite bien, bénéficie des apports de celle-ci, etc. On peut comprendre que les femmes de Douban et Diorila se sont émancipées dans la sphère familiale, ce qui reste conforme à la société ayant des valeurs traditionnelles. Par contre, celles de Zantiébougou sont plus actives dans les actions économiques qui se déroulent en dehors de la sphère familiale.

Les femmes participantes à l'ENF ont le goût d'apprendre, ce qui les poussent encore à poursuivre leur formation si l'occasion se présente. Chez certaines, notamment les femmes de Zantiébougou, l'ambition de lancer d'autres projets personnels se manifeste clairement. Les femmes formées sont différentes par rapport à leurs consœurs, mais cela ne crée pas différentes catégories au sein de leur société. Elles s'intègrent bien dans la vie quotidienne comme les autres, sauf qu'elles savent travailler selon une nouvelle méthode avec un code commun

(alphabétisation en Bambara) ou diffuser les connaissances nouvelles que la famille ne leur a pas transmises. Considérant qu'elles en tirent profit pour leurs propres comptes, celles qui ont connu un développement personnel par l'ENF peuvent-elles jouer le rôle d'agente de développement assigné par le village?

Les femmes de notre enquête ont travaillé dans les activités collectives de développement et le village a connu certains changements au niveau économique et social. Dans l'ensemble, les conditions de santé et d'hygiène se sont améliorées avec le changement d'attitude des femmes.

Celles de Douban et Diorila régénèrent l'investissement initial financé par SUCO dans les activités collectives qui répondent aux besoins de la population en accompagnant l'esprit de la gestion collective. Elles construisent, avec les hommes, l'ADV qui unifie toutes les structures dans une constitution villageoise centrée sur des objectifs communs, ce qui tend à créer une bonne entente entre les populations. Le fonds produit par les activités collectives constitue désormais une ressource publique pour le bien-être de tous. Grâce aux principes de la démocratie de plus en plus admis par toutes les populations, les femmes sont sur un même pied d'égalité quant à la prise de décision des affaires communautaires. Les hommes du village ont donné la place aux femmes et celles-ci y ont participé, et ont réalisé pleinement leurs tâches; à Douban, ces efforts ont été récompensés par la réussite de projets tel le moulin. À Diorila, bien que le terrain soit préparé pour elles, elles ont toujours recours à l'accompagnement des hommes, à cause du manque d'exercice de la gestion collective.

Quant aux femmes de Zantiébougou, elles sont devenues plus fortes et autonomes en se regroupant pour des actions économiques, pour le désir d'une vie meilleure et la nécessité de subvenir aux besoins de la famille. Mais ces initiatives ne concernent que les intérêts personnels. Quant aux intérêts collectifs, les femmes ne sont pas prises en compte dans la décision des affaires concernant le développement du village, même si parfois elles sont consultées. La plupart d'entre elles se contentent de cette situation, et recourent plutôt aux partenaires afin de chercher les moyens d'améliorer leur sort. Néanmoins, le Centre de la production du beurre de karité au profit de l'Union des groupements féminins de Zantiébougou, qui a été inauguré il y a deux ans, n'arrive pas à régénérer le fonds initial pour le moment et le projet est toujours dans les mains de l'ONG.

Le développement local de Douban est soutenu par la participation de tous (femmes et hommes), alors qu'en réalité, les hommes sont privilégiés dans certains travaux et les femmes ne peuvent pas dépasser certaines barrières existantes. Cela est dû au fait que dans la sphère familiale, la décision appartient toujours aux hommes et les femmes s'y soumettent même après avoir connu certains changements en elles à la suite de la formation: les valeurs de la société traditionnelle n'ont pas changé... Les femmes et les hommes ne peuvent pas faire

autrement dans la sphère publique à moins qu'il ait une pression extérieure (ONG, l'opinion internationale, etc.).

Certes, les femmes peuvent contribuer au développement de leur village, dans le domaine familial et également dans les activités collectives en vue de l'amélioration la condition économique et sociale, mais il existe encore certaines contraintes. Pour qu'elles puissent contribuer au développement du village grâce à leurs compétences dans le respect de la culture, il faut que les hommes changent eux aussi. Ainsi, il y a des hommes qui commencent à appliquer la démocratie dans la famille grâce à l'ENF, et le changement se fait graduellement.

Une fois que les hommes laissent plus de place aux femmes, la réussite de leurs activités est déterminante afin de confirmer leur participation dans la prise de décision des affaires publiques. Toutefois, le manque de compétences risque de ralentir les activités collectives, ce qui démotive les femmes et réduit leur autonomie. Pour les agentes de développement dans le milieu rural, la survie de la famille est primordiale, il en est de même pour les autres femmes du village. Il faut donc créer des emplois intéressants avec une rémunération convenable, et éventuellement former un plus grand nombre d'agentes qui pourraient partager les responsabilités pour que les activités destinées au profit collectif soient durables.

Nous pouvons conclure que la contribution des femmes au développement local à travers l'ENF est possible, mais à certaines conditions.

Premièrement, les activités économiques doivent être présentes pour les hommes ainsi que pour les femmes afin de maintenir leur autonomie vers la participation aux décisions.

Deuxièmement, la transparence de la gestion collective doit être parfaitement maîtrisée pour la bonne marche des activités. Pour cela, il faut établir une solide structure démocratique, qui soit bien appropriée à la culture du milieu.

Troisièmement, la formation dans le cadre de l'ENF doit être continue pour augmenter le nombre d'agents de développement et initier les travaux mixtes (homme/femmes) avec une gestion des activités collectives.

En ce qui concerne l'ENF, il serait souhaitable:

- de donner la chance d'apprendre à tous, surtout aux jeunes mères;
- d'introduire l'éducation civique (décentralisation et démocratie) qui permet de développer l'esprit de la gestion collective;
- de renforcer la compétence en calcul applicable à l'économie;
- de valoriser l'ENF en créant l'occasion d'utiliser la langue locale écrite même dans le service public;
- de fournir l'encadrement permanent, un service assisté spécialisé en ENF au niveau régional ou communal.

---

## Notes

- <sup>1</sup> <http://www.worldbank.org>, *Quelques indicateurs économiques et sociaux du Mali* (septembre 2000).
- <sup>2</sup> Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, *Analyse de la situation de la femme, de l'enfant et de la famille, Document provisoire*, septembre 2001.
- <sup>3</sup> *Ibid.*
- <sup>4</sup> <http://fr.encyclopédia.yahoo.com>
- <sup>5</sup> <http://fr.encyclopédia.yahoo.com>
- <sup>6</sup> L'Essor, *Le Mali 2000*, 1999.
- <sup>7</sup> Centre Djoliba, *Aperçu sur la décentralisation et le développement local au Mali*, Bamako, 2000.
- <sup>8</sup> Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, *Analyse de la situation de la femme, de l'enfant et de la famille, Document provisoire*, 2001.
- <sup>9</sup> Une école religieuse qui donne l'enseignement en langue arabe.
- <sup>10</sup> Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, *Politique de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille*, 2001.
- <sup>11</sup> Cette conférence s'est tenue à Jomtien en Thaïlande et réunit 155 pays, dont le Mali.
- <sup>12</sup> Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, *Situation des femmes au Mali cinq ans après la conférence mondiale de Beijing*, 1999.
- <sup>13</sup> Stratégie nationale de la lutte contre la pauvreté.
- <sup>14</sup> Programme décennal de développement sanitaire et social.
- <sup>15</sup> Programme décennal de développement de la justice.
- <sup>16</sup> <http://devdata.worldbank.org>, 2000.
- <sup>17</sup> [http://www.afribone.com/S\\_humaines/Populations](http://www.afribone.com/S_humaines/Populations), 1998-2002.
- <sup>18</sup> Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, *Plan stratégique de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille*, 2001.
- <sup>19</sup> Nous avons choisi seulement les deux ethnies parmi tant d'autres sans s'attendre à des répercussions directes sur les résultats de notre recherche.
- <sup>20</sup> Le vestibule signifie une pièce située à l'entrée de chaque maison de la famille (élargie) où se tiennent les assemblées pour des affaires familiales. Ici il s'agit du vestibule du chef de village où s'effectuent les réunions concernant le village.
- <sup>21</sup> Soit, dans les régions tropicales, la saison des pluies (selon *Le Petit Larousse*, 2002). Au Mali, il s'agit du mois de juin-septembre.
- <sup>22</sup> N'Diaye Bokar, *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, 1970, p. 111.
- <sup>23</sup> Le CED (Centre d'éducation pour le développement) s'adresse aux enfants de 9 à 15 ans qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école ou qui sont déscolarisés.
- <sup>24</sup> Les communes de la capitale, de la région et celles de quelques cercles (préfet) sont classées comme urbaines. Le reste de la commune est considéré comme rural.
- <sup>25</sup> Un système de caisse d'épargne. Chaque membre dépose une somme d'argent ou en nature régulièrement et le total est versé d'une personne à l'autre jusqu'à ce que tous les membres en bénéficient.
- <sup>26</sup> Moussa Konaté et al., *Sur les petites routes de la démocratie: l'expérience d'un village*

---

*malien*, Les éditions Écosociété, 1999, p. 131.

<sup>27</sup> AMPJ, *Présentation AMPJ*.

<sup>28</sup> Une plate-forme multifonctionnelle de Moulin à moteur pour la mouture de céréales et de noix du karité et le décorticage de céréales ayant un moteur et deux bouches distinctes.

<sup>29</sup> L'Office de la Haute Vallée du Niger: le projet étatique qui appuie les agriculteurs.

<sup>30</sup> Elle réunit 15 villages environnants (chaque village a un groupement des femmes) dans le but d'organiser des activités régénératrices du revenu des femmes, notamment la fabrication de beurre du karité, initié par l'AMPJ.

<sup>31</sup> Le groupement des femmes du village de Zantiébougou est né de l'initiative de l'union citée précédemment.

<sup>32</sup> Le vestibule est un lieu de la décision des affaires collectives du village, il est composé des chef de villages et ses conseillers.

<sup>33</sup> À la première rencontre du SUCO avec les villageois, il explique les objectifs, les modules et les exigences pour le bon fonctionnement des programmes. Il appelle cet atelier «*négociation*».

<sup>34</sup> Un néo-alphabète est une personne qui a récemment achevé le cours d'alphabétisation de base avec succès et apte à continuer à apprendre avec les compétences acquises.

<sup>35</sup> Chaque AVD a un nom spécifique (en Bambara) comme un signe de dignité collective. Le village de Douban a choisi «*DANAYA*» qui signifie la confiance.

<sup>36</sup> Les besoins sont recensés dans le cadre d'enquête villageoise que les populations ont apprise au cours de la formation du SUCO.

<sup>37</sup> Le fonds initial pour les activités prioritaires est financé par SUCO à la fin de la formation.

<sup>38</sup> Le village de Diorila a nommé leur ADV «*FASO JIGUI*» qui signifie l'espoir de la patrie.

<sup>39</sup> Selon le terme du SUCO, un adulte est considéré comme une catégorie sociale d'un homme, entre les jeunes et les vieux, âgé à peu près de 45-60 ans, qui prend une certaine responsabilité dans la société. Les femmes ne font pas partie de cette catégorie; le groupe «*femme*» se compose des toutes les femmes âgées de plus de 15 ans.

<sup>40</sup> Le rassemblement des groupements des femmes de 15 villages dans la commune de Zantiébougou, le bureau se trouve dans le Centre de la production de beurre de karité à Zantiébougou.

<sup>41</sup> Une plate-forme sur laquelle s'installe un moteur qui se lie avec les appareils de plusieurs fonctions comme le broyage des graines de karité, la mouture des céréales et le décorticage de riz, etc.

<sup>42</sup> Dans le système du SUCO, il y a trois pouvoirs dans la mini-constitution du village: le législatif pour les anciens (chef du village et ses conseillers), l'exécutif pour les membres du bureau administratif, et le judiciaire pour les contrôleurs composés des représentants des jeunes et des groups de femmes (dite la société civile).





## Conclusion

Le développement local constitue une pratique alternative à la crise actuelle du développement en Afrique et ailleurs. Celle-ci est basée sur la participation des personnes du milieu à la recherche de l'amélioration qualitative de leurs conditions de vie. Les femmes y prennent part et y jouent certainement un rôle important. Toutefois elles ne disposent pas des conditions et des moyens propices à la participation, notamment dans le secteur de l'éducation. Au Mali, l'éducation est reconnue comme un droit de l'homme depuis des dizaines d'années, néanmoins les femmes du milieu rural subissent des contraintes sociales qui les empêchent de réaliser leurs études à l'école, ce qui reste un handicap pour elles pour s'épanouir dans un monde en pleine mutation. Tout au début de mon parcours en Afrique il y a environs 10 ans, vivant avec les femmes dans une pleine campagne au Niger, j'écoutais les murmures des femmes qui ont envie de chercher une vie meilleure dans des conditions limitées. C'est ce constat qui m'a poussé d'aller faire la recherche davantage au Québec sur ces problématiques.

Les initiatives pour donner l'accès à l'éducation pour tous ont favorisé l'éducation non formelle dispensée aux femmes adultes qui pressentaient l'urgence d'être des agentes de développement au même titre que les hommes. Cette éducation, bien que l'État soit partie prenante, est beaucoup dispensée par de multiples ONG, mais il nous restait à savoir si elle avait de véritables effets sur le changement personnel des femmes et si ce changement pouvait constituer une force en mesure de soutenir le développement participatif du village. Nous avons tenté de chercher ces réponses par des entrevues individuelles grâce auxquelles les femmes, les représentants de village et les intervenants rattachés aux ONG ont pu prendre la parole et faire connaître leurs points de vue; des points de vue parfois différents mais très souvent complémentaires.

La participation à l'éducation non formelle est souvent déterminée par le village, ce qui rehausse une sorte de fierté pour les femmes qui s'impliquent dans ces activités. Mais celles-ci sont plutôt motivées par le fait que la formation leur permet d'acquérir les nouvelles connaissances qui vont leur servir dans leur vie quotidienne. Beaucoup de femmes perçoivent qu'elles sont en retard par rapport aux hommes dans l'apprentissage, parce qu'elles n'ont pas eu la même chance qu'eux de fréquenter l'école et qu'elles y sont moins disponibles une fois mariées. L'intérêt pour l'éducation non formelle manifesté par les femmes signifie leur désir d'être considérées par les hommes comme juste partenaire tant sur le plan familial que communautaire.

Avec les acquis de certaines connaissances par la participation aux différentes formations, le changement chez les femmes se manifeste au niveau de leurs attitudes, de leurs comportements et dans leur estime de soi. Elles deviennent plus actives et autonomes dans leurs affaires personnelles, au point où les hommes acceptent qu'elles

puissent remplacer leur mari en cas d'absence de ce dernier dans la famille. Quant au changement du village, selon les témoignages de nos enquêtés, les villages de Douban et Diorila sont en processus de développement par leurs propres ressources, alors que Zantiébougou est confronté aux problèmes concernant la cohérence des actions collectives. Sur le plan de la participation des femmes à la prise de décision, seulement celles de Douban nous ont donné une réponse affirmative, mais avec une certaine réserve.

Constatons que même si les femmes ont connu certains changements personnels après la formation, les valeurs des femmes n'ont pas changé, celles-ci voulant toujours obéir au mari dans la sphère familiale. Dans cette circonstance, est-ce réaliste de souhaiter une participation égale des femmes par rapport aux hommes à la prise de décision concernant les affaires du village? La réorganisation de la société se basant sur les principes de la démocratie est-elle possible? Au moins, un changement dans la relation conjugale a été noté et jugé positivement par les femmes et par les hommes: ces derniers leur attribuent plus de place. Nous croyons que ce petit fruit aura sans doute une influence sur la décision prise par les hommes même dans la sphère publique.

Le modèle de développement local de Douban nous a montré l'importance de l'éducation non formelle pour la prise de conscience de chaque membre de la gestion des affaires collectives. Pour que les populations se prennent pleinement en charge, il reste à poursuivre la construction de leur propre organisation sociale appuyée sur leurs acquis, selon la capacité du milieu. J'espère que cette expérience de développement local au Mali sera nous démontrer sa force d'être applicable partout dans des conditions sociales variables. Les femmes participantes à l'éducation non formelle ont envie d'apprendre plus, ce qui nous donne de l'espoir, car elles y poussent aussi les autres femmes et leurs enfants qui auront la possibilité de changer la société toute entière.

# **Annexes : Schémas d'entrevue**

## **A. Schéma d'entrevue avec les femmes**

### **I. Identification**

#### **1. Vous-même (personne interviewée)**

- a) Votre statut matrimonial.
- b) Quelles sont votre ethnie et votre langue parlée?
- c) Quelle est votre occupation?
- d) Depuis combien de temps habitez-vous ici? Précisez.

#### **2. Votre enfance**

- a) Avez-vous fréquenté l'école?
- b) Si oui, jusqu'à quel niveau? Pourquoi avez-vous arrêté vos études?
- c) Si vous n'avez jamais fréquenté l'école, pourquoi?
- d) Souvenez-vous de ce que vous avez appris à l'école? Aimiez-vous aller à l'école?
- e) Vos parents ont-ils fréquenté l'école?

#### **3. Votre famille**

##### **3.1 Votre mari**

- a) Quelle est son occupation?
- b) Est-il en exode ou va-il en exode régulièrement? Si oui, où? Et la durée?
- c) Quelle est sa formation? (école primaire, secondaire, supérieur ou ENF) Est-il alphabétisé?

##### **3.2 Vos enfants**

- a) Combien d'enfants avez-vous? Leur âge et sexe?
- b) Quel est le niveau de scolarité de vos enfants (ou ENF)? Sont-ils alphabétisés?
- c) Qu'est ce qu'ils font comme travail? (après leurs études)
- d) Sont-ils en exode? Si oui, où? Et la durée?

##### **3.3 Votre coépouse (s'il y a lieu)**

- a) Quel est son rang?
- b) Combien d'enfants a-elle? Leur âge et sexe?
- c) Quel est le niveau de scolarité de ses enfants (ou ENF)? Sont-ils alphabétisés?
- d) Quel est son niveau de scolarité (ou ENF)?

##### **3.4 La situation de votre famille (élargie)**

- a) Faites-vous partie d'une grande famille ou d'une famille nucléaire?

#### **4. Vos activités**

- a) De quels travaux vous occupez-vous au foyer?

- b) De quels travaux vous occupez-vous hors du foyer?
- c) Vous occupez-vous de travaux collectifs (socioculturels, communautaires, association féminine...)?
- d) Participez-vous aux activités politiques (élection, politique local...)?
- e) Avez-vous d'autres activités régulières? Précisez. Ces activités vous amènent-elles à vous déplacer en dehors de votre village?

## **II. Votre participation à un programme d'Éducation non formelle**

### **5. La participation à des programmes**

- a) À quels programmes avez-vous participé ou participez-vous actuellement?
- b) Précisez la durée, la fréquence et le moment (journée ou nuit) de la formation? Le moment vous paraissait-il adéquat?
- c) Quels sujets a-t-on abordés? Précisez ceux que vous connaissiez déjà et ceux qui étaient des nouvelles connaissances? Pour les premiers, qui vous a appris?
- d) Les sujets traités vous apparaissaient-ils pertinents?

### **6. La compétence en alphabétisation**

- a) Êtes-vous alphabétisée? Si oui, depuis quand et en quelle langue? Où aviez-vous appris l'alphabétisation? (Avez-vous un centre d'alphabétisation dans votre village?)
- b) Quel est votre niveau (lecture, écriture et calcul)?
- c) Dans quelles occasions rencontrez-vous les signes lettrés dans la vie quotidienne? Votre compétence en alphabétisation vous permet-elle de traiter ces lettres?
- d) Que représente l'alphabétisation pour vous?

### **7. Les raisons de votre participation au programme (actuel ou le plus récent)**

- a) Comment avez-vous été sélectionnée?
- b) Pourquoi avez-vous décidé d'y participer?
- c) Quelles ont été les réactions de vos proches (familles ou amies)?

### **8. Le déroulement du programme**

- a) Combien de personnes participaient-elles au programme en même temps que vous?  
Y avait-il seulement des femmes ou des femmes et des hommes?
- b) Votre formateur ou formatrice était originaire de votre village? Est-il un homme ou une femme?
- c) Comment s'est passée la formation? Décrivez une de ces journées.
- d) Trouviez-vous que la formation était difficile? Est-ce que le formateur ou la formatrice vous aidait à bien comprendre?
- e) Comment avez-vous organisé votre emploi de temps pour participer à la formation?
- f) Quels sont les points forts et les points faibles de la formation que vous avez reçue, selon vous?

- g) Votre motivation s'est-elle maintenue durant toute la formation?
- h) Avez-vous éprouvé des difficultés ou des contraintes durant la formation? Racontez-nous. Les avez-vous surmontées? Comment?

### **III. L'application des acquis de la formation dans la pratique quotidienne et les changements pour la femme, sa famille et sa communauté**

#### **9. L'application des acquis dans la pratique quotidienne**

- a) (Considérant l'ensemble des programmes de l'ENF auxquels vous avez participé) Qu'est-ce que vous avez acquis par cette formation? (ex. santé pour enfant, écrire une lettre, gestion, commercialisation...)
- b) Ces acquis vous sont-ils utiles dans votre vie quotidienne? Assez utiles ou très utiles?
- c) Si oui, pouvez-vous nous raconter le changement ou l'amélioration que vous avez eu dans la vie quotidienne en comparaison avec le passé? (Sur les plans sanitaire, nutritionnel, économique, environnemental, éducationnel, politique...)
- d) Si non, pourquoi?

#### **10. Le changement au niveau personnel**

- a) À la suite de votre formation, considérez-vous avoir changé au plan personnel? Vos attitudes ont-elles changé? Vos comportements ont-ils changé? Avez-vous gagné plus de force qu'avant? Lesquelles?
- b) (Si vous êtes alphabétisée) Vous sentiez-vous inférieure devant une personne alphabétisée avant d'avoir appris l'alphabétisation? Et maintenant?
- c) Avez-vous peur de vous déplacer toute seule au loin?
- d) Avez-vous l'occasion d'apprendre à d'autres personnes?
- e) Aidez-vous souvent d'autres personnes à écrire, à lire ou à calculer?
- f) Avez-vous proposé à d'autres personnes de participer aux programmes d'ENF?
- g) Avez-vous envie d'apprendre plus? Quelles matières?
- h) Avez-vous des projets personnels à réaliser dans l'avenir proche? Si oui, précisez.

#### **11. Le changement au sein de votre famille**

À la suite de votre formation,

- a) Avez-vous observé certains changements dans votre relation avec votre mari? Racontez-nous (ex. division du travail, prise de décision, négociation, conflit, etc.).
- b) Avez-vous observé des changements dans vos relations avec les femmes de votre famille (élargie)? (ex. division du travail, responsabilité, conflit, etc.)
- c) Avez-vous observé des changements dans vos relations avec vos enfants? (ex. éducation, scolarisation, etc.)
- d) Que souhaitez-vous pour votre famille?

## **12. Le changement au sein de votre village**

À la suite de votre formation,

- a) Comment situez-vous votre communauté au plan économique et social? Est-ce que la situation vous apparaît satisfaisante ou non? Quels sont les problèmes principaux? La situation s'est-elle améliorée ou détériorée depuis les cinq (5) dernières années?
- b) Est-ce que les femmes participent aux décisions qui ont un impact sur le développement de village actuellement? Pensez-vous que les femmes devraient y participer?
- c) Est-ce que les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'apprendre dans votre village? Pensez-vous que les femmes devraient avoir les mêmes chances?
- d) Est-ce que les femmes et les hommes collaborent dans l'ensemble du village? Si oui, dans quelles situations? Pensez-vous que les hommes devraient collaborer?
- e) Est-ce que les femmes contribuent à l'avancement de votre communauté? Si oui, dans quels domaines?
- f) Pensez-vous que l'alphabétisation est importante pour le développement de votre village? Pourquoi?
- g) Pensez-vous que l'éducation formelle est utile aux filles? Leur permet-elle de mieux assurer leur avenir?
- h) Qu'est-ce que vous devriez apprendre à vos enfants au sein de la famille?
- i) Qu'est-ce que vous attendez-vous de l'ENF?
- j) Quelles seraient les meilleures façons de donner la formation?
- k) Quelles sont les contraintes qui nuisent à l'avancement de votre village?
- l) Que souhaitez-vous pour votre village?

## **IV. Divers**

Autres questions non couvertes (à inclure dans les questions déjà formulées).

## **B. Schéma d'entrevue avec les représentants des associations villageoises**

### **I. Les programmes d'éducation non formelle destinés aux femmes**

#### **1. Les programmes d'éducation non formelle destinés aux femmes**

- a) Quelle est la situation de votre village en ce qui concerne l'éducation destinée aux femmes?
- b) Y a-t-il une école ou un centre d'alphabétisation? Cette école et/ou ce centre sont placés sous la responsabilité de qui? (Gouvernement, ONG ou autre?)
- c) Cette école et/ou ce centre reçoivent-ils des hommes et des femmes? Quelles sont les proportions H/F?
- d) Combien d'ONG sont-elles actives actuellement dans votre village? Précisez lesquelles?
- e) Et dans le passé, d'autres ONG sont-elles intervenues? Lesquelles?
- f) Ces ONG dispensent-elles ou ont-elles dispensé quels types de programme? Y a-t-il ou avait-il des programmes d'ENF ou d'alphabétisation? Si oui, précisez.
- g) Parmi ces programmes, lesquels sont dispensés à des femmes?
- h) Pour quelles raisons avez-vous accepté la mise en place de ces programmes?
- i) De quelle façon avez-vous recruté les femmes?
- j) L'emploi du temps et la durée de la formation n'ont-ils pas empêché des travaux des femmes?
- k) Les thèmes abordés dans les cours vous paraissent-ils pertinents? Précisez.
- l) Parlez-vous souvent avec vos membres au sujet des programmes d'ENF pour les femmes? Si oui, précisez les points de discussion?
- m) Votre village compte combien de personnes? Est-ce que les femmes sont plus nombreuses que les hommes?
- n) Y a-t-il beaucoup de personnes en exode? Quelle est la situation?
- o) Dans votre village quelle proportion de la population est alphabétisée (homme, femme)?

#### **2. La perception générale des programmes d'éducation non formelle**

- a) Comment trouvez-vous la motivation des femmes durant la formation?
- b) Est-ce qu'il y a eu des abandons? Si oui, quelles sont les raisons?
- c) Quels sont les points forts et les points faibles de ces programmes?
- d) Des problèmes se sont-ils présentés durant la formation? Si oui, précisez lesquels? Comment ont-ils été surmontés?

### **II. Les acquis des femmes et le changement du village**

#### **3. L'application des acquis dans la pratique quotidienne**

- a) Pouvez-vous mentionner certains acquis des femmes par la formation?
- b) Y a-t-il selon vous des acquis qui ne peuvent pas être appliqués dans la vie quotidienne?

- c) Pensez-vous qu'il y a des différences entre les femmes alphabétisées et non alphabétisées? Si oui, précisez.

**4. Le changement des femmes**

- a) Avez-vous observé ou entendu parler de certains changements chez les participantes au niveau des attitudes ou des comportements après la formation? Si oui, précisez.
- b) Trouvez-vous que la formation permet aux femmes d'avoir davantage de confiance en elles? Si oui, précisez.
- c) Comment jugez-vous la pertinence d'alphabetisation pour les femmes?
- d) Pensez-vous que le changement de la femme influence ses relations avec d'autres personnes (son mari, ses enfants et les autres femmes, etc.)?
- e) Souhaitez-vous certains changements chez les femmes? Si oui, lesquels?

**5. Le changement du village**

- a) Croyez-vous que la formation dispensée aux femmes peut soutenir des initiatives des en vue du développement du village?
- b) Pensez-vous que les femmes devraient participer aux décisions concernant les projets de développement du village?
- c) Observez-vous certains changements dans votre village grâce à la formation des femmes? Si oui, précisez sur quels plans : éducationnel, sanitaire, économique, politique ou socioculturel.
- d) Votre village fait-il face à certaines difficultés de développement? Si oui, lesquelles? Quelles seraient les conditions nécessaires pour les surmonter, selon vous?

**6. Les attitudes face à l'éducation**

- a) On entend que les hommes n'aiment pas que les femmes s'instruisent ou que les filles aillent à l'école. Qu'en pensez-vous?
- b) Croyez-vous que les femmes et les hommes ont la même capacité d'apprendre?
- c) Croyez-vous que les femmes et les hommes doivent avoir la même chance d'apprendre?
- d) Connaissez-vous des femmes qui ont envie d'apprendre plus? En quelles matières?
- e) Envisagez-vous des mesures à prendre pour que les femmes continuent à participer aux programmes de l'ENF?

**III. Le devenir et les aspirations**

**7. Le devenir et les aspirations**

- a) Des nouveaux projets de développement sont-ils proposés au sein de votre village? Lesquels?
- b) Qu'est-ce que votre village devra faire pour réaliser ces projets?
- c) Qu'est-ce que vous attendez des ONG concernant le développement de votre village? L'existence des ONG est-elle nécessaire pour votre village?
- d) Que souhaitez-vous pour les femmes de votre village dans l'avenir?
- e) Que souhaitez-vous pour votre village dans l'avenir?

**IV. Divers** Autres questions non couvertes (à inclure dans les questions déjà formulées).



## **C. Schéma d'entrevue avec des responsables de programmes d'éducation non formelle dispensés à des femmes**

### **I. Les programmes d'éducation non formelle dispensés**

#### **1. Le rattachement à un organisme dispensé aux programmes d'éducation non formelle**

- À quel organisme êtes-vous rattaché? Précisez le statut de cet organisme.
- Quel poste occupez-vous au sein de l'organisme? Précisez vos principales fonctions.
- Depuis combien de temps détenez-vous ce poste?
- Avez-vous dans le passé exercé d'autres fonctions au sein de l'organisme?  
Lesquelles? Combien de temps?
- Avez-vous exercé des fonctions semblables au sein d'autres organismes?
- Quels types de programmes l'organisme auquel vous-êtes rattaché dispense-t-il?
- Comment définissez-vous l'ENF?
- Quels types de programme d'ENF votre organisme offre-t-il?
- Ces programmes comportent-ils des cours d'alphabétisation?

#### **2. Les contenus des programmes dispensés à des femmes**

- Mentionnez les programmes que l'organisme auquel vous êtes rattaché a dispensé aux femmes (ou au mixte) au cours des cinq (5) dernières années? Précisez les thèmes qui sont abordés lors de la formation?
- Les programmes et les thèmes traités ont-ils été demandés par la communauté? Si non, pourquoi avez-vous choisi ceux-là?
- Quels sont les objectifs de ces programmes?
- Ces programmes ont-ils subi des modifications au cours de la formation? Si oui, pour quelles raisons?

#### **3. La mobilisation des participantes**

- Comment avez-vous recruté les participantes?
- Combien de personnes ont participé à vos programmes?
- Celles-ci fréquentaient-elles les cours assez régulièrement? Parmi elles, combien l'ont abandonné avant la fin?
- Pouvez-vous identifier des raisons ou des contraintes qui empêchent les femmes de participer à la formation ou de compléter leur formation?

#### **4. La motivation des participantes**

- Savez-vous pour quelles raisons les femmes ont accepté de suivre ces formations?
- De quoi tenez-vous compte pour maintenir la participation des femmes?

#### **5. Le mode d'enseignement**

- Comment choisissez-vous le formateur ou la formatrice?
- Quels matériels utilisez-vous? Quelle est la durée de la formation?
- Comment les cours sont-ils donnés? À quels endroits?
- Mesurez-vous l'atteinte des objectifs par les femmes?

- e) Le travail des formateurs ou formatrices est-il évalué? Comment?
- f) Avez-vous eu des problèmes en enseignement?

## **6. La perception générale**

- a) Selon vous, les objectifs des programmes d'ENF sont-ils atteints?
- b) Quels sont les points forts et points faibles de ces programmes?
- c) Est-ce qu'il y a un lien entre ces programmes d'ENF que vous offrez et d'autres programmes offerts par votre organisme? Entre ces programmes d'ENF et les grands objectifs de votre organisme?

## **II. Les acquis des femmes**

### **7. L'application des acquis dans la pratique quotidienne**

- a) Pouvez-vous mentionner certains acquis des femmes par la formation?
- b) Ces acquis contribuent-ils à l'amélioration de la qualité de la vie des femmes? Précisez.
- c) Certains acquis peuvent-ils être appliqués dans la vie quotidienne? Exemples?
- d) Comment jugez-vous la pertinence de l'alphabétisation pour les femmes?
- e) Pensez-vous que la situation personnelle et sociale des personnes alphabétisées est meilleure que celle des personnes non alphabètes? Si oui, précisez en quoi.
- f) Croyez-vous qu'il y a des différences entre les femmes scolarisées et non scolarisées? Si oui, précisez lesquelles?

### **8. Le changement des femmes**

- a) D'après votre expérience, peut-on observer certains changements d'attitudes ou de comportements chez les femmes qui ont reçu une formation? Si oui, précisez.
- b) Pensez-vous que le changement de la femme influence ses relations avec d'autres personnes tels que: son mari, ses femmes et ses enfants?

## **III. Le changement du village**

### **9. Le changement du village**

- a) Les formations suivies par les femmes ont-elles selon vous des impacts pour leur village? Si oui, lesquels?
- b) Pouvez-vous identifier certains changements survenus dans un village grâce à la formation des femmes? Si oui, précisez sur quels plans? (ex. éducationnel, sanitaire, économique, politique, socioculturel, etc.
- c) D'après vous, quels sont les effets de l'éducation des femmes sur la société? La société a-t-elle la capacité de s'adapter à ce changement, selon vous?
- d) Quelles conditions sont exigées pour que l'éducation des femmes soit efficace?
- e) Comment envisagez-vous le rôle spécifique de l'ENF par rapport à d'autres formes d'éducation (formelle ou dispensée par la famille) pour le développement du village?

### **III. Les enjeux et les limites**

#### **10. Les limites et les enjeux de l'éducation non formelle**

- a) Que pensez-vous des limites de l'ENF?
- b) Trouvez-vous des enjeux sur l'ENF pour le développement du village?
- c) Comment voyez-vous l'avenir de l'ONG au cours des cinq (5) prochaines années?

### **IV. Divers**

Autres questions non couvertes (à inclure dans les questions déjà formulées)

## Quelques-unes des publications du GRIDEQ

### Tendances et débats en développement régional

- No 9: *Territoires et fonctions: Tome 2 Des pratiques aux paradigmes: Les systèmes régionaux et dynamiques d'innovation en débats*. Bruno Jean, Danielle Lafontaine et al. 2005. 298 p. Prix: 20\$
- No 8: *Territoires et fonctions: Tome 1 : Des politiques aux théories: Les modèles de développement régional et de gouvernance en débats*. Danielle Lafontaine, Bruno Jean et al. 2005. 408 p. Prix: 20\$
- No 7: *Choix publics et prospective territoriale. Horizon 2025. La Gaspésie: futurs anticipés*. Danielle Lafontaine et al. 2001. 390 p. Prix: 23\$
- No 6: *Le développement et l'aménagement des régions fragiles à l'ère des mutations globales*. Danielle Lafontaine, Nicole Thivierge et al. 2000. 152 p. Prix: 14\$
- No 5: *Les régions fragiles face à la mondialisation*. Danielle Lafontaine, Nicole Thivierge et al. 1999. 256 p. Prix: 19\$
- No 4: *Espaces en mutation*. Serge Côté et al. 1998. 189 p. Prix: 17\$
- No 1: *Et les régions qui perdent...?* Serge Côté et al. 1995. 382 p. Prix: 25\$

### Cahiers du GRIDEQ

- No 23: *Portrait de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent*. Carol Saucier, Nicole Thivierge et al. 2000. 118 p. Prix: 13\$
- No 22: *Les services de proximité en milieu rural québécois*. Lucie Pépin. 1999. 144 p. Prix: 13\$

### Actes et instruments de la recherche en développement régional

- No 14: *Le développement des territoires: nouveaux enjeux*. Collectif. 2002. 129 p. Prix: 13\$
- No 13: *Penser et agir localement dans l'arène de la globalisation*. Collectif. 1999. 132 p. Prix: 10\$
- No 12: *La pratique du développement régional*. Serge Côté et al. 1995. 134 p. Prix: 10\$
- No 11: *Nouvelles technologies de l'information et société. Un débat sur l'intelligence à notre époque*. Danielle Lafontaine et al. 1994. 208 p. Prix: 10\$

## Témoignages et analyses

- No 8: *Pour un développement local au Mali: la place des femmes dans l'éducation non formelle*. Satoko Kato. 2005. 119 p. Prix:
- No 7: *Développement social et soins de santé: reconnaître le travail des femmes auprès des proches*. Marie Legaré. 2003. 103 p. Prix: 12\$
- No 6: *Femmes engagées: pour une alternative de développement*. Christiane Bérubé. 1996. 200 p. Prix: 17\$
- No 5: *Le JAL. Trajectoire d'une expérience de développement local*. Marc-André Deschênes et Gilles Roy. 1994. Prix: 18\$

## Hors série

- *Parcours historiques dans la région touristique de la Gaspésie*. Sous la direction de Paul Larocque et Jean Larrivée. 1998. 481 p. Prix: 30\$
- *En quête d'une communauté locale*. Hugues Dionne et Raymond Beaudry. GRIDEQ et Les Éditions Trois-Pistoles, 1998. 250 p. Prix: 28,89\$
- *Savoir et développement: pour une histoire de l'UQAR*. Nicole Thivierge et al. 1995. 538 p. Prix: 16\$

**La TPS de 7% est incluse dans les prix. Veuillez ajouter une somme de 3,50\$ pour les frais postaux et de manutention.**

Pour commander ou obtenir la liste complète des publications écrivez à:

Secrétariat du GRIDEQ

Université du Québec à Rimouski

300, allée des Ursulines

Rimouski (Québec) Canada

G5L 3A1

<http://www3.uqar.quebec.ca/grideq>

[grideq@uqar.qc.ca](mailto:grideq@uqar.qc.ca)

Tél.: (418) 723-1986 poste 1440 ou 1441

Télécopieur: (418) 724-1847

